

GAUCHE 10 JOURS POUR REDEVENIR POPULAIRE

■ Pour le Nouveau Front populaire, une des clés du scrutin se trouve chez les abstentionnistes des milieux défavorisés. ■ «Gauche immigrationniste» et transidentité: à quoi joue Macron? ■ Dialogue avec «ma voisine qui a voté RN». PAGES 2-9

Libération

PÉTROLE
Comment
le Sénat veut
«remettre Total
dans le droit
chemin»

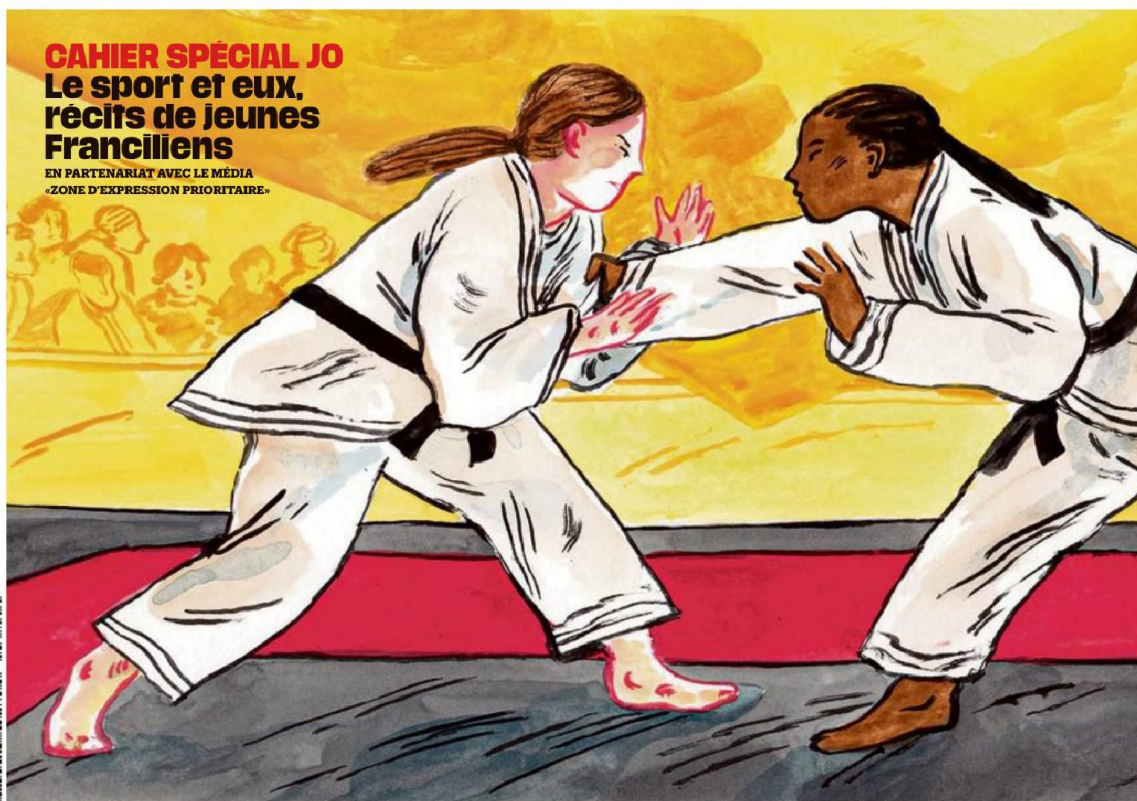
PAGES 12-13

TRIBUNE
«Amis juifs,
venez peser
à l'intérieur
de la gauche»

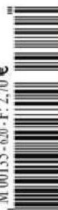
PAGE 21

CAHIER SPÉCIAL JO
Le sport et eux,
récits de jeunes
Franciliens

EN PARTENARIAT AVEC LE MÉDIA
«ZONE D'EXPRESSION PRIORITAIRE»



JAMES ALBON



EDITORIAL

Par
**ALEXANDRA
SCHWARTZBROD**

Convaincre

Depuis le 9 juin, les électeurs et les électrices de gauche se divisent en trois catégories : les abattus, qui ne veulent plus rien savoir ni entendre, persuadés que la cause est perdue, que les désaccords au sein du Nouveau Front populaire sont trop profonds et que le rouleau compresseur de l'extrême droite est inarrêtable ; les combattifs, pour qui un attelage de gauche dépareillé vaut mille fois mieux que le RN, prêts à se retrouser les manches, à tracter dès l'aube sous la pluie ou à tenter de récupérer le

moins récalcitrant en faisant du porte-à-porte ; et, entre les deux, les désarmés, qui se sentent impuissants à participer à la campagne électorale, ne sachant ni à quelle porte toquer pour proposer leur aide ni s'il est encore temps. Si l'on en croit les initiatives prises ici ou là, en divers coins de France, il n'est pas trop tard pour tenter de convaincre, notamment au sein des classes populaires, celles et ceux qui se sont abstenus ou qui ont voté RN par désespoir ou colère et non par conviction qu'ils ne connaîtront aucune amélioration de leur sort une fois leur candidat favori au pouvoir, bien au contraire. « C'est peut-être le sens du militantisme que de lutter là où ce n'est pas encore gagné », observe le sociologue Benoît Coquard dans notre enquête. Parfois, il suffit de peu de choses pour changer la donne dans une circonscription.

Le Nouveau Front populaire a ainsi recensé sur son site 78 « swing-circo » (sur le modèle des « swing-states » américains) susceptibles de basculer en faveur de la gauche. Dans ces circonscriptions-là, des associatifs, des militants, de simples volontaires vont chercher les voix avec les dents et surtout rassurent ceux qui ne savent plus pour qui voter. Oui, il est normal d'être perdu, de ne plus croire en la parole politique, mais le danger qui nous guette, alors que la guerre bat son plein aux portes de l'Europe et que nos libertés sont menacées, est trop grand pour prendre le risque de rester chez soi. La gauche a de vrais projets en matière de rénovation des services publics ou de défense des droits des femmes, par exemple, il faut l'expliquer inlassablement. On dit que l'adversité pousse à être inventif, c'est le moment de le prouver. ➤

UNION DE LA GAUCHE Impopulaires cherchent classes populaires

Pour espérer remporter les législatives, le Nouveau Front populaire doit se confronter à son impopularité parmi les abstentionnistes. Et renouer le dialogue en un temps record, en allant au contact des électeurs avec quelques promesses crédibles de progrès social.

Par
**ADRIEN NASELLI
et THIBAUT SARDIER**

« **B**ien sûr qu'on va être nombreux à voter pour le Front populaire, même si vous ne le méritez pas », lance Férès Barkat à l'adresse des élus de gauche. Dans la foulée de la dissolution, le porte-parole de l'association Banlieues Climat a tenté de convaincre des abstentionnistes des quartiers populaires de Strasbourg de se mobiliser contre l'extrême droite. Avec un succès mitigé : « Ici, la plupart des gens n'en

ont rien à foutre de voter. Moi, je ne vais certainement pas leur dire : "Vous êtes cons ou quoi ?" car ce serait occulter toute une forme de violence sociale. » Si la gauche veut redonner confiance aux habitants des cités, il lui faudra « reconnaître les trahisons, et alors on pourra recommencer à parler ».

Voilà le défi de la gauche dans cette campagne législative inattendue et rapide : s'ériger en rempart contre l'extrême droite aux portes du pouvoir. Et, pour cela, renouer avec les classes populaires qu'elle est accusée – à tort ou à raison, selon les cas – d'avoir délaissées, dans les

quartiers comme dans les campagnes. Aux européennes, Ipsos a mesuré l'abstention à 57 % dans les foyers gagnant moins de 1250 euros par mois, et, par ailleurs, 49 % des électeurs ouvriers, 41 % des employés et 48 % des non-bacheliers ont voté RN. C'est une vieille rengaine, ressassée à gauche d'universités d'été en meetings, et parfois traitée avec maladresse : en 2023, le PS demandait « la France périphérique est-elle la France des beaufs ? ». Formulation critiquée des rangs de la gauche jusqu'à Gérard Darmanin, qui dénonçait un mépris de classe. L'union autour d'un programme et

de candidatures communes, obtenue de façon inespérée par le Nouveau Front populaire (NFP) ne suffira donc pas.

Comment démontrer à ses électeurs potentiels que la gauche ne partira pas aussi vite qu'elle est revenue ? A dix jours du premier tour, la question agite notamment des personnalités du monde intellectuel qui ont un pied dans la sphère militante, et vice-versa. Devant une foule très compacte réunie jeudi dernier au Point éphémère, en plein Paris, la militante antiraciste Fatima Ouassak, créatrice du Front de mères de Bagnollet (Seine-Saint-Denis), tenait une réunion publique. « Si le RN arrive au pouvoir, on ne pourra peut-être plus se réunir librement », met-elle en garde face à un public avide de pistes pour s'engager. Mais pas de chèque en blanc pour autant. « On va examiner ligne à ligne le programme » lance t-elle, copieusement applaudie. Pour Fatima Ouassak, la gauche doit fournir la preuve qu'elle « porte un projet antiraciste » – autrement

dit, pas d'investiture de candidats ayant tenu des propos ambigus sur le sujet – si elle veut pouvoir « se servir de nous, les habitants des quartiers populaires, comme des rabatteurs qui vont appeler nos familles et nos quartiers à voter. C'est maintenant qu'on veut cher ! »

« AVENIRS EMPÊCHÉS »

Mobiliser l'électorat des quartiers populaires, c'est aussi l'espoir de Willy Pelletier. « En si peu de temps, la seule chose qu'on peut tenter, c'est une barricade de votes », dit le sociologue, pilier de la Fondation Copernic (un laboratoire d'idées de gauche) après avoir milité à la Ligue communiste révolutionnaire. Pour Patrick Lehingue, professeur de sciences politiques à Amiens, fief de François Ruffin, la gauche aura « la campagne la plus riche » car elle seule peut à la fois défendre un nouveau programme et rassembler sur le barrage à l'extrême droite. Et pourtant, rien n'est joué. D'une part, parce que « jusqu'à présent, c'est le RN qui a su incarner le vote





La candidate LFI Ophélie Delneste, à Haubourdin (Hauts-de-France), mardi.

Dans le Nord, avec «les abandonnés de la politique»

Au coude-à-coude avec le RN en 2022, la candidate LFI Ophélie Delneste intensifie sa campagne à Haubourdin, en banlieue de Lille. Les militants cherchent à rallier abstentionnistes et indécis.

s'étend de La Bassée à Lesquin, au sud de Lille. En 2022, le RN l'avait emporté avec un peu moins de 1 000 voix (51,14 % contre 48,86 %).

La dizaine de militants du Nouveau Front populaire revient d'un porte-à-porte et d'un boitage matinaux dans le quartier populaire du Parc, à Haubourdin, ciblé spécialement pour convaincre les abstentionnistes et les indécis d'aller voter le 30 juin. Sous la pluie, ils se sont répartis les immeubles blancs et gris qui bordent tristement la rue. Ophélie Delneste et son groupe sont allés à la rencontre de Mohamed. Il gagne bien sa vie et craint la montée du RN. Sa discussion avec la candidate de gauche le fait hésiter.

«J'allais voter pour le milieu, mais vous m'avez un peu récupéré», dit-il.

Mêmes efforts militants dans un autre décor : les barres laissent place dans l'après-midi à une rue haubourdoise aux mai-

sons de briques rouges ou brunes. Lors des législatives de 2022, Ophélie Delneste et le candidat RN Victor Catteau étaient au coude-à-coude dans cette ville de près de 15 000 habitants, ancienne bastion communiste. Mais les électeurs ont voté à plus de 40 % pour la liste de Jordan Bardella aux européennes. «Pour beaucoup, c'est du désespoir social, c'est des abandonnés de la politique. C'est très important de discuter avec eux», estime Ophélie Delneste.

Après son score encourageant de 2022, à la «surprise générale», elle peut compter sur une équipe de militants renforcée. Un effet Nouveau Front populaire ? «On a un engouement très fort, un sur-saut que je n'aurais pas vu dans ma campagne de 2022, s'enthousiasme la jeune femme. Cette fois, les partis envoient beaucoup de forces militantes, des associations, des syndicats, beaucoup de jeunes...» En clôture de cette journée de campagne, la cérémonie du 18 juin, à Secdin, et l'accueil d'une dizaine de nouveaux militants, dont sept jeunes novices. Plusieurs représentants d'organisations de gauche sont aussi venus chercher des tracts fraîchement imprimés pour, insistent-ils, «se débarrasser du RN».

MATHIS HARDOUIN

Envoyé spécial dans le Nord

Photo

STÉPHANE DUBROMEL,

HANS LUCAS

«C'est la maison du peuple ici !» Dans le local CGT de Cargill Haubourdin, Dorian Vallois se sent comme chez lui : «Vous pouvez même fumer», lance-t-il, un brin nostalgique. Nommé suppléant d'Ophélie Delneste, candidate La France insoumise dans la cinquième circonscription du Nord (perdue par Martine Aubry en 2002) pour le Nouveau Front populaire, l'ancien délégué syndical s'est battu contre le plan social à l'amidonnerie d'Haubourdin, mais a perdu son emploi en 2021, comme 182 autres salariés.

Mardi, à l'heure du déjeuner, c'est une autre lutte qui se prépare au local. Autour d'une copieuse portion de frites, Ophélie Delneste et ses troupes rôdent leur stratégie pour les prochains jours de campagne, avec l'ambition de gagner la circonscription qui



anti-Macron». Le taux de participation est annoncé en forte hausse, à 63 % d'après un sondage Ifop de lundi (contre 47,51 % au premier tour de 2022) soit 4 à 10 millions d'électeurs en plus. «Pour la première fois depuis l'inversion du calendrier électoral, on va avoir de vraies élections législatives», note Patrick Lehingue.

Pour Willy Pelletier, en dépit de la confiance très fragile des habitants, la gauche peut encore convaincre dans les villes, mais il ne croit pas possible de persuader les électeurs RN des zones rurales pauvres. Depuis l'Aisne, où il est installé, il témoigne : «Ici, les vies s'effondrent, les aventures sont non seulement brouillées, mais empêchées. A un moment, ça explose. Faire changer les votes, ça implique de changer les vies.» Et cela ne se fait pas en si peu de temps. «Tous les lieux d'entre-soi populaire ont disparu : il n'y a plus de communauté des parents d'élèves, d'églises, de sociétés de chasse, de clubs de foot, d'associations de majorettes.

Ne reste plus qu'une identité positive : je suis français. Doublée d'une autre : je suis un vrai bonhomme», rappelle Pelletier.

Mais que faire de concret ? Dénoncer le péril d'extrême droite ne suffira pas, tant l'intention de voter RN est forte dans les campagnes en déclin, notamment dans la région Grand-Est, où travaille le sociologue Benoît Coquard :

«L'union des gauches a beau renforcer la gauche, en face, le RN va emporter des voix supplémentaires dans les groupes et les lieux où il est déjà dominant. Mais c'est peut-être aussi le sens du militantisme que de lutter là où ce n'est pas encore gagné», ajoute-t-il, soucieux de ne pas casser la dynamique militante du NFP. D'où la nécessité de cibler les «swing-circos», circons-

criptions où la bascule en faveur de la gauche est jouable. Le NFP en recense 78.

NOUVEAUX MOTEURS

Exactement la stratégie de Juliette Rousseau, qui a publié l'essai *Lutter ensemble. Pour de nouvelles complicités politiques* (Cambourakis, 2018). Avec une bande d'habitants non encartés, elle n'a pas attendu les partis pour s'organiser dans la sixième circonscription de Loire-Atlantique aux législatives 2022. Selon elle, c'est notamment grâce au porte-à-porte que le candidat écolo de la Nupes, Jean-Claude Raux (candidat à sa réélection le 30 juin) a été élu. «En allant sonner chez les gens, on avait toujours le même discours, raconte-t-elle dans une vidéo postée sur sa page Instagram. On leur disait que nous non plus on n'est pas très fans des partis politiques.» Résultat, une partie de ces abstentionnistes s'est quand même déplacée pour voter à gauche. Grâce aux liens tissés il y a deux ans, le

Suite page 4

DES MESURES PORTEUSES

- Rétablir l'impôt sur la fortune et l'affecter au financement des services publics.
- Installer des centres de secours d'urgence pour accéder à l'aide administrative, médicale, financière dans les territoires délaissés.
- Décréter la parité sociale pour les candidats aux prochaines élections locales et nationales, en imposant des quotas d'ouvriers et d'employés.
- Ne plus s'organiser depuis Paris et les lieux où la gauche est majoritaire pour créer des initiatives politiques.
- Maternités, écoles, formation : investir massivement dans l'éducation et la jeunesse.
- Créer des rencontres et des débats pour solder les différends entre les citoyens et leurs représentants.

Suite de la page 3 groupe informel auquel participe Juliette Rousseau est reparti battre la campagne. Sur sa page, elle dispense des conseils pratico-pratiques à ses 6 000 abonnés : comment «rassembler des gens très différents» dans des réunions publiques ? Venir avec un ordre du jour, ne pas «laisser les échanges s'enliser» et confier rapidement aux volontaires le soin de mener à bien leurs nouvelles initiatives. Bref, réanimer en urgence la vie politique locale en lui trouvant de nouveaux moteurs.

«Le vote RN, c'est plus de 50% de nos voisins, parfois des gens avec qui on s'entend bien», raconte Juliette Rousseau. L'essayiste se distingue ainsi de certains de ses camarades des grandes villes «pour qui la question de s'opposer au RN est souvent théorique», puisqu'ils ne connaissent pas un seul électeur de ce parti. Facile, alors, de les rejeter en bloc.

«Quand tu vois que la gauche s'organise encore et encore depuis Paris, quel est le message qu'elle veut envoyer ? On ne va pas défaire les fractures en deux semaines. Mais j'ai envie de dire à la gauche : sortez des endroits où vous avez déjà gagné. Retournez dans les campagnes d'où vous venez. Changez votre discours, adressez-vous aux ruralités.»

«MAINS SALES»

En ville, le premier réflexe est toujours de partir en manif. À Paris, la Marche des fiertés LGBT se tient la veille du premier tour et pourrait, comme à Rennes, s'allier à un cortège syndical. 250 000 (selon la police) à 640 000 (CGT) personnes se sont mobilisées partout en France samedi. Mais manifester contre l'extrême droite est parfois à double tranchant. Willy Pelletier se souvient que les mobilisations au lendemain du 21 avril 2002 auxquelles il avait participé n'ont pas freiné la montée du vote frontiste durant les deux dernières décennies : «Manifester sert pour les militants de gauche à se rassurer, à se faire plaisir. Mais c'est très dangereux : plus les images d'une jeunesse urbaine qui fait des doigts d'honneur au RN circulent, plus on renforce les autres dans leur propre rejet.» Avant d'ajouter : «En tant que sociologue, je ne peux qu'inviter les leaders politiques à signifier aux votants RN qu'ils ne sont pas indignes.»

Organisateur du rassemblement du NFP à Montreuil (Seine-Saint-Denis) lundi, l'économiste Julia Cagé ne dit pas autre chose : «Manifester, il faut le faire, mais cela ne fera pas basculer une seule voix, explique-t-elle à Libé. On ne va pas aller expliquer que c'est mal de voter RN, il faut porter les propositions de gauche et, dans les dix jours, insister sur des mesures simples.» Au premier rang de la liste, elle place l'augmentation du smic. Mais aussi la défense des services publics qui, des déserts médicaux aux fermetures de classes, «parle à tous». La preuve : deux des principaux déserts médicaux du pays sont la Creuse et la Seine-Saint-Denis. Et tant pis si le RN investit aussi la question : «Ils en parlent, mais ils suppriment des recettes pour le mettre en œuvre», observe celle

qui réfléchit à un retour de l'impôt sur la fortune affecté au financement des services publics. Un autre domaine pourrait aussi faire l'unanimité chez les électeurs de gauche : la lutte pour les droits des femmes, ajoute Willy Pelletier : «Les femmes ne tolèrent plus les comportements violents, agressifs, irrespectueux. Si c'est exprimé avec doigté, cela touchera tout le monde.» Si Julia Cagé admet que les partis de gauche se sont globalement désintéressés des territoires ruraux et des quartiers, elle espère que la défense de ces mesures via la mobilisation conjointe d'élus, de syndicats et de citoyens permettra de convaincre certains abstentionnistes. Sur X (ex-Twitter), le philosophe Geoffroy de Lagasnerie, proche de LFI, défend lui aussi cette idée de mettre en avant ce que la gauche veut offrir : «Il faut absolument que le NFP sorte du narratif du "barrage contre l'extrême droite" qui met celle-ci au centre. Les progressistes sont parvenus en quelques jours à créer une dynamique autonome de conquête, de progrès et c'est cet enthousiasme qui doit être affirmé.» A condition qu'il ne se heurte pas à la défiance : «N'oublions pas que, tous partis confondus, la trame de fond demeure la suspicion, du fait des affaires de corruption et des alternances qui se sont manifestées par des déceptions, nuance Patrick Lehoucq. Y compris au RN, où le vote d'adhésion n'est pas majoritaire. C'est un vote qui est souvent sans illusion.»

Pour la gauche, reste à installer des enjeux de long terme et à ne pas trahir les promesses de cette campagne. Un travail qui devra s'accomplir localement et concrètement. «Les députés devraient être des assistants sociaux et régler les problèmes des gens», explique Willy Pelletier, avant de suggérer : «Pourquoi pas des centres de secours d'urgence, notamment dans les zones rurales pauvres, pour accéder à l'aide administrative, médicale, financière, et même à de l'aide aux devoirs ? Les partis politiques, pour retrouver leur assise populaire, devraient l'organiser.» Une idée pas si éloignée du communisme municipal du siècle passé, souligne-t-il, avant de rappeler que Syriza, en Grèce, ou le Parti des travailleurs, au Brésil, ont su mettre en place de telles propositions.

Dans une tribune publiée par Libé, qu'il cosigne avec l'avocate Caroline Mecary, le réalisateur Robert Guédiguian et le romancier Nicolas Manville, Willy Pelletier invite à «organiser des banquets pour échapper aux entre-soi». Utopie naïve ? Le premier a pourtant eu lieu samedi, à Nanterre. «Je suis pour une politique des mains sales. Serrer la main à celui dont on estime que ses mains ne sont pas propres. L'aider, et regagner sa confiance», développe-t-il, pronostiquant débats et engueulades comme préalables à la réconciliation... et au retour des classes populaires dans les rangs des partis et des militants, impératif largement partagé chez nos interlocuteurs. Car, pour l'heure, «pour les personnes qui votent RN, nous sommes de l'antimatière, le mal qu'il faut combattre». ♦



Amine Kessaci, candidat Nouveau Front populaire, à Marseille, mercredi.

«Il faut aller chercher ces colères et les positiver»

Le candidat du Nouveau Front populaire dans la 3^e circonscription de Marseille, Amine Kessaci, tente de convaincre les abstentionnistes des noyaux villageois, largement acquis au RN.

A 20 ans, Amine Kessaci, militant associatif et candidat aux européennes sur la liste Écologistes, porte les couleurs du Nouveau Front populaire dans la 3^e circonscription de Marseille, la seule remportée par le RN en 2012 et fief du sénateur d'extrême droite Stéphane Ravier (passé chez Reconquête en 2022). Dans ce secteur du nord de la ville, les noyaux villageois, largement acquis au RN, côtoient les grands ensembles paupérisés où la gauche et l'abstention dominent.

Vous sortez tout juste d'une campagne européenne où vous avez arpenté les quartiers populaires pour mobiliser les abstentionnistes, encore trop nombreux lors du dernier scrutin. Que pouvez-vous leur dire de plus pour les ramener aux urnes ?

Cette fois, le danger de l'extrême droite est imminent. Ce n'est plus une menace, contrairement à ce que nous avons vécu jusqu'à présent, Jordan Bardella n'a plus qu'à s'asseoir sur le fauteuil du pouvoir, il est même déjà accroupi. Il a des millions d'abonnés sur TikTok, des millions de jeunes qui ont voté pour lui. Les idées de l'extrême droite se sont banalisées et ce n'est pas normal. Quand on voit qu'une partie des Républicains est prête à faire alliance avec eux, j'ai honte de mon pays. La France dans laquelle je suis né, ce n'est pas celle-ci !

Cela suffira-t-il pour convaincre ?

Il faut leur parler de ce risque, mais aussi de ce qu'ils vivent au quotidien. Par exemple, l'insécurité est une question primordiale, avec le pouvoir d'achat. C'est un sujet qui touche tout particulièrement les habitants de ma circonscription. Elle a fait des morts, cette question, en lien avec le trafic de drogue. Je me suis engagé en créant l'association Conscience après le décès de mon frère aîné [il a été retrouvé mort en 2020, victime des réseaux, ndr], je porte ce combat en accompagnant les mères endeuillées. On a une responsabilité, nous, les gens des quartiers. On n'a plus le droit de se plaindre et de rester assis sur son canapé. Maintenant, si, on se plaint, on va le dire dans l'urne. Et puis il y a désormais une possibilité d'alternance avec ce Nouveau Front populaire.

Pensez-vous que l'union des gauches soit un argument pour les électeurs des quartiers populaires ?

Bien sûr, les gens n'attendaient que ça, surtout les jeunes ! Durant la campagne des européennes, beaucoup m'ont dit qu'ils m'aimaient bien mais qu'ils préféreraient voter pour La France insoumise, notamment par rapport aux prises de position sur Gaza. Ils étaient déçus d'avoir à choisir entre nous. Cette union, ça ne peut que compter pour eux.

Quinze jours de campagne, c'est très court. Votre cible principale reste les jeunes, chez qui l'abstention est très élevée ?

Je compte beaucoup sur le vote des jeunes, mais pas seulement. Mon premier déplacement, c'était dimanche pour la cavalcade de la Saint-Eloi [festivités organisées chaque année dans le quartier de Château-Gombert mettant à l'honneur les traditions provençales]. Et ça, c'est nouveau. Les habitants m'ont certes dit qu'ils n'allaient peut-être pas voter pour moi mais qu'ils étaient contents de me voir, parce que les candidats de la gauche n'étaient jamais venus les solliciter. On n'a pas assez considéré ces noyaux villageois, pris en considération leurs problèmes. Il faut aider tout le monde de façon équitable. Avec ma suppléante Katia Yacoubi, on s'est partagé le travail : moi, je me suis fixé la tâche d'aller parler à ces noyaux villageois, de parler aux centristes, aux électeurs de droite et à leurs élus. Je crois beaucoup dans ce barrage républicain du second tour, c'est ce sur quoi je travaille. Parce que je vous garantis qu'on sera au second tour.

Donc, votre stratégie, c'est aussi de convaincre les électeurs du RN de changer d'avis ?

Peut-être pas ceux qui votent pour eux depuis des années, mais ceux qui l'ont fait la dernière fois, pensant que c'était une solution ou parce qu'ils se disent qu'on ne les a jamais écoutés. On peut encore les convaincre, en leur disant que non, la gauche, ce n'est pas l'anarchisme. On peut notamment leur parler de cette question de la sécurité. On nous parle de fermeté, mais qui a détruit la police de proximité ? Qui a mené nos quartiers dans cet état ? On nous parle d'inflation, mais qui a voté contre l'augmentation du smic ? Nous proposons un programme, la gauche est prête à gouverner. Il faut aller chercher ces colères des électeurs et les positiver. Et gagner leur confiance : si je vous dépôts, si je ne fais pas ce qu'il y a écrit dans notre programme, je n'ai aucune dignité parce que je ne respecte pas mon histoire.

Recueilli par **STÉPHANIE HAROUNYAN**

Correspondante à Marseille

Photo **PATRICK GHERDOUSI**, DIVERGENCE

En Seine-et-Marne, «ce sont les mêmes problèmes partout»

Battu de très peu en 2022, l'écologiste Arnaud Bonnet repart en campagne, porté par une large union de la gauche, au diapason d'un territoire très divers.

C'est l'histoire de cinq communistes, d'un militant «affilié à aucun parti», d'une insoumise, d'un candidat écolo et de sa suppléante socialiste, debout à tracter devant la gare du RER de Torcy (Seine-et-Marne). Tous ensemble, ils sont venus distribuer les premiers tracts siglés «L'union fait la force» lundi, à quinze jours du premier tour des législatives anticipées. «On n'a pas

tergiversé pour se rassembler, explique la suppléante, Amandine Janiaud-Vergnaud. Et ça va au-delà des partis cette fois, y'a aussi plein de citoyens qui ne prendront pas leur carte après la campagne, c'est différent de 2022.» Le candidat, Arnaud Bonnet, approuve.

France miniature. Le même duo rose et vert a en effet été investi ici, désormais sous la bannière du Nouveau Front populaire, après avoir échoué à un unique bulletin près de dix ans plus tôt – contre Hadrien Ghomi (Renaissance), lui aussi de nouveau candidat. «Ça s'est joué à rien la dernière fois, se rappelle Arnaud Bonnet, alors il y a encore plus d'attente et d'envie d'y retourner.» Surtout que dans deux des circonscriptions voisines, à l'ouest et au nord, la Nupes avait fait basculer en 2022 des territoires du camp pré-

sidentiel au profit des insoumis. Le candidat, enseignant de SVT en reconversion professionnelle, n'a donc «pas hésité» à repartir.

L'union populaire n'est pourtant pas une évidence dans ce territoire où les maisons individuelles, les barres de bâtiments et les champs se touchent. La huitième circonscription de la Seine-et-Marne a en effet des airs d'une France miniature. A une trentaine de kilomètres à l'est de Paris, «y'a des zones pavillonnaires, des villages et des quartiers populaires ici», décrit Arnaud Bonnet, et pour unir, il faut juste se rendre compte que ce sont les mêmes problèmes partout: le pouvoir d'achat, les retraites ou encore les services publics.

Les paroles du candidat se teintent de ces enjeux rassembleurs. «Le discours écologiste ne peut pas avancer tant que certains ne mangent pas le soir, explique-t-il. Il faut prendre cette leçon après les scores des verts aux dernières élections (européennes, 5,5% ndlr), l'urgence, c'est aussi le social.» Dans la méthode, Arnaud Bonnet assume s'aider des qualités de tous: «Chaque parti a ses forces, par exemple, les insoumis mobilisent facilement les citoyens, les socialistes ont davantage de connaissances

dans les rouages du pouvoir et plus de relais dans les institutions.» Pendant la distribution de tracts, devant la gare du RER de Torcy, chacun a alors ses spécialités. L'insoumise Amina, soignante qui se surnomme «maman de quartiers», parle de sa «passion de révéler les abstentionnistes dans les quartiers populaires d'ici, de prendre le temps d'écouter les oubliés». Plus loin, Charles n'est «affilié à aucun parti» et vient d'un «village d'agriculteurs un peu plus loin, où ça vote Rassemblement national et ça a peur de l'immigration alors qu'ils ne la voient même pas». Défaitiste quant à sa capacité à les convaincre, Amina lui lance finalement: «Eh bah viens, on va les chercher ensemble.»

Le candidat, lui, s'ancore plutôt dans les zones pavillonnaires – il complète ainsi le mélange atypique de cette circonscription. Arnaud Bonnet habite dans l'une de ces rues cernées de maisons individuelles, à Ozoir-la-Perrière (Seine-et-

Marne), entre son potager et ses chats. Bien qu'il ait toute la panoplie du candidat écologiste, il s'éloigne des clichés sur son parti, utilisant sans cesse sa voiture dont il est «prisonnier» et ironisant: «On ne va pas faire du vélo dans le coin, on n'est pas à Paris ici!»

Transports. Le lien tumultueux avec la capitale unit finalement ces habitants de villages, barres d'immeubles et pavillons. A Torcy, comme à Ozoir-la-Perrière, le quotidien est rythmé par les transports. «Restez pas trop longtemps vous allez être coincés ici», s'amuse Arnaud Bonnet. A côté, Christelle n'est «pas intéressée du tout par la politique», mais prend quand même le temps de discuter des élections: son bus n'arrive que dans deux heures. Sur une aire de jeu désertée, les collégiens s'en amusent plutôt: «Nous, parfois, on sèche une journée le temps d'aller prendre un selfie avec la tour Eiffel.»

BENJAMIN MOISSET



Près de Montluçon, «chaque vote compte»

Dans la 2^e circonscription de l'Allier, la candidate LFI avait perdu de 140 voix contre le RN en 2022. Cette fois, elle part en binôme avec une agricultrice.

Des tours colorés aux teintes passées, à deux pas des champs, d'où l'on aperçoit des vieux corps de ferme. Nous sommes à Fontbouillant, l'un des trois quartiers prioritaires de Montluçon. La rénovation urbaine inachevée a laissé les habitants sans commerces de proximité, des personnes âgées dans des immeubles à moitié vides sans ascenseur, et peu de transports urbains en direction du centre, pour ceux qui n'auraient pas les moyens de se payer une voiture et l'essence qui va avec. C'est là que Louise Héritier, petite brune tout de noire veste, est venue lancer sa campagne éclair au nom de LFI et du Nouveau Front populaire (NFP). Parmi la quinzaine de militants venus faire du porte-à-porte, la plupart sont des novices. Cheveux en chignon, en baskets et veste de costard «pour faire sérieuse», Louise leur prodigue une formation express. Verdict pour Pierre, étudiant venu de Clermont-Ferrand: «C'est super intéressant de discuter avec les gens, ça nous fait sortir de notre bulle.» «Ça permet aussi d'ajuster les programmes en fonction de leurs préoccupations», renchérit «FX», chargé de la communication de la campagne.

«Un objectif concret.» «On est là pour faire barrage à l'extrême droite et à Macron. Chaque voix va compter», répète souvent la jeune comédienne aux résidents qu'elle entreprend sur leur palier. En 2022, il est vrai que

seules 140 voix avaient manqué au second tour pour la faire élire députée face au candidat du RN, Jorjys Bovet. «Notre avantage, c'est qu'on a un objectif concret, dégageur un élu d'extrême droite qui a un bilan: il n'a rien foutu pendant son mandat. Selon le site Nosedéputés.fr, le chauffeur livreur de 31 ans fait partie des 150 parlementaires les moins actifs de l'hémicycle, sur quatre critères différents. «On ne le voit jamais, il n'a même pas de permanence ici. Mais le RN n'a pas à se donner de la peine: la télé fait campagne pour eux, et elle est tout le temps allumée chez les gens ici», déplore la candidate, qui peut compter sur du renfort lié au contexte menaçant.

Dans cet ancien grand bastion industriel déserté par les emplois, les services publics, et les jeunes, le PCF est encore solidement implanté. Les militants sont âgés, mais expérimentés. Parti en dissidence contre la Nupes il y a deux ans, Bernard Pozzoli, maire communiste de Prémilhat, petite commune de 2400 habitants, s'est rangé

cette fois derrière Louise Héritier, et amène avec lui un tissu d'élus locaux rouges. Syndicats, associations ou figures du coin entrent dans la bataille, en conviant le NFP à se greffer à des événements prévus de longue date, comme un concert organisé par un agriculteur mardi soir. L'occasion d'interpeller le public sur la nécessité d'aller voter. Les bras portés par l'affluent aussi. Pas des militants, juste des gens qui ne dorment plus depuis qu'Emmanuel Macron a prononcé la dissolution de l'Assemblée. Tout s'est improvisé dans l'urgence. Un ami de Louise qui se débrouillait en graphisme a réalisé fissa les visuels des tracts, bulletins et affiches, avant que n'arrive le matériel national. Une stratégie adaptée à



Louise Héritier, candidate LFI, à Montluçon mardi.

la ruralité est privilégiée. La tête de Jean-Luc Mélenchon n'apparaît pas et le programme est présenté sur trois axes forts: redistribution des richesses et pouvoir d'achat, investissement dans la défense des services publics, et de mesures pour le monde agricole. La comédienne fille d'un couple de danseurs contemporains se présente en binôme avec Marie-Claude Moncelon, une agricultrice à la retraite de 62 ans, au lieu d'un suppléant LFI comme en 2022. «Quand Louise m'a appelée, j'étais tellement déprimée par ce que se passait que j'ai pas hésité longtemps», nous raconte devant un croque-monsieur cette ancienne maire d'une commune de 300 habitants. Non encartée, elle vient de rédiger un courrier destiné à un millier d'agriculteurs des environs, qu'elle leur enverra par la poste, pour les convaincre. «Pour moi, le RN très haut aux européennes est une conséquence directe de la crise des agriculteurs,

qui ne se retrouvent pas dans les solutions apportées par le gouvernement», assure-t-elle.

«Ça te hante.» Alors qu'elle va interpeller des parents à la sortie de l'école, on questionne Louise Héritier sur les «purgés» à LFI, comme les députés sortants Alexis Corbière, Raquel Garrido et d'autres. «Oui, des militants m'en ont un peu parlé, moi je leur dis qu'on verra ça plus tard. Je pense que les gens ont le temps de s'embrouiller quand ils sont dans une circo où la gauche est sûre de gagner, répond-elle. Nous ici, on a beaucoup de pression sur les épaules, il n'y a pas une minute à perdre. Quand tu perds à 100 voix près, ça te hante ensuite, tu te dis qu'un marché de plus à tracter aurait pu faire la différence.»

LUCIE ALEXANDRE

Envoyée spéciale à Montluçon (Allier)

Photo NOÉMIE VIEILLARD





Emmanuel Macron sur l'île de Sein, dans le Finistère, mercredi. PHOTO CHRISTOPHE ENA, AFP

Par
LUCIE ALEXANDRE

Chacun sa manie. Jean-Luc Mélenchon a ses «mots obus», théorisés pour enflammer le débat public. Emmanuel Macron a ses «petites phrases», ces saillies qui déclenchent des polémiques depuis le début de son premier quinquennat. À l'aube de sa campagne de réélection en décembre 2021, le chef de l'État avait même esquissé un mea culpa sur TFI: «Il y a des mots qui peuvent blesser, et je pense que ce n'est jamais bien et même inacceptable.» Mais à l'instar d'autres pratiques, il ne s'est jamais défilé de cette habitude. Nouvelle occurrence mardi soir lors d'un déplacement sur l'île de Sein dans le Finistère. Alors qu'il avait déjà particulièrement ciblé la gauche lors de sa conférence de presse du 12 juin, le Président s'en est encore pris au Nouveau Front populaire. «C'est un programme totalement immigrationniste», a-t-il dénoncé auprès des journalistes, employant là un adjectif cher à l'extrême droite, jusque-là jamais entendu de son côté de l'échiquier politique.

Plus tôt, devant un groupe de personnes âgées, Macron avait attaqué le programme du Rassemblement national sur son coût pour les finances publiques, avant de déclarer: «Du côté de l'extrême gauche, c'est quatre fois pire», «y a plus du tout de laïcité», «et puis y a des choses complètement ubuesques comme le changement de sexe en mairie». Cette dernière assertion, jugée transphobe par de nombreuses associations de défense des droits LGBT+, dont celle affiliée à Renaissance, a fait sursauter ses propres partisans. «Ça m'a beaucoup surpris, oui», admet Brigitte Liso, spécialiste sur ces sujets. «Je n'ai pas d'explications à vous donner, parce que pour avoir échangé avec lui, ça s'éloigne de ses positions habituelles,

GAUCHE «IMMIGRATIONNISTE», PROPOS TRANSPHOBES

«Macron ferait mieux de se taire»

Lors d'un déplacement sur l'île de Sein mardi soir, le chef de l'État a ciblé en priorité la gauche en adoptant une rhétorique d'extrême droite, déplorée par les candidats de son parti qui préfèrent se réfugier derrière la figure de Gabriel Attal.

peut-être a-t-il dit cela en supputant que c'est ce que son auditoire voulait entendre», poursuit la députée Renaissance sortante du Nord, candidate à sa réélection.

«UNE DÉRIVE DROITIÈRE DEPUIS UN BON MOMENT»

La sortie, qui n'évoque pas du tout l'ADN «progressiste» porté en étendard par les macronistes depuis 2017, étonne d'autant plus qu'en 2022 le chef de l'État avait affirmé au magazine *Têtu* que le choix

d'une transition ne devait pas, selon lui, «être rendu plus complexe par des procédures administratives si elles sont inutiles». «Il y a une dérive droitiste du gouvernement et du Président depuis un bon moment, et c'est un problème, même si Gabriel Attal reste un pilier», relève Raphaël Gérard, député Renaissance sortant de Charente-Maritime, et candidat à sa réélection.

Alors qu'en mai le Sénat examinait une proposition de loi des Républicains destinée à encadrer les transi-

tions de genre pour les mineurs, le parlementaire qui se revendique de l'aile gauche avait été ulcéré d'apprendre que le ministre délégué chargé de la Santé, Frédéric Valloux, avait donné un «avis de sagesse» du gouvernement, c'est-à-dire ni favorable ni défavorable. «Je l'avais choppé à la buvette de l'Assemblée pour lui demander des comptes là-dessus, mais il ne savait pas trop s'expliquer, sa collaboratrice avait laissé entendre que ça venait de l'Elysée. Je suis ensuite allé voir At-

tal, qui en me voyant débarquer fixait son regard sur le mode «oui, je sais, désolé», relate-t-il. L'île charentaise pointe l'entourage du Président, «une enceinte infranchissable autour de lui, qui participe à sa déconnexion», et responsable selon lui de ce virage conservateur affiché.

Depuis le vote houleux de la loi immigration en décembre, de nombreux députés Renaissance disent pourtant s'être plaints en réunion de groupe de cette «course à l'échafaud», censée démonétiser le RN. «Quand on voit où ça a mené LR cette stratégie, on serait sages de ne pas s'en inspirer», persifle ainsi Raphaël Gérard. «Penser qu'on ramènera des voix très à droite par ce discours, c'est bizarre, alors que c'est pas comme si on n'avait pas déjà essayé», lâche aussi un ex-député macroniste battu en 2022, qui tente de revenir dans l'hémicycle.

C'est donc peu dire que le discours présidentiel ne suscite pas l'adhésion de ses troupes, lancées dans la bataille des élections législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet. Plutôt une incrédulité teintée de colère. «Effectivement, je ne comprends pas, parce que même si je tape aussi sur La France insoumise, je pense que notre stratégie devrait consister à récupérer les électeurs socio-démocrates», estime ainsi Cécile Muschotti, ancienne députée La République en marche dans le Var, défaite en 2022 et de nouvelle candidate. Comme d'autres, elle appelle plutôt à se référer aux propos du Premier ministre, Gabriel Attal, plus enclin à cogner sur l'extrême droite. «C'est comme s'il y avait deux tonalités différentes dans la campagne, et pour moi, c'est vraiment Attal le chef de file», juge-t-elle.

ATTAQUER LA GAUCHE LE PLUS POSSIBLE

«Je ne me sens pas alignée», confesse aussi l'ex-députée LREM de Loire-Atlantique Valérie Oppelt, au sujet de l'adjectif «immigrationniste». «Sur le terrain, les gens me disent que Macron ferait mieux de se taire. Attal est beaucoup plus écouté», note celle qui est lancée pour tenter de récupérer son siège perdu en 2022. En dépit de leurs doutes, certains tentent malgré tout d'expliquer l'approche élyséenne. «Le problème, c'est ce discours qui consiste à dire que la gauche serait le seul rempart contre l'extrême droite, ça leur donne tous les pouvoirs, et ça nous fait disparaître», fait valoir une parlementaire Renaissance, sortante et candidate. La méthode adoptée pourrait donc consister à attaquer la gauche le plus possible avant le premier tour pour éviter un trop grand nombre de duels entre la gauche et le RN, aujourd'hui annoncés comme massifs. En clair, éliminer la gauche pour rejouer le match jusqu'ici toujours gagné du macronisme contre l'extrême droite. Parce que si les données de la confrontation changent cette fois-ci, le camp présidentiel n'a en effet pas de solution. «Dans ce cas-là on défendra le ni-ni dans l'entre-deux-tours, je ne vois pas comment on peut faire autrement», défend la même députée. ♦

Le Président, agent électoral du Rassemblement national

Par
JONATHAN BOUCHET-PETERSEN
Chroniqueur politique

Aux abois, le chef de l'Etat sort le gros rouge qui tache. Et dans le cadre de cette campagne pour les élections législatives, que sa déléguée décision de dissoudre l'Assemblée nationale a déclenchée, c'est particulièrement irresponsable alors que le RN est plus que jamais aux portes du pouvoir. En déplacement mardi sur l'île de Sein (Finistère), Emmanuel Macron a clairement fait du Nouveau Front populaire sa cible, en le diabolisant avec des mots excessifs et même choquants, tout droit sortis du vocabulaire d'extrême droite. Laquelle ne peut que profiter d'une telle stratégie qui vient de fait valider sa proposition politique. A tel point qu'on se demande bien à quel jeu pervers joue le locataire de l'Elysée.

Lors d'un échange avec des habitants, le président de la République a affirmé que le programme de la gauche unie contenait des propositions sociétales «complètement ubuesques». Il a cité le fait que les personnes trans puissent désormais acter leur changement de genre sur leur état civil (et non de sexe comme il l'a dit) par un simple passage en mairie, sans avoir besoin, comme c'est le cas actuellement, de passer devant un tribunal avec une procédure lourde et par nature stigmatisante. Autrement dit, il met à l'index une disposition qui a vocation à alléger la vie d'un petit nombre de Français sans rien enlever à qui que ce soit. Cette sortie vise à surfer sur la transphobie de plus en plus décomplexée, aux conséquences parfois tragiques, qui s'affirme en premier lieu dans la droite conserva-

Diaboliser la gauche, c'est de fait dédiaboliser l'extrême droite xénophobe, dont le chef de l'Etat se contente de pointer le programme économique selon lui irréaliste. Voilà qui vient abîmer encore un peu plus la dynamique de barrage.

trice et à l'extrême droite de l'échiquier politique. Dans la bouche d'un homme qui s'est longtemps présenté comme progressiste – et qui en 2022 proposait de faciliter la vie des personnes trans en supprimant les démarches administratives inutiles –, voilà qui est navrant et même dangereux. Électoralement, on ne voit même pas le profit qu'il espère en tirer.

Durant ce même échange avec des habitants, Emmanuel Macron a également qualifié le programme de la gauche unie de projet «immigrationnistes», une formulation appartenant historiquement au registre de l'extrême droite. Et une affirmation tout simplement fautive, qui s'inscrit dans la dérive qu'a constituée la dernière loi immigration votée à l'Assemblée nationale avec

BILLET

le soutien total du Rassemblement national et de la droite, qui y ont vu à raison une victoire culturelle. Le chef de l'Etat sait pourtant très bien que la gauche ne propose par exemple pas la régularisation de tous les sans-papiers présents sur notre territoire, mais simplement celle de ceux qui travaillent, le tout avec une politique d'accueil plus humaniste qui prévoit notamment la création d'un permis de travail, alors qu'on sait que c'est le meilleur chemin vers l'intégration. Pour Emmanuel Macron en campagne, l'enjeu n'est pas d'être honnête intellectuellement. Mais là encore, qu'espère-t-il en tirer électoralement ? Il est évident qu'une telle sortie ne peut que favoriser le Rassemblement national, pour qui la peur de l'immigration, alimentée par bien des fake news, est le principal carburant électoral.

Diaboliser la gauche, c'est de fait dédiaboliser l'extrême droite xénophobe, dont le chef de l'Etat se contente de pointer le programme économique selon lui irréaliste. Voilà qui vient abîmer encore un peu plus la dynamique de barrage censée rassembler les républicains de tous bords face à l'extrême droite et qui a permis par deux fois à Emmanuel Macron de remporter la finale de la présidentielle face à Marine Le Pen. Comment ne pas en tirer comme conclusion, glaçante, que le chef de l'Etat, dont le camp est fort mal en point dans les sondages après sept ans d'exercice du pouvoir, préfère une cohabitation avec Jordan Bardella qu'avec le représentant que se choisira le Nouveau Front populaire en cas de victoire le 7 juillet ? Emmanuel Macron est décidément un apprenti sorcier qui risque de rester dans l'histoire comme celui qui aura donné les clés du pouvoir à l'extrême droite. Sinistre bilan d'un président qui n'en finit plus de perdre sa boussole. ➤

«C'est un parachutage, mais plus pacifique que ceux du régiment de Carcassonne.»



PHILIPPE POUTOU
candidat NPA, mardi

L'ancien candidat aux présidentielles de 2012, 2017 et 2022 pour le Nouveau Parti anticapitaliste a été investi par le Nouveau Front populaire dans la 1^{re} circonscription de l'Aude. En déplacement à Carcassonne mardi avec sa suppléante, Pauline Salingue, l'ancien ouvrier chez Ford se présente en *serial-loser*: «J'ai été trois fois candidat à l'Elysée, j'ai perdu à chaque fois...»

GUD

Le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a annoncé mercredi son intention d'interdire le Groupe Union Défense, référence de l'extrême droite radicale.



Raphaël Glucksmann en visite à Marseille, «où la menace du Rassemblement national est réelle»

Pour sa première sortie depuis l'annonce de son soutien au Nouveau Front populaire, l'eurodéputé était à Marseille mercredi. Il a réalisé une opération motivation des militants dans les deux circonscriptions de la ville obtenues par ses soutiens en 2022. «L'extrême droite au pouvoir, ce sera aussi la libération de cette intolérance et de cette violence», a-t-il déclaré.

PHOTO PATRICK GHERDOUSI

EN BREF

Antisémitisme
Le RN lâche un de ses candidats après une enquête de «Libé»

Deux jours après la publication d'un article de *Libération* dressant le profil de plusieurs aspirants députés racistes, antisémites et complotistes investis par le RN, le parti a retiré son soutien à Joseph Martin. Il n'est cependant pas possible de retirer sa candidature. Le candidat de la première circonscription du Morbihan avait écrit en octobre 2018 que «le gaz (avait) rendu justice aux victimes de la Shoah». La publication, embarrassante a été effacée mercredi à la mi-journée.

LR-RN Ciotti retire son investiture à un candidat pour «propos antisémites»

Louis-Joseph Pecher, qui se présentait en Meurthe-et-Moselle sous les couleurs des «Républicains à droite», l'alliance entre Les Républicains et le Rassemblement national, s'est vu retirer son investiture, mercredi, par Eric Ciotti, pour des «propos antisémites, homophobes et orduriers» sur les réseaux sociaux, a indiqué le toujours président de LR dans un communiqué.

UE La France épinglée pour déficits excessifs

La Commission européenne a ouvert la voie, mercredi, de des procédures pour déficits publics excessifs contre sept pays de l'Union européenne, dont la France. Bruxelles table sur un déficit de 5,3% cette année et 5% en 2025, et s'est refusé à tout commentaire sur la situation politique française.



Par
RACHID LAÏRECHE
Dessin **HUGUES MICOL**

Dans le hall de l'immeuble, en fin de matinée, Moussa (1) laisse le facteur terminer son boulot. Adossé au mur, il le guette mettre les mauvaises nouvelles et les factures dans les boîtes aux lettres en le charriant. Le facteur remballa. Il grimpe sur son vélo pour poursuivre sa tournée dans cette cité de la banlieue nord de Paris, en Seine-Saint-Denis. La voie est libre. Moussa, à la limite du double mètre, revient sur une histoire qu'il a déjà brièvement postée sur les réseaux sociaux avant de la supprimer. Sa voisine de palier, Sandrine (1), a voté pour Jordan Bardella aux élections européennes. Elle lui a dit le jour du vote. «*Je ne m'y attendais pas.*» Moussa rejoue la scène en se redressant. «*Je l'ai croisée ici, dans le hall. Elle revenait du bureau de vote.*» Le trentenaire lui a seulement lâché un sourire de politesse en retour; trop pressé pour discuter. Sandrine, 56 ans, lui a dit sans animosité. «*Naturellement.*» Ils se connaissent depuis presque toujours. Pas une seule

embrouille au compteur. «*Je l'aime bien, mes parents aussi. Franchement, ça ne change rien pour moi, ça reste toujours ma voisine de palier. Elle est juste en face de ma porte. Nous avons vu ses enfants grandir.*»

À la nuit tombée, après l'annonce officielle du résultat canon du Rassemblement national, Moussa a tapoté sur les réseaux sociaux cette phrase en mangeant un yaourt à la framboise devant la télé: «*Le score de fou de Bardella est une dinguerie, même ma voisine de palier a voté pour lui.*» Il a supprimé son post le lendemain. Les commentaires étaient trop nombreux sous sa publication. Il ne voulait pas mettre Sandrine «*dans la merde*». Sa voisine n'est pas une exception dans les parages. Le Rassemblement national a obtenu 16,89 % des suffrages dans le département. Jordan Bardella a même fini en tête dans certaines villes, où règnent les zones pavillonnaires, comme au Raincy, à Gagny et à Villemonable.

Moussa est né en Seine-Saint-Denis. Trente-quatre piges dans le même appartement. Un quatre pièces au cinquième étage. Son père

qui travaillait dans la voirie est à la retraite. Sa mère qui a longtemps gardé des enfants aussi. Un parcours migratoire commun. Ils ont quitté le Mali au milieu des années 70 pour la France. Une première escale à Paris avant la banlieue nord. Moussa a trois frères et deux sœurs. Il se trouve au milieu de la famille. Moussa est une figure, comme on dit, dans la cité. Il turbine au service municipal de la jeunesse. Il connaît tous les marmots du coin. «*Les enfants de Sandrine, par exemple, j'ai fait plein de sorties avec eux, dit-il en débit accéléré. Des centres de loisirs, le bowling, la piscine et des mini-séjours.*»

HÉRITAGE DE GAUCHE

Le bâtiment est dans un sale état. Les portes grincent. Les boîtes aux lettres sont au bord de la rupture. L'interphone grésille. Les vitres sont fissurées. La peinture sur les murs s'est tirée. Dans l'ascenseur, les boutons ne s'allument même plus. Cinquième étage. La porte de Sandrine est juste en face de la sienne. La mère de Moussa est seule à la maison. Son père est sorti faire une

course. Trois marmots ne vivent plus ici. Deux sont au boulot. Moussa fait le guide. Dans sa chambre aux murs blancs, il se pose sur son lit pour me laisser la chaise. On revient sur le vote de la voisine.

«*Tu as été étonné par son vote ?* — Non. Je ne pense pas qu'elle soit raciste, tu devrais lui demander. À mon avis, les gens craquent, c'est comme ça.

— Pourquoi ?

— Tu es journaliste, non, tu vois bien que tout le monde pète les plombs. Les gens galèrent pour trouver un travail, ils se font insulter et ils n'arrivent même plus à partir en vacances. Comment tu veux ne pas pêter les plombs ? J'ai vu des parents qui avaient du mal à payer des sorties pour leurs gamins qui coûtaient cinq euros. Regarde par la fenêtre, tu ouvres les rideaux et tu vois bien que tout est sombre. Je ne suis pas en train de te dire que c'est bien de voter pour des racistes, hein, mais que la période est bizarre.

Sur le pas de la porte, Moussa sort son téléphone de son jean. Il écrit un message à Sandrine pour lui transférer sa demande. J'aimerais la rencontrer. Elle accepte après une conversation avec son voisin de palier après un moment d'hésitation. Elle pose ses conditions: un faux prénom, une fausse adresse et aucune photo. Elle craint les problèmes au travail. Sandrine est hôte d'accueil dans un supermarché. Le rendez-vous est fixé le lendemain, en fin de journée.

Dring, dring. Sandrine ouvre la porte. Elle est petite. Brune aux cheveux lisses. Un sourire permanent. Des pantoufles. Elle tend sa main. Sandrine habite dans cet appartement depuis les années 90. Les murs du salon sont gris. Le canapé est vert clair. Le tapis au sol est gris comme les murs. Tout est accordé et soigné. Elle a deux ados. Son ancien mari a quitté son cœur et le département mais «*il passe du temps*» avec ses enfants. Elle propose du café. Sandrine est née en Lorraine. Ses parents travaillaient à l'usine. Ses grands-parents également. Petite, elle voulait être coiffeuse. «*J'aurais pu mais je ne me suis pas accrochée*», lâche-t-elle sans en dire plus. Elle a quitté sa région natale pour trouver un travail. Elle a avancé dans la vie de petits boulots en petits boulots. «*Chez nous, on compte les sous depuis la naissance. Je n'ai jamais manqué de rien, mes enfants non plus, mais nous avons toujours fait attention.*» Une vie à serrer la ceinture.

Ses enfants étudient dans un lycée des environs. De bons élèves. La daronne espère la grande vie pour ses marmots. Ils ne savent encore quel chemin emprunter après le baccalauréat. Sandrine fait des heures supplémentaires au supermarché pour gagner un peu plus à la fin de chaque mois et «*leur faire un peu plaisir*». Un cinéma, un resto ou une nouvelle paire de baskets. Je la lance sur le vote.

«*Pourquoi Jordan Bardella ?*

— Je ne sais pas vraiment, enfin si, mais ce n'est pas la première fois. La trajectoire politique de Sandrine est presque banale. Ses grands-pa-



rents ont toujours roulé pour les communistes. Ses parents les ont suivis pendant des années avant de finir dans les bras de François Mitterrand. Un héritage de gauche. La groupe de Patrick Bruel et de Céline Dion a suivi le pas. Un bulletin socialiste à chaque premier tour de la présidentielle. La rupture est officielle après le quinquennat de François Hollande. Elle change de bord en 2017. «*J'étais d'éc et en colère. Je misais beaucoup sur la gauche mais c'était de pire en pire. J'avais l'impression qu'ils se foutaient de moi. J'écoutais les discours et ma vie ne changeait pas. Le décalage était trop grand entre mon espérance et la réalité*», dit-elle tranquillement entre deux gorgées de café.

PROMESSES OUBLIÉES

Un silence. Je la relance. «*Vous êtes passée de la gauche au Rassemblement national ?* — Oui. Enfin, je vote toujours à gau-

En Seine-Saint-Denis, le RN au pas de la porte «Ma voisine a voté Bardella»

Il s'appelle Moussa, elle s'appelle Sandrine. Ils habitent sur le même palier dans la banlieue nord de Paris. Le soir des européennes, le premier a découvert que la seconde avait voté pour le Rassemblement national. «Libé» s'est invité dans leur salon pour tenter de comprendre ce choix.



che mais seulement aux élections locales. Je choisis le Rassemblement national aux élections nationales. La première fois, en 2017, j'ai eu honte de voter pour Marine Le Pen. Je suis rentrée en baissant la tête, c'était difficile dans l'isoloir, mais ça allait mieux après quelques mois de Macron au pouvoir.

— Pourquoi faites-vous une différence entre les élections ?

— Ce n'est pas pareil, un petit élu et ceux qui sont tout en haut.

Sandrine change de ton à chaque fois que le nom du président de la République est prononcé. Elle ne peut plus le « supporter ». Elle change de chaîne dès que son visage apparaît à l'écran, dit-elle. « Il ne me respecte pas. » Et Marine Le Pen ? Temps mort. Sandrine se lève. Elle va jeter un regard dans la chambre de sa fille qui fait ses devoirs. Son aîné est au sport. Elle revient à sa place. « Je suis la seule à voter pour eux dans ma famille. Mes

deux frères votent encore à gauche, plutôt Mélenchon. » Sandrine a du mal à mettre des mots sur son lien avec l'extrême droite. Ses propos sont moins fluides. Elle préfère cogner sur les dirigeants au pouvoir sans oublier ceux du passé. Les promesses oubliées ne passent pas. La rancune résiste. Comment explique-t-elle concrètement son choix ? « Je ne suis pas une raciste. Je n'ai rien contre les étrangers, lâche sèchement l'hôtesse d'accueil. Je sais que de nombreux électeurs du Rassemblement national sont racistes mais moi, ce que je veux, c'est vivre mieux avec mes enfants et qu'on arrête de se foutre de notre gueule. »

Au travail, elle cause rarement de politique. Personne ne connaît son vote. Elle en parle seulement à ses proches. Et Moussa ? « On discute souvent de la vie et de la politique lorsqu'on se croise. C'est un gentil garçon très respectueux. » Sandrine

a fait garder ses enfants lorsqu'ils étaient en primaire par la mère de Moussa. Elle rêve de partir loin de la cité mais elle n'a jamais eu peur dans le quartier. Sandrine a des copines. Ses enfants jouent en bas de la fenêtre. Elle se sent en « sécurité ici » mais elle aimerait s'évader « un peu plus loin » pour avoir une dose de confort supplémentaire. « Une victoire de l'extrême droite pourrait avoir des conséquences sur la vie de certains de vos voisins et de vos amis ? »

— Oui, peut-être. Vous savez, j'ai entendu des collègues au travail, des Maghrébins et des Africains, dire qu'ils préféreraient Jordan Bardella à Emmanuel Macron. Il est détesté par beaucoup de monde.

— Ça ne veut pas dire que vos collègues votent à l'extrême droite.

— Je sais, mais la situation actuelle ne convient pas à grand monde. » Sandrine propose un dernier café. Elle revient sur son enfance en Lor-

raine. Ses yeux deviennent humides. La nostalgie est grande. Les vacances en famille. Les repas du dimanche. Les cadeaux de ses grands-parents. Les bastons avec ses frères. Son fils passe la porte. La discussion se termine.

« DAME TRÈS GENTILLE »

Je rejoins Moussa dans un fast-food du centre-ville. Les élections le font cogiter depuis notre discussion de la veille. Il en a parlé à son père qui a été surpris par le vote de Sandrine. Il lui a dit : « La situation est très grave si des gens comme elle votent pour Le Pen. » Personne ne lui en veut dans la famille. Elle ne doit pas être la seule dans le quartier, loin de là.

On change de sujet. Moussa parle un peu de foot. Petit, il se voyait joueur professionnel mais son niveau l'a rapidement fait redescendre sur terre. Son frère aîné, Samba, que j'ai croisé la veille, le décrit en

laissant apparaître un sourire au coin des lèvres. « Il parle trop, tout le temps, il ne s'arrête jamais. Mon petit frère, c'est une assistante sociale : les gens sonnent à la porte dès qu'ils sont en galère pour se confier à lui. » Sur le chemin qui mène à la voiture de Moussa, je remets le sujet une ultime fois sur le tapis avant de prendre la tangente.

« Tu vas reparler du vote et de l'extrême droite avec Sandrine ? »

— Oui, lorsque je vais la croiser mais à la cool. C'est vraiment une dame qui est très gentille, mais je vais quand même lui dire que ce n'est pas bien de voter pour des racistes. C'est chaud de faire ça en vrai.

— Et toi, tu votes pour qui ?

— Gros, je ne sais même plus où est ma carte d'électeur. Je crois que j'ai dû voter une fois en dix ans. Ça fait longtemps que j'ai lâché l'affaire. »

(1) Les prénoms ont été modifiés.

SYRIE A Raqqa, ex-fief de Daech, «on se sent mieux mais on a peur»

Texte et photos
**LAURENT
PERPIGNA IBAN**

Raqqa. Cinq lettres qui, dans l'imaginaire collectif, continuent d'incarner l'effroi, l'épouvante d'une époque qui a fait trembler le monde. Une ville pieuvre, devenue un temps capitale de la terreur, et dont les tentacules se déployaient sournoisement jusqu'au cœur de nos sociétés blessées. Cette cité à la réputation calme, longtemps marginalisée par le régime syrien, avait pourtant été la première capitale provinciale à s'en défaire. C'était en mars 2013, un an avant que les griffes de la mort la saisissent à la gorge, avant que les jihadistes parodent sur des chars pour déclarer le «califat», inondant ses rues de milliers de combattants, dont de nombreux étrangers, qui allaient faire régner la terreur pendant d'interminables mois.

La reconquête de Raqqa, achevée trois ans plus tard, en 2017, par la coalition arabo-kurde menée par les Forces démocratiques syriennes (FDS), ouvrait de nouvelles perspectives. Mais à quel prix ? Atrophié, traumatisé et rasé à 80 %, Raqqa, passé sous la coupe de la Fédération démocratique du nord de la Syrie (Aanès, qui administre un tiers du territoire syrien, à l'est de l'Euphrate), allait se confronter à son plus grand défi : renaître de ses cendres et faire de ce musée de la



Dix ans après sa prise par les jihadistes, chassés en 2017, la ville tente de se tourner vers le futur, non sans difficulté. Parmi les principaux défis, la délicate cohabitation entre les forces kurdes et la population arabe, mais aussi la résurgence de l'Etat islamique.



Des membres arabes des Forces démocratiques syriennes à Raqqa, le 30 mai.

monstruosité à l'air libre, à nouveau, un lieu de vie.

Un pari incontestablement réussi. Sept ans plus tard, si les immeubles éventrés saturent le paysage et si les réminiscences des affres du passé hantent encore le cœur des siens, Raqqa a retrouvé, presque miraculeusement, un certain dynamisme, en dépit de conditions économiques très dégradées. Dans un quartier de la ville, un groupe de femmes, assises en tailleur devant leurs habitations criblées de balles, dit vouloir tourner la page et enterrer ces souvenirs douloureux. Mais les traumatismes ne sont jamais loin. Alors qu'elle et ses amies allument une cigarette, Amina Rachou, 48 ans, est rattrapée par ses pensées. «A cette époque, fumer en pleine rue, c'était du suicide. Nous tremblions jour et nuit, avions peur des gens, peur de sortir de chez nous», explique-t-elle.

Sur la place Al-Naim, théâtre d'indiscrétibles horreurs – de crucifixions en décapitations –, la vie a repris son cours. Un homme de 20 ans préfère ne pas se souvenir. «Ce passé, croyez-moi, tout le monde veut l'oublier ici.» Mais il poursuit : «Dans l'esprit de beaucoup, avoir assisté à cela fait de nous des complices potentiels.» Quelques minutes après, il rapporte avoir été détenu pendant six mois par les forces de sécurité arabo-kurdes, «sans n'avoir jamais eu d'explication».

«Une période en or s'est ouverte»

Car cette parenthèse Etat islamique (EI), de toute évidence, marqué les Raqqaouis au fer rouge. D'autant que la population, à immense majorité arabe, se voit aujourd'hui administrée par une coalition qui, si elle se veut inclusive, reste dominée par les forces kurdes. Depuis le quartier de Qandil Mohamed – rebaptisé ainsi à la gloire d'un martyr kurde tombé à Raqqa –, Abou Yasser, 39 ans, se dit préoccupé. «Sur le plan sécuritaire, notre ville va beaucoup mieux», déclare-t-il. Elle est désormais relativement stable. Mais sur le plan politique, c'est plus difficile. Nous sommes beaucoup à craindre des problèmes de cohabitation entre les forces kurdes et la population arabe. Nous souffrons de nous sentir suspects à leurs yeux.» Avant de tempérer ses propos, «Il faut néanmoins reconnaître que beaucoup de jeunes habitants de Raqqa ont intégré les Forces démocratiques syriennes, et cela a eu un effet très positif. Nous avons regagné une certaine stabilité et de la confiance», poursuit-il. Enfin, je l'espère.

Près de la place Al-Naim, nous pénétrons dans un bâtiment dont les différents étages sont occupés par des leaders de tribus arabes. Le cheikh Farès, représentant des Anizzah – une des plus grandes à l'échelle nationale –, nous reçoit dans ses bureaux.

Vêtu d'une dishdasha d'un blanc lumineux, l'homme se montre volontiers loquace. «La domination de Daech a créé une grosse confusion entre les tribus. Nous nous sommes déchirés», détaille-t-il. Aujourd'hui,



Depuis le siège de l'Etat islamique entre 2013 et 2017, la ville a été rasée à 80 %.



«A cette époque, fumer en pleine rue, c'était du suicide», se souvient Amina Rachou, 48 ans.

nous travaillons ensemble pour Raqqa et pour ne plus répéter les mêmes erreurs.»

Comme un nombre significatif de tribus, les Anizzah se sont rangés aux côtés de la coalition arabo-kurde. Un choix que le cheikh Farès dit ne pas regretter une seconde. «Pour nous, c'est une période en or qui s'est ouverte. Nous arrivons à contrôler et à protéger la zone collective, entre Kurdes et Arabes. C'est quelque chose de très précieux, encore plus à la lumière de notre passé.» Si le cheikh affirme être engagé de toutes ses forces afin de pacifier la zone, il regrette du bout des lèvres que beaucoup d'Arabes n'aient pas accès aux plus hautes responsabilités au sein du pouvoir.

«Nous ne devons pas être aveuglés par notre équilibre. Des deux côtés, il y a des gens très nationalistes, et c'est notre principal obstacle à une entente totale, assure-t-il. Notre mission est de continuer notre travail d'équilibre, tous ensemble. Et de préserver la mémoire : si les Arabes ont donné beaucoup de sang pour se débarrasser de Daech, la libération a été lancée par les Kurdes, et nous leur en serons à jamais reconnaissants.»

C'est un fait que personne ne semble contester. Les questions tribales sont définitivement au cœur des enjeux de coexistence, comme le confirme le chercheur Arthur Quesnay. «Ce tissu social tribalisé et clanique a d'ailleurs tendance à contester parfois les décisions de l'Administration autonome, souligne-t-il. C'est là où se jouent les rapports de force politiques. Mais il y a une ébullition sociopolitique, des discussions, des mobilisations. C'est une belle réussite, il faut le souligner. Les Américains ne sont jamais parvenus à faire cela en Irak du temps de l'occupation.»

«Menace réelle» de l'Etat islamique

Dans une caserne militaire autrefois bastion des jihadistes, Farhad Shami, responsable de haut rang des Forces démocratiques syriennes, garde un œil attentif sur la situation à Raqqa ainsi que dans la région. Sans se montrer alarmiste, il évoque des «signes évidents» de résurgence de l'EI et «une menace réelle». «Il y a, d'un côté, beaucoup de cellules dormantes impossibles à détecter, même à Raqqa, et de l'autre une revitalisa-

relations avec le régime syrien semblent plus difficiles que jamais. Farhad Shami entend se montrer clair. «Depuis 2017, le régime n'a rien fait pour affaiblir l'EI, regrette-t-il. Il a peur que nous traversions le fleuve et étendions notre territoire, et tente donc à sa manière de nous affaiblir. Soyons honnêtes : s'il ne reprend pas position ici, ce n'est pas par sympathie, mais parce que l'armée syrienne n'a plus les moyens humains et financiers de couvrir ce territoire.» Un statu quo qui semble rassurer les Raqqaouis, désormais affairés à relancer une économie moribonde. «Nous ne sommes plus dans la phase post-EI, nous sommes dans une nouvelle étape, évalue Arthur Quesnay. La ville est désormais une des plus dynamiques de l'Aanes, une zone industrielle s'est développée avec une politique très incitative pour attirer les PME des territoires contrôlés par le régime, qui souffrent de racket, d'un manque d'électricité, de pétrole. Raqqa tend à devenir malgré son fragile équilibre une sorte de capitale administrative.»

Feur d'un retour du régime

Au fur et à mesure que le jour décline, Raqqa se plonge dans un feu d'artifice de couleurs. Près du stade municipal, que l'EI avait transformé en prison, un groupe de femmes enveloppées dans des niqabs sombres improvise un pique-nique sous l'œil suspicieux de membres des Forces démocratiques syriennes. A peine majeurs pour la plupart, tous Arabes, ils paratent armés à l'arrière de pick-up, drapeaux au vent. Malgré quelques regards fuyants le long des artères de la ville, ces jeunes garçons (qui disent tous être originaires de Raqqa) reçoivent un accueil plutôt chaleureux et bienveillant de la part de la population.

Au détour d'une rue, Amar Abou Khala, un sans-emploi de 28 ans, perçoit les FDS comme «une garantie de paix» et juge «un retour du régime ou de Daech» les plongerait «dans le même enfer». «Nous nous sentons mieux, mais nous avons peur, confie-t-il. Et pas seulement des cellules de l'EI qui continuent de proliférer en silence. Beaucoup de drogues arrivent à Raqqa en provenance des zones contrôlées par le régime, notamment le captagon. Cela pose de gros problèmes de sécurité, les gens deviennent fous.» Des informations confirmées par les FDS, qui évoquent un «véritable défi» et pointent du doigt des groupes liés à l'Iran, toujours actifs dans la région.

Le Raqqaoui Abou Yasser abonde. «Pour nous, le pire serait un retour du régime. Il y a eu l'EI, mais il ne faut pas oublier qu'avant 2014, la plupart des gens ici étaient liés à des groupes d'opposition. Nous ferions face, sans aucun doute, à une terrible punition collective.» Avant de conclure : «Même si mon rêve est d'avoir une Syrie unifiée sous un seul drapeau, nous sommes mieux ainsi pour l'instant. Le régime génocidaire israélien est l'un des pires du monde, et pourtant je crois que je préférerais être sous leur contrôle que sous celui du régime syrien. C'est pour dire.»

tion de l'EI dans les zones désertiques tenues par le régime syrien, que ce dernier laisse de toute évidence opérer, expose-t-il. Nous faisons face à de nombreuses tentatives d'infiltrations à notre frontière sud le long de l'Euphrate, à quelques kilomètres de là.» Car l'Aanes semble prisonnière d'une géographie complexe. Dans le nord, elle est attaquée de toutes parts par la Turquie; dans le sud, ses



La une de Libération du 28 septembre 2013. Couverte d'un voile, notre envoyée spéciale avait pénétré dans la ville.

Par
DAMIEN DOLE

En décembre, Yannick Jadot (Ecologistes) souhaitait que la commission d'enquête sénatoriale sur le géant pétrolier français dont il est le rapporteur «mobilise tous les moyens de politique publique qui peuvent être envisagés pour remettre Total dans le droit chemin». Mercredi, les parlementaires ont publié leurs travaux sur l'entreprise. Et si des sénateurs écologistes auraient aimé que la mouture aille encore plus loin, les recommandations pourraient opérer un changement de paradigme pour TotalEnergies et les géants des hydrocarbures, comme pour la transition énergétique. Si elles étaient suivies. Sur les 33 recommandations, seules quelques-unes concernent directement le géant pétrolier, qui peut paraître plus épargné que prévu. Voté par 18 des 19 membres, le rapport reflète en réalité le compromis qu'ont réussi à trouver sénateurs de droite et écologistes. Les travaux sont un «équilibre sain», selon Roger Karoutchi, président de la commis-

sion d'enquête, qui précise: «TotalEnergies doit faire beaucoup plus d'efforts dans les énergies renouvelables mais est plutôt en meilleure posture que la plupart de ses concurrents. [...] Nous demandons un certain nombre d'évolutions, mais tout le monde doit s'y mettre.» Et si des ONG, comme Greenpeace ou les Amis de la Terre, regrettent des débats trop timorés, Jadot se dit, lui, «fier» du travail accompli par les sénateurs.

Parmi les points les plus sensibles du document de 350 pages, la commission d'enquête souhaite que les pouvoirs publics prennent plus leur part dans les décisions de la multinationale. Elle voudrait ainsi que l'Etat rentre dans le capital de TotalEnergies et détienne une «action spécifique», notamment en raison «des défis posés par la transition énergétique et la guerre en Ukraine en matière de souveraineté énergétique». Ce dispositif, renforcé par la loi Pacte en 2018, permet à l'Etat de «conserver un certain contrôle sur les entreprises stratégiques», affirme Bercy. Pour les auteurs du rapport, cette action spécifique donnerait

alors «un "droit de regard" sur les évolutions actionnariales stratégiques de TotalEnergies, et une plus grande information, voire influence, en ce qui concerne les décisions de son conseil d'administration». Une intrusion qui aurait encore plus de sens si «les relations incestueuses» entre l'entreprise et l'Etat, que dénonce Yannick Jadot, s'estompent.

«RENTABILITÉ»

La commission veut par ailleurs que la multinationale prenne toute sa part dans la transition énergétique, à commencer par les énergies renouvelables. Elle exige qu'elle «accroisse ses efforts pour devenir véritablement un leader» dans ce domaine ainsi que le développement des bornes de recharges électriques et elle «encourage TotalEnergies à accélérer autant que possible sa stratégie d'investissements dans les ENR, à court, moyen et long termes, afin d'atteindre les objectifs de l'accord de Paris». A ce jour, TotalEnergies dit investir 12 milliards d'euros sur une année dans le pétrole et le gaz, contre seulement 5 milliards dans les énergies

renouvelables et un milliard dans les carburants aériens «durables» et le biogaz. Et l'entreprise de viser une centaine de GW de puissance d'énergies renouvelable installées d'ici à la fin de la décennie, contre 23 GW aujourd'hui.

Malgré tout, seuls 3% de ses investissements dans la production énergétique le sont dans l'électricité renouvelable. Mais, en commission, Patrick Pouyanné avait défendu le rythme considéré comme trop lent par les sénateurs, en invoquant notamment les recours trop nombreux en France contre les projets ENR, les dossiers qui n'avancent pas faute de «fonctionnaires» suffisamment en nombre, mais aussi les profits: «La rentabilité des hydrocarbures dépend largement du prix du pétrole», expliquait le PDG. Elle est d'environ 20% sur capitaux employés pour le pétrole, contre 10% pour l'électricité. Mais c'est lorsque le baril est à 80 dollars (74 euros). A 60 dollars le baril, la rentabilité des hydrocarbures s'établit à 12%. Nous nous sommes donc fixés pour objectif d'atteindre 12% pour l'électricité, afin d'avoir la même rentabilité des deux

côtés à 60 dollars le baril.» Or une rentabilité de 10% ferait déjà rêver nombre de boîtes et leurs actionnaires, surtout au vu des résultats financiers mirifiques du géant pétrolier en 2022 comme en 2023. Mardi, la cour d'appel de Paris signifiait que la multinationale devra répondre sur le fond de sa responsabilité écologique, notamment sur ses émissions de gaz à effet de serre. Peut-être de quoi infléchir la position des actionnaires en cas de sanction financière.

DUMPING CHINOIS

Autre sujet énergétique brûlant, le gaz naturel liquéfié (GNL). La commission d'enquête souhaite que la multinationale et les acteurs privés ou publics «fassent preuve de plus de vigilance» avec le GNL, notamment en raison de son impact sur l'environnement. Mais aussi parce que ce type d'énergie échappe en partie aux sanctions contre Moscou. Dans le rapport, le gaz en provenance d'Azerbaïdjan est également visé. Au-delà du cas de Total, les sénateurs ont surtout délivré des recommandations qui concernent le

TOTAL Le Sénat contre les happy fioul

La Chambre haute a dévoilé mercredi ses 33 recommandations pour le respect des engagements climatiques du géant pétrolier, appelant notamment ce dernier à davantage d'investissements dans les renouvelables.



Jean-Claude Tisso, Yannick Jadot et Marie-Claire Carrère-Gee,

monde du pétrole mais aussi de l'énergie de manière générale. La commission d'enquête veut par exemple «mieux structurer et développer les filières industrielles des énergies renouvelables» ainsi que des mesures contre le dumping chinois en termes de panneaux photovoltaïques. Elle demande également que la France «porte au niveau international ses propres initiatives en matière de droit minier», notamment pour les grands fonds marins et contre la fracturation hydraulique utilisée pour produire du gaz de schiste. Mais de son côté, Total poursuit son développement dans les énergies brunes. Début juin, la multinationale annonçait deux contrats consécutifs de GNL en Asie, quelques semaines après que le géant français expliquait développer un nouveau projet en eaux profondes en Angola. «J'espère encore une fois que la commission d'enquête aidera à réduire en partie l'écart d'image que subit notre entreprise et dont je suis bien conscient», concluait ainsi Pouyanné devant la commission d'enquête. Le rapport adopté à la quasi-unanimité pourrait le décevoir. ◆

Yannick Jadot: «Qui aurait pu prédire que les sénateurs seraient si sévères?»

Le sénateur écologiste de Paris défend le retour de l'Etat au capital de Total et la fin des importations de GNL russe, deux des recommandations les plus fortes du texte adopté par le Sénat.

Après six mois de travaux à l'initiative du groupe écologiste, la commission d'enquête du Sénat sur le respect des engagements climatiques de TotalEnergies a dévoilé ses conclusions mercredi. Elle a aussi formulé 33 recommandations pour tenter de réguler le secteur. Son rapporteur, le sénateur écologiste de Paris, Yannick Jadot, décrypte les propositions les plus fortes.

L'industrie des fossiles n'a que faire de la crise climatique. A quoi sert ce rapport sur Total? Sa principale utilité est de faire la transparence sur les activités et les stratégies de Total, un groupe qui nous aveugle avec son incroyable puissance de frappe en termes de communication ; et de proposer une immense compilation d'analyses et d'expertises sur sa place dans le système énergétique mondial. Cette fois, les critiques n'émanent pas seulement d'ONG de défense de l'environnement mais d'experts en climatologie, du patron de l'Ademe et même du ministère de la Transition écologique. Qui aurait pu prédire, en janvier, quand nous avons commencé nos auditions, que le Sénat, pro-industrie et dominé par une alliance de la droite et du cen-

tre, adopterait à la quasi-unanimité un rapport aussi sévère pour une multinationale française ? **Plusieurs hauts responsables politiques et administratifs ont été entendus. Que révèlent leurs auditions ?**

L'histoire de Total, c'est celle de relations trop souvent incestueuses avec l'Etat français. L'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron n'y a rien changé. Au contraire. Son ex-ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian se dit par exemple très fier d'avoir mis son ministère au service de Total. Il ne voit aucune contradiction entre le fait d'avoir pris l'engagement pour la France, à la COP 26 de Glasgow en 2021, de cesser de financer des projets d'énergies fossiles à l'étranger et celui d'avoir aidé Total à développer de nouveaux sites pétrogaziers au Qatar ou au Mozambique. Tout ceci au nom de la diplomatie économique. En 2019, un de ses plus proches conseillers, le haut fonctionnaire Jean-Claude Mallet, est devenu le directeur des affaires publiques de Total. Pour lui, il n'y avait nul conflit d'intérêts à se charger du lobby privé, à user de ses contacts avec les pouvoirs publics après avoir exercé de si hautes fonctions !

Quid du Président lui-même ?

Après l'annexion de la Crimée, le Président a continué de soutenir avec Poutine le renforcement de la présence de Total en Russie. En 2023, lors d'une visite en Papouasie-Nouvelle-Guinée, Emmanuel Macron a plaidé auprès des autorités de ce pays pour le grand projet gazier de Total. Le PDG de l'entreprise, Patrick Pouyanné, était du voyage. Cela revient à approuver une nouvelle bombe climatique. La commission d'enquête a reçu en mars Clément Léonarduzzi, un des «dissolvants» de la récente dissolution. L'ancien conseiller spécial d'Emmanuel Macron est aujourd'hui vice-président de Publicis France. Parmi les clients traités en direct par ce communicant figure Patrick Pouyanné. Lui s'est abrité derrière le fait que la commission de déontologie avait validé son retour dans le privé. Ces proximités mettent au jour une confusion absolue entre le service de l'intérêt général et les intérêts privés. L'engagement climatique de la France est perverti par le soutien de l'Etat à Total. C'est pourquoi nous proposons de mieux contrôler les «portes tournantes», ces allers-retours de hauts fonctionnaires ou dirigeants entre le public et le privé.

Les dirigeants de Total sont-ils conscients du péril climatique ?

Tout l'écosystème du pétrole, des majors aux financeurs, est entré dans une logique de séparatisme

pétrolier, au moment où, avec peine au niveau international, avec plus de vigueur en Europe, on essaie d'organiser la sortie des énergies fossiles. Le PDG de Total nous a posé l'équation absurde en ces termes : «Sur les projets d'ENR [énergies renouvelables, ndr], je suis à 10% de rentabilité, à partir de 12% je peux convaincre mes actionnaires d'en faire plus mais le pétrole, c'est 20% de rentabilité». **Le rapport donne des pistes de régulation du secteur...**

Aujourd'hui, l'Europe tente de mettre au pas les Gafam. Pourquoi ne pas nourrir la même ambition vis-à-vis de l'économie du pétrole qui tue les conditions de vie sur cette planète ? Le pétrole est sanctuarisé. Il s'invite dans les négociations climatiques, à la dernière COP de Dubaï et bientôt à celle de Bakou. Sans régulation internationale puissante, il sera difficile d'avancer vite. Le rapport suggère que l'Etat participe à l'actionnariat de ces firmes afin de peser sur leurs stratégies d'investissement.

Comment pourrait-il revenir dans la gouvernance de Total ?

La commission recommande le retour de l'Etat dans le capital de Total, à travers ce qu'on appelle une action spécifique. Cela lui permet de revenir dans la gestion de l'entreprise, de disposer d'un droit de regard, parfois de veto, sur un éventuel déplacement du siège social aux Etats-Unis, d'influencer sa stratégie au regard de la souveraineté de la France, sans débours des milliards.

La commission prône une mesure forte contre le GNL russe.

Rappelons que Total est la principale firme importatrice de GNL russe en Europe. La commission d'enquête recommande l'arrêt le plus rapidement possible des importations de GNL russe en France – rien qu'au premier trimestre 2024, elles ont contribué au versement de 600 millions d'euros à Moscou. La commission souhaite que ce gaz condensé sous forme liquide fasse partie du paquet de sanctions de l'Europe et que la France anticipe cette décision. Vous vous rendez compte à quel point c'est fort que le Sénat recommande la fin d'une collaboration de plusieurs décennies entre Total et le Kremlin ? Le rapport pointe plus généralement du doigt la stratégie d'expansion de Total via le GNL, y compris avec le très polluant gaz de schiste, et les nouvelles dépendances vis-à-vis d'Etats opposés à nos valeurs, pays du Golfe ou l'Azerbaïdjan, que celle-ci induit. C'est une stratégie dangereuse pour notre souveraineté et une aberration climatique de prétendre qu'il s'agit d'une industrie bas carbone.

Recueilli par ANNE-LAURE BARRET et D.D.O.



membre de la commission d'enquête du Sénat. PHOTO XOSE BOUZAS, HANS LUCAS



LIBÉ.FR

La justice française valide l'utilisation du pesticide Avanza dans les rizières de Camargue

Saisie en urgence par deux associations de protection de l'environnement, la justice administrative de Melun a finalement validé la dérogation accordée aux riziculteurs de recourir à cet herbicide toxique pour les organismes aquatiques et non homologué au niveau européen.

PHOTO BIOSPHOTO VIA AFP

Israël prêt à une «guerre totale» contre le Liban

Les combats à la frontière nord de l'Etat hébreu s'intensifient ces derniers jours. Face aux menaces israéliennes, le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a prévenu mercredi que son groupe était «préparé au pire».

Par
LÉA MASSEGUIN

Après la bande de Gaza, le Liban ? Alors qu'il est sur le point d'atteindre ses objectifs militaires à Rafah, dans le sud de l'enclave, Israël menace désormais d'entrer en guerre avec son voisin du nord. «Des plans opérationnels pour une offensive au Liban ont été approuvés et validés», a indiqué mardi l'armée dans un bref communiqué, précisant que le renforcement de la préparation des troupes sur le terrain était en cours. Au même moment, le ministre israélien des Affaires étrangères, Israël Katz, lançait des propos encore plus belliqueux : «Nous sommes très proches du moment de la décision de changer les règles [...] Dans une guerre totale, le Hezbollah sera détruit et le Liban sera sévèrement touché.»

Un peu plus tôt, le Hezbollah avait diffusé une vidéo de neuf minutes, prise par l'un de ses drones au-dessus du port israélien de Haïfa. Le groupe armé chîite, soutenu par l'Iran, y décrit une «région stratégique» comprenant la principale base navale de l'armée israélienne dans le nord du pays, mais aussi des installations pétrochimiques ou des réservoirs de pétrole. Dans un discours télévisé, le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a prévenu mercredi qu'«aucun lieu» ne serait épargné si l'Etat hébreu mettait ses menaces à exécution : «Nous nous sommes préparés au pire des cas et Israël le sait.» «Si le Hezbollah continue d'attaquer Israël, tout le sud du Liban ressemblera à Gaza,



Des bombardements israéliens sur le village de Khiam, dans le sud du Liban, près de la frontière avec Israël, le 8 juin. PHOTO RABIH DAHER, AFP

Beyrouth ne sera pas à l'abri», a rétorqué un haut responsable politique israélien, cité par le site d'information Ynet, dans la foulée de cette allocution.

Tension. Cette dangereuse escalade intervient alors que les échanges de tirs s'intensifient ces derniers jours entre les deux voisins. Ces attaques, quasiment quotidiennes depuis le 7 octobre, ont déjà tué plus de 400 personnes au Liban, dont 88 civils, et une trentaine d'Israéliens, dont 18 soldats. Les hostilités ont également entraîné le déplacement de près de 140 000 personnes des deux côtés de la frontière commune.

La tension est montée d'un cran la semaine dernière, lorsque le groupe pro-iranien a lancé sa plus importante attaque sur Israël en représailles à une frappe qui a tué Taleb Sami Abdallah, l'un des plus haut gradés du Hez-

bollah. Par le passé, le chef du groupe libanais avait déclaré qu'il ne cesserait ses attaques qu'à condition que l'armée israélienne mette fin à son offensive meurtrière dans la bande de Gaza, qui a déjà coûté la vie à plus de 37 000 personnes.

Si la guerre dans l'enclave palestinienne est loin d'être terminée, Israël pourrait conclure ses opérations à Rafah dans les deux semaines à venir, ont déclaré des responsables militaires à la presse nationale. Les combats auraient permis d'éliminer pas moins de 550 «terroristes» du Hamas, affaiblissant largement deux des quatre bataillons actifs dans la cité méridionale. Si elle est confirmée, la fin des hostilités pourrait permettre aux troupes israéliennes de se redéploier à la frontière libanaise afin de se préparer à une potentielle guerre totale avec le Hezbollah. «Lorsque l'opération de Rafah se terminera, il est pro-

bable que les Israéliens transféreront les deux divisions régulières, mieux entraînées que les divisions de réserve, sur le front libanais», confirme Ahron Bregman, spécialiste du conflit israélo-palestinien au King's College de Londres.

«Fatigués». Dans une récente interview, un ancien général de l'armée israélienne a déclaré que la guerre durerait trois ans : un an dans la bande de Gaza, un an au Liban et une troisième année visant à «façonner tout ce qui concerne l'Iran». «L'option d'une escalade est plus importante que jamais, estime pour sa part le politologue Hasni Abidi, directeur du Centre d'études et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen. Tous les indicateurs plaident dans le sens d'une déflagration générale.» Alors que le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, a promis de ramener le Liban «à l'âge de pierre» en

cas de guerre, des analystes s'interrogent néanmoins sur la capacité d'Israël à mener une nouvelle guerre face à un adversaire beaucoup plus redoutable que le Hamas. Selon le Centre d'études internationales et stratégiques, le Hezbollah, qui bénéficie du soutien militaire de la Syrie, de l'Iran ou de la Russie, est même considéré comme l'acteur non étatique le plus lourdement armé au monde. «Si les Israéliens ont les moyens d'opérer au Liban, leurs forces et leurs équipements sont fatigués après huit mois de guerre», ajoute Ahron Bregman, selon lequel une guerre serait «dévastatrice» pour les deux pays. D'autant que le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, fait face à une opposition grandissante au sein de sa population. L'offensive dans la bande de Gaza a déjà fait 300 morts côté israélien et une centaine d'otages sont toujours retenus dans l'en-

clave. Lundi, des milliers de manifestants réunis devant le Parlement israélien ont appelé à un cessez-le-feu et à un accord permettant la libération des captifs. Beaucoup ont réclamé de nouvelles élections. L'exécutif fait également face à une pression accrue de la part de ses alliés occidentaux. En déplacement à Beyrouth mardi, l'envoyé spécial américain Amos Hochstein a jugé «urgente» une désescalade avec le Hezbollah. Selon des sources citées par des médias locaux, l'émissaire aurait prévenu le Premier ministre israélien qu'une guerre avec le groupe chîite pourrait provoquer une riposte iranienne difficile à contrer pour l'Etat hébreu. «Netanyahou croit qu'une guerre avec le Liban sera une bouée de sauvetage pour lui après l'échec politique et sécuritaire du 7 octobre, puis à Gaza. Il fait fausse route», conclut Hasni Abidi. ◆



LIBÉ.FR

Viol à caractère antisémite d'une jeune fille à Courbevoie : ce que l'on sait de l'affaire

Trois jeunes garçons mineurs, âgés de 12 et 13 ans, ont été mis en examen mardi pour avoir commis un viol à caractère antisémite sur une fille de 12 ans, à Courbevoie, dans les Hauts-de-Seine. Cette affaire a suscité l'indignation des leaders politiques, qui dénoncent un «crime odieux» et un «horrible viol antisémite». PHOTO CHA GONZALEZ

8,1

C'est, en millions, le nombre de personnes mortes dans le monde à cause de la pollution de l'air en 2021. Soit 1,4 million de plus qu'en 2019. Ce constat est dressé par les instituts de recherche américains Health Effects Institute et Institute for Health Metrics and Evaluation, dans un rapport publié mercredi. Selon eux, 90 % de ces décès sont dus aux particules fines.

Nouméa Arrestation de onze personnes dans le cadre des émeutes

Christian Tein, considéré comme le chef de la Cellule de coordination des actions de terrain, a été interpellé mercredi. Dix autres personnes ont également été arrêtées en même temps que le responsable du mouvement à l'origine du soulèvement contre la réforme du corps électoral en Nouvelle-Calédonie, a annoncé le parquet. Les onze suspects ont été placés en gardes à vue et sont interrogés dans le cadre d'une enquête visant «des commanditaires présumés des exactions commises (...) à compter du 12 mai 2024» dans l'archipel, a précisé le procureur de Nouméa, Yves Dupas.

Pays-Bas Un Français suspecté d'être devenu tueur à gages de l'Iran arrêté

La police espagnole a annoncé mercredi l'arrestation aux Pays-Bas de Mehrez Ariati, 38 ans. Ce Francilien d'origine tunisienne - recherché en France pour des délits liés au trafic de drogue et peut-être un meurtre - est suspecté de la tentative d'assassinat début novembre d'un ancien membre fondateur du parti d'extrême droite espagnol Vox, très proche d'opposants au gouvernement iranien. Ariati aurait été missionné pour le compte de la République islamique par l'intermédiaire de la Mocro Mafia, un cartel de narcotrafiquants basé aux Pays-Bas.

Poutine et Kim Jong-un signent un accord «révolutionnaire»



Kim et Poutine à Pyongyang, mercredi. G.GRIGOROV, AFP

Le président russe, Vladimir Poutine, était à peine sorti de son avion marqué, que Kim Jong-un lui déroulait déjà le tapis rouge. Les deux «meilleurs amis» y ont défilé, encadré par des soldats au garde à vous, et s'y sont serré la main. Une fanfare militaire attendait ensuite le président russe sur la place Kim-Ill-sung, marquant le début de sa visite de deux jours à Pyongyang. Pléthores de festivités, mais surtout un accord à signer.

Leur «partenariat stratégique global» prévoit une assistance mutuelle en cas d'«agression». Kim Jong-un a précisé que cet accord est «exclusivement pacifique et défensif», tandis que Vladimir Poutine a qualifié ce document de «véritablement révolutionnaire».

À l'occasion de la visite de son allié, Kim Jong-un a renouvelé «son entier soutien et sa solidarité au gouvernement, à l'armée et au peuple russes dans la conduite de l'opération militaire spéciale en Ukraine». Vladimir Poutine bénéficie aussi de l'appui des régimes autoritaires de l'Iran et de la Chine.

LUCILE COPPALLE
(avec AFP)

Le correspondant de «Libé» en Inde contraint de quitter le pays

Il faut de moins en moins bon-
nestre journaliste dans l'Inde de
Narendra Modi. Le sort réservé
à Sébastien Farcis, notre
correspondant à New Delhi,
en est une nouvelle et
regrettable preuve. Le 7 juin,
il a été forcé de quitter le pays
où il vivait et travaillait de-
puis treize ans, en tant que
correspondant en Asie du
Sud pour *Libé*, mais également
RFI, Radio France et les
radios publiques suisses et
belges. « J'y ai trois mois
le 7 mars, le ministre de l'Intérieur
m'a permis de travailler comme
journaliste, m'empêchant
d'exercer mon métier et me
privant de tous mes revenus »,
explique Sébastien Farcis.
Aucune raison n'a été fournie
pour justifier cette interdiction
de travail, malgré les de-
mandes formelles et répétées
faites auprès du ministère in-
térieur de l'Inde. J'ai égale-
ment fait appel de cette déci-
sion, sans résultat.

Une nouvelle fois, mercredi, Libé a contacté l'ambassade d'Inde en France pour avoir des explications officielles. Celle-ci s'est seulement engagée à transmettre un mail à ses supérieurs à New Delhi.

Dans un courrier expédié le 27 mars à l'ambassadeur à Paris, Dov Alfon, directeur de la publication et de la rédaction du journal, ainsi que Jean-Marc Four et Jean-Philippe Baillet, directeur de RFI et de l'information de Radio France, les deux autres employeurs de Sébastien Farcis, demandaient déjà des précisions au sujet d'une décision « attentatoire à la liberté d'informers ». Cette lettre est restée sans réponse.

Le cas de Sébastien n'est, hélas, pas unique. Vanessa Dougnac, une autre correspondante française qui travaillait notamment pour *la Croix*, a dû, en février, quitter l'Inde, son pays d'adoption depuis vingt-cinq ans. Au moins trois autres journalistes résidents permanents ont été victimes des mêmes décisions. Ces restrictions et ces refus à l'encontre de la presse s'inscrivent dans un contexte inquiétant de restrictions croissantes au travail des reporters étrangers. Et illustrent le virage autoritaire de l'Inde de Modi, reconduit à la tête du gouvernement bien que son parti - le BJP - ait perdu la majorité absolue.

A la veille des législatives, le Comité pour protéger les journalistes avait alerté sur la situation en Inde. Il documentait la hausse des incarcérations de reporters depuis l'arrivée de Modi en 2014. Rappelait le recours croissant en dix ans à la loi indienne antiterroriste sur les activités illégales, qui autorise la détention sans procès ni inculpation pour une durée pouvant aller jusqu'à 180 jours. Et listait des actes de censure, de harcèlement, de menaces, de perquisition. Un tableau sombre pour la plus « grande démocratie du monde ».

ARNAUD VAULERIN

La Société des journalistes et du personnel de *Libération* (SJPL) et la direction du journal dénoncent cette décision inadmissible et arbitraire qui interdit à Sébastien Farcis d'exercer son travail, le privant de tous ses revenus et le forçant à quitter un pays où il a construit sa vie. Elles lui apportent leur plein soutien et demandent aux autorités indiennes de reconsidérer leur décision.

The image shows the cover of a special issue of the French newspaper Libération, titled 'Hors-Série POLAR'. The cover has a dark, moody background with a blue car parked in front of a building at night. The main title 'LE TOUR DU MONDE EN 80 POLARS' is prominently displayed in white and red. Below it, a list of authors is provided. The Libération logo is in the top right corner, and a barcode is at the bottom right. The entire cover is set against a red background with a white dotted pattern.

Lutter contre le «gaspillage cosmétique», ça passe crème ?

Causé notamment par la surproduction et la surconsommation, le gâchis de produits de beauté et d'hygiène reste un défi écologique pour l'industrie cosmétique. Pour réduire ce phénomène, des plateformes et des marques proposent des solutions plus vertueuses.

Par
FLORIAN BARDOU
Photos **HUBERT CRABIÈRES**



Chaque jour, les Français jetteraient quatre tonnes de produits cosmétiques.

C'est, par exemple, cette crème de jour parfumée, offerte à Noël, que vous rechignez à utiliser et laissez crouipir dans un placard. Ce protecteur solaire, dégueulasse pour les océans, dont le tube est à moitié plein mais qu'il vous faut jeter en raison d'une date de péremption dépassée. Ou encore, ce baume à lèvres qui vient compléter dans le tiroir de la salle de bains les deux sticks dont vous aviez oublié la simple existence. A moitié ouverts ou carrément jamais utilisés, les produits cosmétiques finissent trop souvent à la poubelle, tandis que le budget moyen des Français consacré aux articles de beauté s'élève à plusieurs centaines d'euros par an. Nous jeterions quatre tonnes de crèmes par jour, selon une étude de 2021 – l'une des rares sur le sujet – de l'Itop pour la marque de soins sur mesure Laboté.

Toujours selon cette enquête, qui procède par extrapolation, 46% des Françaises interrogées déclarent avoir déjà jeté un produit sans le terminer. Elles sont, par ailleurs, une minorité (13%) à le faire très souvent et un tiers de temps en temps. Parmi les raisons invoquées par les consommatrices : l'inadéquation du produit à leur peau, son manque d'efficacité et un parfum voire un goût déplaisant. Sans oublier les réactions allergiques et autres irritations qui surviennent lors de l'application.

De quoi donner du grain à moudre à la jeune pousse cosmétique créée en 2017 par une diplômée d'HEC, Lucile Bataillat, commanditaire de l'étude. «*Contrairement à la fabrication standard, la fabrication sur-mesure permet de s'adapter aux besoins uniques de chaque peau, de mieux cibler l'efficacité des produits et d'ajuster les textures*

comme les parfums aux goûts et attentes de chacun», plaide Laboté. Ce n'est pas la seule marque à vanter les vertus du sur-mesure comme solution au gaspillage des produits de beauté. Typology, marque cosmétique de l'entrepreneur Ning Li, fondée en 2019, prône sur son site, entre autres conseils antigaspi, le modèle de la personnalisation des soins comme remède au gâchis. Tout en rappelant ses engagements environnementaux : le recours aux matières recyclables ou partiellement recyclées pour ses emballages, notamment, qui éviterait de consommer trop de matière lors de la fabrication du packaging.

SECONDE VIE

Une façon de se démarquer dans un secteur lucratif très concurrentiel en reprenant à son compte la lutte antigaspi. Mais la promotion

d'une consommation raisonnée est-elle suffisante ? Mal évalué et bien moins visible que le gaspillage alimentaire, le grand gâchis cosmétique ne se réduit pas à la surconsommation de produits cosmétiques, dont le marché, porté par les soins pour le visage et la parfumerie, est évalué à 19,4 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Il est aussi lié à la surproduction, une réalité tout aussi coûteuse pour les marques et leurs distributeurs. En 2019, un rapport de l'Agence de la transition écologique (Ademe) estimait par exemple la valeur marchande des invendus à 128 millions d'euros, soit 1,2% du chiffre d'affaires du secteur en France. Quand le gouvernement estimait, lui, à 180 millions d'euros la valeur des produits d'hygiène et de beauté détruits chaque année.

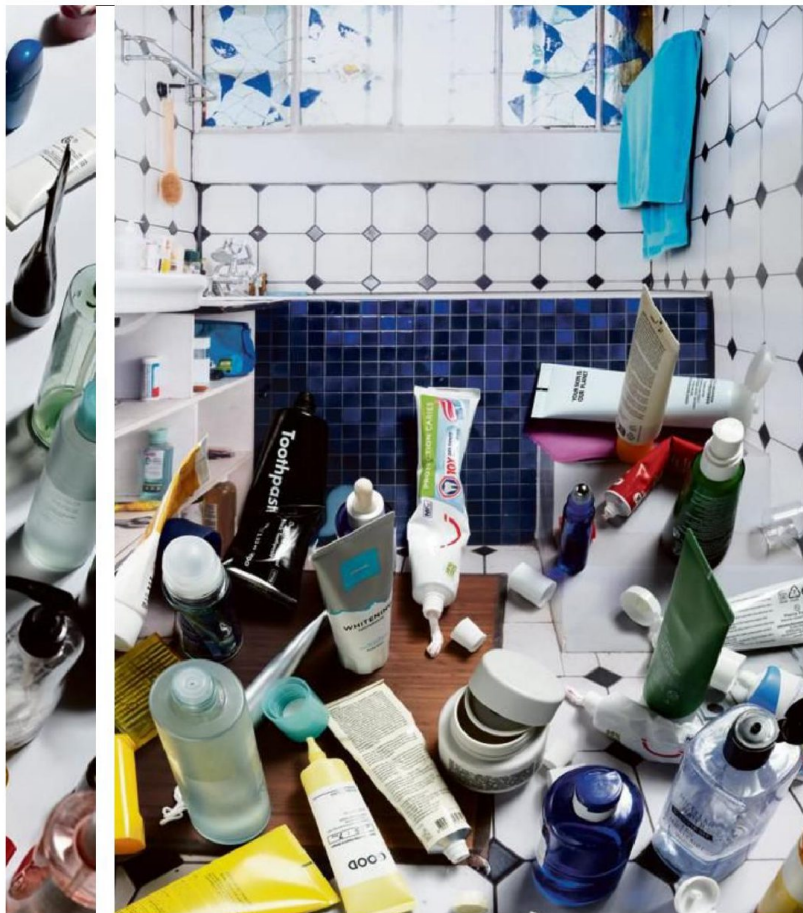
Les trois principales causes de cette source de «gas-

pillage» ? A 41% l'obsolescence marketing et les fins de série, du fait des changements de gammes ou de packaging ; à 22% les surstocks et à 21% les défauts mineurs sur les produits. L'année suivante, conscient du problème général posé par les invendus cosmétiques, le législateur a pris soin d'inclure les shampoings, colorations, crèmes, rouges à lèvres, séruns et autres déodorants dans les catégories de produits concernés par l'interdiction de leur destruction prévue par la loi antigaspillage pour une économie circulaire (Agec). Depuis le 1^{er} janvier 2022, les entreprises de l'hygiène et de la beauté sont dans l'obligation de mieux gérer leurs stocks en favorisant le réemploi – par le don aux associations par exemple –, la réutilisation ou le recyclage des produits. Sauf pour les produits dont la date de péremp-

tion est inférieure à trois mois (entre autres).

L'objectif officiel : faire en sorte que ces surplus diminuent au pays roi de la cosméto – la France est le premier producteur européen et premier exportateur mondial de produits de beauté. «*On n'a pas attendu la loi pour mettre en place des applications, notamment le don solidaire*, plaide le président de la Fédération des entreprises de la beauté (Febéa) Emmanuel Guichard, lors d'une conférence de presse fin mai. Ça paraît évident pour les produits d'hygiène, mais on donne aussi des produits à forte valeur comme les parfums. La réglementation européenne tend également à pousser ce modèle en interdisant les invendus non alimentaires.»

«*Le bon sens économique fait que le gaspillage est combattu au maximum et les pratiques marketing qui y poussaient*



La France est le premier producteur européen et premier exportateur mondial de produits de beauté.

sont révolues. Est-ce que c'est lié à la multiplication des références ? Je n'y crois pas trop. Le sujet a existé mais il n'y a plus de gaspillage significatif dans la filière cosmétique», balaye pour sa part le président de l'association des PME et TPE de la filière (Cosmed) Jean-Marc Giroux. Pourtant, depuis deux ou trois ans, flairant le bon filon antigaspi, des initiatives entrepreneuriales émergent pour faciliter la seconde vie des cosmétiques invendus. On pense à Intacte, start-up

incubée à la Station F de Xavier Niel, pour les produits de beauté de marques de luxe, ou à Greez, lancée en septembre et qui revendique plus de 17 000 produits «sauvés» grâce à la revente d'inventaires de marques de soins partenaires (Acorelle, Hilina, etc.) à prix réduits via sa plateforme.

«CERCLE VICIEUX»

Cette revente s'ajoute au don de 110 000 articles de beauté à des associations et au recyclage de palettes de shampoing en dé-

tergent. «Ces produits ont des défauts esthétiques, proviennent d'anciennes collections ou ont une date de durabilité trop courte. Pendant une semaine, on les met en avant en expliquant pourquoi il se retrouve sur Greez et avec quel défaut. Cela permet de rassurer le consommateur sur la différence de prix», explique Noémie Arnal, l'une des cofondatrices, critique d'une industrie qui reste «consumentiste», en dépit d'une conscience accrue de ses conséquences environnementales

et sanitaires. Et la cosmétologue, passée par plusieurs labos, d'ajouter : «Il faut sans cesse créer de la nouveauté, ce qui alimente un cercle vicieux. Une des voies d'amélioration, c'est une prévision des stocks plus accrue et le fait de créer selon le besoin, pas de créer le besoin.» Depuis Toulouse, la start-up Kéabot, cofondée en 2021 par un pharmacien, Arnaud Mallinger, permet, elle, aux parapharmacies partenaires (250 établissements) de référencer leurs invendus sur

une application où n'importe quel utilisateur peut faire des achats en connaissance de cause (date de péremption courte, emballages abîmés) à un prix moindre, qu'ils récupèrent en magasin. Elles peuvent également y faire organiser le don à des associations. «C'est un peu comme Too good to go [en référence à la célèbre appli antigaspi, ndr], promet l'entrepreneur. C'est intéressant pour écouler des produits qui ne se vendent pas en pharmacie et dans le même temps le consommateur commet un acte responsable à un prix raisonnable. Des gens sont prêts à payer moins cher même si le produit est moins beau. Il fallait créer l'infrastructure numérique pour accompagner les parapharmacies.»

VRAC ET RECHARGE

Arnaud Mallinger évalue le gaspillage cosmétique à 15 000 euros par pharmacie. «Il y a 20 000 pharmacies en France, si on y ajoute les grandes et moyennes surfaces, les parfumeurs, les instituts de beauté, etc., cela représente des millions d'euros ; c'est un gisement colossal, poursuit le fondateur de Kéabot. Le problème, c'est que les pharmacies sont poussées à acheter tout le catalogue des laboratoires donc l'industrie pousse à la consommation. Il faut responsabiliser l'achat.» Mais comment favoriser la sobriété cosmétique ? En sensibilisant les consommateurs de produits de beauté aux «bons gestes» et aux astuces pour recycler une crème solaire périmée ? Ou en déployant des modes de consommation des cosmétiques plus vertueux ?

Circonspecte quant au développement de ces formes de déstockage 2.0 des surplus cosmétiques, Célia Renneson, directrice générale du Réseau vrac et réemploi, veut croire aux bienfaits du vrac, alternative antigaspi et zéro-déchet. «Pourquoi un consommateur est-il amené à acheter un produit, c'est-à-dire à l'acheter en trop grande quantité et à la jeter ? Soit c'est parce que la quantité achetée n'était pas adaptée, soit c'est parce que le produit ne convenait pas, soulève la VRP de ce mode de distribution. Le vrac permet d'acheter

la quantité dont on a besoin et d'essayer un produit sans prendre de risques avec un gros contenant.»

Il existe tout un tas de cosmétiques vendus de cette façon, notamment les produits d'hygiène liquide ou solide (shampoings ou déodorants), mais aussi des huiles démaquillantes, des eaux micellaires ou du lait pour le corps. Sans oublier les produits rechargeables qui séduisent aussi bien les industriels que les consommateurs : les rouges à lèvres, parfums et autres mascaras. «La recharge, c'est surtout pour réduire les emballages [source de pollution plastique, ndr], c'est moins une question de réduire le gaspillage du produit que celui de la matière utilisée pour les fabriquer, précise néanmoins Célia Renneson.

De toute façon, on a trop de références de cosmétiques au global et on ferait mieux de restreindre les gammes pour avoir des produits de meilleure qualité.»

Remarquée par ses publicités sur les réseaux sociaux, la marque 900.care propose à ce propos depuis 2019 des gels douche, déodorants, dentifrices ou une eau micellaire sans eau, à dissoudre, rechargeable et en précommande. Des produits antigaspi, selon son cofondateur Aymeric Grange, dans le sens où ils permettent d'économiser des ressources lors de leur fabrication (eau et plastique pour les emballages). «Une proportion non négligeable du dentifrice reste dans le tube, notre solution permet d'en consommer 100 % et de ne pas jeter de matière active, vante le diplômé de HEC. Notre système d'abonnement permet aussi de calibrer la production pour limiter à la quantité dont les consommateurs ont besoin. Ça garantit des décisions d'achat moins impulsives.» Et l'entrepreneur de déplorer : «Il y a une prolifération des marques et du nombre de références ces quinze dernières années, sans qu'il y ait vraiment de différences entre elles, depuis que l'accès aux labos de formulation a été facilité. Le pire gaspillage, c'est peut-être le produit qu'on met sur le marché et qu'on retire six mois plus tard.»

EN JUIN 2024

Temps forts : 1^{er} et 2 juin // 22 et 23 juin

rdvbdamiens.com

28^{ES} RENDEZ-VOUS DE LA
BANDE DESSINÉE
D'AMIENS

Des élèves
de 3^e du Plessis-
Robinson suivent le
parcours mémoriel
du Mont Valérien,
le 27 avril.

Par
ANASTASIA VÉCRIN
Photos **ALBERT FACELLY**

«Vous connaissez les FTP?» Ce matin de printemps, Victoria, guide au mémorial du Mont Valérien, à Suresnes près de Paris, commence par tester les collégiens sur la Résistance. «Franc-tireur partisan», lui répond Milan du tac au tac. Les élèves, en troisième au collège Claude-Nicolas-Ledoux du Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine), ont été briefés. La conférencière les emmène sur le «parcours du souvenir», chemin emprunté par les 1008 fusillés entre 1941 et 1944, dont la moitié en 1942. Résistants, communistes, Juifs, Français, étrangers, «ceux qui aimaient la France à en mourir» étaient pour la plupart «à peine plus âgés que vous», leur dit la guide. La visite commence sous l'imposante croix de Lorraine en grès rose des Vosges dans laquelle sont gravés ces mots, prononcés le 18 juin 1940 par le général de Gaulle: «Quoi qu'il arrive la flamme de la résistance ne s'éteindra pas.» Par une petite porte dorée qui contraste avec la grandeur de la place d'armes à la scénographie spectaculaire, le groupe d'adolescents de 14 ans, survêtus de couleurs sombres, baskets blanches et sacs à dos, pénètre dans l'enceinte de la forteresse qui fut le principal lieu d'exécution de résistants et d'otages par l'armée allemande pendant la Seconde Guerre mondiale, parmi lesquels Missak Manouchian et les siens, le journaliste et député communiste Gabriel Péri, ou encore le journaliste communiste Lucien Sampaix. Longtemps, seules des commémorations y étaient organisées, notamment chaque 18 juin, depuis 1945. Jusqu'à ce que le lieu devienne, sur la volonté de De Gaulle, le Mémorial de la France combattante, inauguré en 1960. La mémoire de cette sombre page de l'histoire est accessible gratuitement, mais uniquement sur visites guidées. En 2023, 33 000 personnes s'y sont rendues dont pour moitié des scolaires.

DERNIERS MESSAGES

Selma est d'emblée enthousiaste: «Le chapitre sur la Résistance est l'un des plus intéressants. Ce sont des gens qui ont exprimé leurs idées et ont agi au péril de leur vie, c'est important de ne pas les oublier.» C'est à la suite de la mort de Jacques Bonsergent, premier résistant exécuté le 23 décembre 1940 au Fort de Vincennes, que les nazis choisissent le Mont Valérien pour leurs mises à mort, un lieu plus discret, pro-

che de la forêt mais aussi de la capitale et de ses institutions. La végétation, luxuriante, et le ballet des tondeuses à gazon contrastent avec l'horreur des exactions commises, que nous rappellent sans cesse les panneaux explicatifs qui ponctuent le chemin.

Raphaëlle Riba et Laura Simon, professeures d'histoire-géographie et d'éducation civique et morale, ont

découvert le lieu l'année dernière et ont engagé un travail transdisciplinaire sur la Résistance qui lie histoire, éducation civique et français, avec un travail sur le poème d'Aragon, *Strophes pour se souvenir*, renommé *L'Affiche Rouge* par Léo Ferré. «Au Mont Valérien, des personnes sont mortes pour une certaine idée de la liberté, ils se sont battus contre le régime de Vichy et

les nazis. Ce ne sont pas des modèles à suivre mais ça fait réfléchir les élèves. Qu'est-ce qu'il faut défendre aujourd'hui dans notre pays pour qu'on vive mieux ensemble? On leur rappelle qu'il y a toujours un risque de basculer vers un régime autoritaire. C'est au cœur du programme de troisième car on travaille sur les années 30. Un élève m'a demandé un jour très justement «est-ce que ça

existe une bonne dictature?» «Ça les intéresse», explique Raphaëlle Riba, qui assure que la Résistance et la Shoah sont les deux pages de l'histoire qui passionnent le plus ses élèves. Même si la transmission de la mémoire ne garantit pas celle des valeurs de paix, de tolérance et de liberté, comme l'a montré la sociologue et historienne Sarah Gensburger (1), Laura Simon espère «que



Collégiens au Mont Valérien «Cette lutte contre les fascismes est importante, surtout aujourd'hui»

Lors d'une visite au mémorial de la France combattante, une classe de troisième du Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine) a pu découvrir le combat de résistants souvent pas beaucoup plus âgés qu'eux. Un appel à la vigilance face aux menaces contre les démocraties.

IDÉES/



cette visite peut faire naître chez les élèves un sentiment d'engagement et faire qu'ils soient un peu moins individualistes. J'ai récemment vu un sondage qui disait que 40 % des 18-25 ans se fichaient de vivre en démocratie. Ils ne se rendent pas compte que ça n'a pas toujours été le cas. C'est important de leur rappeler que leur liberté n'est pas acquise, qu'il faut sans cesse se battre pour elle. Ces élèves vont voter à la prochaine présidentielle.

Après une petite ascension, le groupe entre dans la chapelle désaffectée du Mont Valérien, qui était le lieu d'attente des condamnés avant le poteau d'exécution. Victoria ferme la porte. Les élèves découvrent, sur les murs bleus, quelques graffitis montrant les derniers messages politiques des fusillés : «vive la France», «vive le Parti communiste», «mort pour la France». Les poteaux sont là, abimés par les balles, ainsi que des cerceaux. Au sortir de la chapelle, le groupe se retrouve autour d'une cloche de bronze de plus de 2 mètres de hauteur, œuvre souhaitée par Robert Badinter, réalisée par Pascal Convert et inaugurée en 2003. Les 1008 noms des personnes disparues au Mont Valérien y sont gravés en lettres dorées, par ordre d'exécution. «Que remarquez-vous ?» lance la guide. «Il y a des noms étrangers», répond un élève. «La résistance en France ce n'était pas seulement les Français. Parmi les fusillés du Mont Valérien, 20 % étaient des étrangers. Cette cloche parle de diversité, il y a des individus de plus de 20 nationalités, plusieurs religions, avec ce souci de traiter tous les noms sur un pied d'égalité.» Reda, qui reste un peu en retrait, a la franchise d'admettre : «Moi ça m'intéresse pas trop. Que des étrangers aient combattu, oui ça m'inspire du

respect. Je me dis quand même que s'ils ne s'étaient pas battus on ne serait pas dans ce pays développé et démocratique.» Une autre élève interroge : «Pourquoi il n'y a pas de femmes ?» L'explication de Victoria laisse les collégiens cois : «Fusillés, c'est une mort avec les honneurs. Les femmes étaient guillotonnées dans des prisons allemandes car elles étaient considérées comme non-combattantes par le Code pénal allemand.»

MÉMOIRE VIVANTE

La clairière des fusillés apparaît au bout d'un long chemin. Verdoyant et paisible, l'endroit contraste avec les trois rares clichés en noir et blanc montrant des scènes d'exécution. Pris à la dérobée par un sous-officier allemand, Clemens Rüther, qui les a longtemps gardés secrets, l'un d'entre eux n'est autre que celui de l'exécution du groupe Manouchian, le 21 février 1944. «Pourquoi les Allemands qui tirent sont beaucoup plus nombreux que les condamnés ?» demande un élève. «Cela permettait de diluer la culpabilité des soldats», indique la conférencière. «Je ne pensais pas qu'un jour je me retrouverais dans un lieu comme ça où des milliers de gens ont été fusillés», lâche Christian. Au milieu de la clairière, un drapeau français et une stèle, premier élément de la construction de cette mémoire de la France combattante, érigée en 1959. Victoria demande à Milan de lire l'inscription : «De 1940 à 1944, ici tombèrent plus de 4500 personnes pour leur indomptable foi dans les destins de leur pays.» Les remarques fusent : «C'était pas tous leur pays.» «Ce n'est pas le même chiffre que vous avez dit tout à l'heure à la cloche.» Victoria expose alors la bataille mémorielle dont le Mont Valérien a fait l'objet

entre les gaullistes et les communistes. «Le chiffre est issu d'un consensus. Il y a les faits dont la connaissance évolue dans le temps et la façon dont on en parle. La mémoire, elle est vivante. Il est possible qu'on parle encore d'une autre façon du Mont Valérien à l'avenir.» Une preuve tangible pour les élèves que les stèles ne garantissent pas la vérité historique.

La visite se termine dans la crypte, inaugurée le 18 juin 1960 par De Gaulle. Sont enterrés en arc de cercle quatorze héros et deux héroïnes de la guerre : soldats libérateurs, résistants fusillés ou déportés. «Nous sommes ici pour témoigner devant l'histoire que de 1939 à 1945 ses fils ont lutté pour que la France vive libre», dit l'inscription qui surplombe les collégiens. La visite se termine et la conférencière missionne les collégiens avec une prière digne d'une messe : «Ce souvenir, c'est vous qui allez le porter. Vous pouvez revenir avec vos familles.» Au cours d'un atelier qui succède à la visite, les collégiens explorent

«Il y a un grand besoin de reconnaissance chez mes élèves d'origine immigrée. Quand on aborde l'engagement des étrangers, les élèves sont touchés.»

Raphaëlle Riba Professeure d'histoire-géographie

par petits groupes une série de documents – pièces d'identité, lettres manuscrites, photos, coupures de presse, jugements – pour retracer le parcours d'un fusillé du Mont Valérien, d'origine étrangère. Cette thématique spécifique est un souhait des enseignantes. «J'avais envie de montrer à mes élèves que beaucoup sont étrangers ou issus de l'immigration, que des étrangers avaient joué un grand rôle dans la libération de la France», explique Raphaëlle Riba. «Missak Manouchian a demandé deux fois la nationalité, sans succès. Il n'a jamais été français officiellement, et il est aujourd'hui au Panthéon. Cette panthéonisation est importante pour plus d'inclusion, faire société. Etant donné la situation que nous vivons, les discours qui stigmatisent, je trouve que ça fait du bien. Il y a une grande souffrance chez mes élèves d'origine immigrée notamment, un manque de reconnaissance et donc un grand besoin de reconnaissance. Quand on aborde l'engagement des étrangers, les élèves sont touchés, je sens une certaine fierté.»

NUL APPEL À LA HAINE

Victoria, qui anime aussi l'atelier, leur explique la démarche : «Le travail d'historien, c'est de faire des hypothèses et de chercher des traces pour valider cette hypothèse.» Marcel Rajman, 21 ans, polonais. Tony Bloncourt, 21 ans, haïtien. Mohammed Ben Slimane, algérien, 43 ans. Rino Della Negra, 20 ans, d'origine italienne. Karl Schönhaar, 17 ans, un des 11 Allemands fusillés au Mont Valérien. Les enfants se confrontent à leurs visages, leur écriture. Les fusillés reprennent vie à travers les documents. Quentin dit justement : «Cet atelier, ça nous

rapproche d'eux, beaucoup plus que si c'était un texte narratif.» Mattéo se penche sur une copie de la dernière lettre de Rino Della Negra, qui a refusé le Service du travail obligatoire pour rejoindre la Résistance au sein du groupe Manouchian : «C'est pas facile de lire certains vieux documents mais je trouve ça super intéressant.» Christine, professeure d'anglais, alerte : «Regardez bien la source des coupures de presse car ce sera pas la même version si c'est un journal collaborateur résistait. Conseil qui vaut aussi pour aujourd'hui !»

Les dernières lettres touchent particulièrement les élèves. Lorenzo : «Moi ce que je trouve trop fort, c'est la lettre de Manouchian à sa femme. Sacrifier sa vie comme ça, faut avoir du courage, un mental fort. Donner sa vie pour un pays qui n'est pas le mien, je ne sais pas si je pourrais. Je veux bien donner ma vie pour mon pays mais pas pour un autre.» Camille s'étonne de la lettre de Karl Schönhaar, fusillé à 17 ans, à sa mère : «Il lui dit de se séparer des objets qui lui appartenaient et d'avoir un autre enfant, c'est fort.» Des éléments reviennent dans plusieurs lettres : «Aucune lettre n'incite à la haine. On dit aux proches de continuer leur vie. Ce sont des personnes engagées qui n'ont pas voulu que le conflit se poursuive après leur mort, toutes les lettres sont porteuses d'un message de paix. Cette lutte contre les fascismes est aussi importante, surtout aujourd'hui», conduit Victoria. Terence a sa propre hypothèse : «Je pense qu'ils ont écrit ces lettres de paix parce qu'ils voulaient se distinguer du régime nazi qui était un régime de haine.»

(1) Qui pose les questions mémorielles ? Paris, CNRS, 2023.

IDÉES/

Législatives: comment sortir de l'angoisse?

Quand le clivage centre-extrêmes remplace l'opposition droite-gauche, on assiste à la dévaluation du discours politique. Or, on sort de l'angoisse quand on retrouve la parole et qu'on ouvre ses oreilles.

Abasourdis, sidérés, sonnés, affolés, déprimés... les mêmes mots reviennent en boucle pour désigner l'effet sur les citoyens français du passage à l'acte d'Emmanuel Macron le 9 juin 2024 au soir. Il ne suffisait pas que l'extrême-droïtisation du discours public nous angoisse depuis des années, il a encore fallu qu'en remettant en jeu la représentation législative, le Président provoque

une nouvelle angoisse. Pour un sujet humain, l'angoisse se déclenche quand quelque chose «coince», rendant impossible la fluidité psychique. Collectivement, il en est de même.

Contagion de la haine
Depuis des années, ce qui coince, c'est la haine. La haine est fixation sur un objet désigné comme la cause de tout ce qui ne va pas

— de la précarité à l'insécurité. Quand c'est le «national» qui sert de référence, comme au Rassemblement national (RN), la cause est «l'étranger». Le slogan majeur est: «Dehors.» Quelles que soient les prouesses de communication du parti de Jordan Bardella, l'acceptation de la nation qui s'y développe est, selon le mot de Zeev Sternhell, «anti-lumières». Il est d'ailleurs remarquable que la rhétorique nouvelle du RN épouse le thème «ni droite ni gauche», caractéristique, selon Sternhell, du fascisme français. Ce qui coince encore est le nouveau déni. Plus l'extrême droite approche de la majorité des voix, plus on minore sa violence. Tant de gens ne peuvent être aussi méchants, voudrait-on croire pour se rassurer. Mais si, car la haine est une grande jouissance.

Ce qui coince se lisait aussi sur le visage crispé d'Emmanuel Macron annonçant la dissolution de l'Assemblée nationale. On pouvait déjà être sensible à la dénégation contenue dans l'assurance du chef de l'Etat d'agir «pour la France». Souligner ce qui doit aller de soi (l'intérêt général pour le président d'une République), c'est reconnaître l'existence d'une pensée silencieuse. Quelques jours plus tard, celle-ci s'exprimait dans un propos rapporté par *le Monde*: si réellement, Emmanuel Macron, ravi, se vante d'avoir «balancé» une «grenade décapitée», il confirme le caractère contagieux de la haine, la fascination qu'elle exerce et le jeu de miroirs dans lequel elle nous enferme.

Ce jeu de miroirs ne date pas de ce mois de juin 2024. Il est à l'origine de la folle illusion selon laquelle on ferait barrage à l'adversaire en allant dans son sens, comme ce fut fait lors de la loi sur l'immigration ou, aujourd'hui, en se soumettant à la demande de dissolution du Parlement. Il a conduit à la pernicieuse croyance en une symétrie des extrêmes. La symétrie n'existe que de manière

spéculaire; elle est toujours une illusion d'optique. Que certains membres de La France insoumise soient tombés dans ce piège est certes dangereux, mais il n'en demeure pas moins que, dans le réel, rien ne rapproche une idéologie consistant à «jeter à la poubelle» les objets de haine — sans se demander ce qu'ils deviennent — et le projet de société humaniste porté par l'union des gauches.

Dévaluation de la parole

La haine nous fait perdre la parole. Elle ne s'oppose pas à l'amour mais au langage. Elle rend fou; elle nous inanimise. La dégradation du langage est synonyme de dépolitisation, la politique n'étant en dernière instance tissée que de mots. Quand le clivage centre-extrêmes remplace l'opposition droite-gauche, on assiste conjointement à la dévaluation de la parole politique. On finit par ne même plus prendre garde aux contradictions des discours, comme s'il était acquis que ce qu'on dit aujourd'hui ne vaudra plus demain, comme si on n'était pas engagé par sa parole. Naïvement, dimanche 9 juin avant l'allocution présidentielle, tout le monde s'occupait de l'Europe, suivant en cela d'ailleurs les recommandations du chef de l'Etat, mais l'Europe est désormais oubliée.

On sort de l'angoisse quand on retrouve la parole. On ne peut pas trop parler de ce qui nous arrive. Commentaires, analyses, critiques peuvent seules sortir du mélange de torpeur et d'urgence dans lequel la haine nous plonge. Parler, c'est aussi ouvrir ses oreilles. On entend bien désormais deux façons de s'opposer à l'extrême droite, une première, cosmétique, dénonçant les «excès» du RN, mais plus inquiète de la prise de pouvoir de la gauche que de ce parti, une seconde assumant l'opposition à des sociétés injustes et inégalitaires. Raphaël Glucksmann a su trouver les mots justes pour lier solidarité, écologie, féminisme et démocratie. La référence au Front populaire rappelle que si, dans les années 30, la coalition conduite par Léon Blum a réussi à l'emporter sur les Ligues, il nous est possible de parvenir, nous aussi, par la force des liens, à l'emporter sur la tentation identitaire et consumériste, nouveau visage de la destructivité en politique. Il ne s'agit de rien moins, comme au temps de Freud, du combat de l'«Eros civilisateur» contre les tendances mortifères de la haine. ◆

SIGNÉ GOGO



Par
HÉLÈNE L'HEUILLET



Philosophe et psychanalyste

Lettre à mes amis et à mes compatriotes français juifs et légitimement inquiets

Face aux hésitations, le meilleur choix est de s'engager contre le parti le plus antisémite du spectre politique, c'est-à-dire contre le RN. Ensuite viendra la nécessaire clarification de l'antisémitisme à gauche.

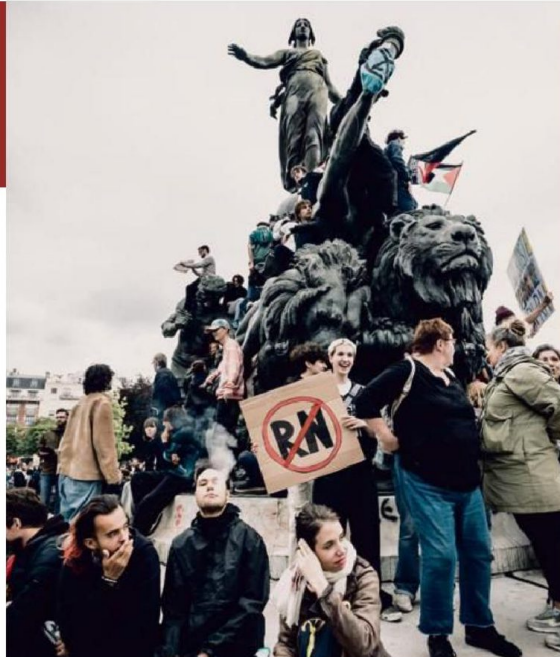
Si je vous écris, c'est que comme vous, il m'est arrivé au cours de ma vie et au gré des événements géopolitiques d'avoir le cœur serré entre deux réalités, plusieurs sensibilités et héritages. Pour ma part, il s'agissait du sort des Kurdes au Proche-Orient, en Irak, en Turquie et en Syrie. L'identité kurde est une part de mon héritage, celle de mon père. Il y a également celui de ma mère, l'identité turque. Et puis, il y a la mienne, mon être: Français, Nantais immigré à Paris, héritier de ma mère et de mon père. Comment concilier tous ces mondes ? Chaque fois que le chaos a frappé les Kurdes, j'apercevais les appareils politiques pousser vers un camp ou l'autre, instrumentaliser ces conflits à coups d'arguments démagogiques. Les uns étaient terroristes, les autres des fascistes. J'étais déchiré. Dans l'impossibilité de trancher. Construire un avis revenait à me séparer en deux, voire trois, et être tirillé par de nombreuses questions. Comment parler en France du sort des Kurdes sans être soupçonné d'agir par sensibilité communautaire ? Comment ne pas me fâcher avec mes amis français d'origine turque, sensible à l'argument du gouvernement turc qu'une opération militaire en Syrie permettrait de protéger la Turquie du terrorisme ? Tant de questions, si peu de réponses. D'autant plus qu'en France, à

plusieurs moments, la question kurde est devenue à la mode. On voyait dans les valeureuses montagnardes et guérilleros trappus de solides alliés face à Daech. Pendant des années, j'ai évité toute parole publique. Par crainte de reproches. Sauf en privé. Vous n'imaginez pas ce qu'il me coûte d'écrire cela, je ne pourrai peut-être plus mettre les pieds en Turquie, où vit une partie de ma famille, sans risquer un procès et la prison.

HÉRITAGE PLURIEL

Chers amis, chers compatriotes, de nos discussions récentes, je comprends que vous êtes confus comme j'ai pu l'être. Vous êtes déchirés. Vous ne savez plus. D'autant plus que les informations, photos, vidéos, avis s'accumulent sur les réseaux sociaux, et contrairement à hier, ce n'est pas le plus savant qui se fait entendre mais le plus suivi, le plus clivant. Pas forcément, donc, le plus brillant. On a entendu par exemple que ce Nouveau Front populaire, et l'alternative contre nature qu'il représenterait, ferait «se retourner Léon Blum dans sa tombe». Mais en 1934, c'est Léon Blum et Jean Zyromski qui rencontrent, à leur initiative, Maurice Thorez, le leader du Parti communiste français, pour créer le Front populaire. Malgré l'ego démesuré de Thorez, malgré son alignement sur Moscou – et on sait aujourd'hui la signification de cet alignement –, Blum comprend l'importance du moment. Il s'agit de créer un barrage, un cordon sanitaire face à l'extrême droite. Il faut se souvenir de cette époque. L'antisémitisme atteint des niveaux stratosphériques. En Allemagne, les Juifs sont déjà au ban de la société. Et je vous épargne ce qu'une partie des journaux français écrivent au sujet des Français juifs. Aujourd'hui, c'est cette même extrême droite antisémite qui est à nos portes.

Si je vous écris, c'est que moi, Français d'origine immigrée, et donc «issu d'une minorité», je me suis construit une place dans ce pays grâce, notamment, à la pensée de Marc Bloch, de Léon Blum, de Simone Weil, de Marcel Proust et de tant d'autres. Ils m'ont permis de penser ma place dans notre pays en conjuguant toutes les parts de mon identité. Pour cette raison, je leur suis infiniment reconnaissant d'avoir contribué à définir ce qu'était l'identité française plurielle. A mes yeux,



Mobilisation contre le RN samedi 15 juin à Paris. PHOTO DENIS ALLARD

avec les penseurs protestants et des écrivains comme Amin Maalouf, ils ont été ceux qui ont permis, à nous autres, enfants d'immigrés des quatre coins de la planète, de se construire une place dans ce pays. Mon pays. Et on peut porter plusieurs pays dans son cœur, j'en sais quelque chose, mais il y en a toujours un qui surplombera les autres. «Celui dont on boit le vin, dont on mange et partage le pain, celui dont on s'enivre des sourires», comme le disait ma grand-mère. Une vieille dame, arrivée en France à 64 ans, pour soutenir sa fille dont le mari, mon père, avait été tué par les services secrets d'un pays dirigé par l'extrême droite, disait de la France «notre pays, parce qu'il est beau, parce qu'il aime la liberté». Voilà une réponse à tous ceux qui font un procès en double allégeance aux Français à l'héritage et à la sensibilité plurielle. Nous sommes face à un tournant historique. Pour nous autres, les Français dégagables, la question est loin d'être légère : va-t-on devoir faire nos valises ? Les forces de gauche se sont alliées pour créer un Front populaire dans l'esprit de celui de Blum et de Thorez. Que faire ? Pour vous, la frange la plus à gauche de cette alliance pêche par antisémitisme. Dès lors, comment lutter contre ? A mes yeux, le meilleur choix est de s'engager avec le Front populaire pour peser de l'intérieur, faire évoluer les points de vue, car les points de vue n'évoluent que par l'échange et la discussion, et contrer d'abord la partie la plus extrême, la plus antisémite, du spectre politique français : le Rassemblement national et Reconquête. C'est probablement un choix à contrecoeur pour nombre d'entre vous. Et cela est tout à fait compréhensible. Mais prenons les problèmes les uns après les autres. Le Président a brutalisé le pays le soir des européennes,

il nous a obligés à nous poser des questions essentielles en un temps ridiculement court, il a perdu toute légitimité pour défendre nos singularités et risque de perdre ces élections. Pour l'heure, il s'agit de battre un parti négationniste, antisémite, raciste, homophobe, dont les fondateurs sont d'anciens SS, dont certains membres actifs, proches de Marine Le Pen et de Jordan Bardella, sont violemment antisémites, homophobes, négationnistes et ennemis de la démocratie. Ce parti est consubstantiellement antisémite depuis sa création, c'est même une raison de sa création. Ce n'est pas le cas du Front populaire.

LE TEMPS DE LA CAMPAGNE

Au pouvoir, l'extrême droite ne rend jamais le pouvoir par les urnes. Les victoires de l'extrême droite lui permettent de solidifier ses positions et soutiens électoraux. Beaucoup d'exemples étrangers abondent dans ce sens. Aux Etats-Unis, Trump a tenté un coup de force. En Hongrie, Orbán a mis sous silence tous les contre-pouvoirs. Il faut donc les empêcher d'accéder à la direction de notre pays. Par la suite, ce sera le moment de mettre en minorité l'antisémitisme de gauche, réaliser une clarification à son sujet, qui est loin d'être résiduel. Mettons nos divisions de côté, le temps de la campagne. Trois semaines. J'espère que ce texte parviendra à vous convaincre et à convaincre d'autres Français, de toutes origines et sensibilités, de faire le choix de l'apaisement et du barrage, malgré nos divisions sur l'international, malgré des comportements et des propos qui n'ont rien à faire nulle part. Nous avons besoin de vous. Venez avec nous. Rejoignez-nous. Nous sommes votre famille. Celle de tant d'humanistes. ♦

Par
MAHIR GUVEN



Ecrivain, prix Goncourt du premier roman



Des Juifs en marche vers Treblinka.
ALAMY STOCK PHOTO

LIVRES

«L’Affaire Treblinka» : la Shoah en débat

Publication en français de la remarquable étude de l'historien américain Samuel Moyn sur la controverse suscitée par le livre de Jean-François Steiner, publié en 1966, qui décrivait une «passivité-complicité» juive face au projet d'extermination nazi. Une controverse salutaire pour l'histoire.

Par
VIRGINIE BLOCH-LAINÉ

En mars 1966, une vingtaine d'années seulement après la fin de la guerre, les Parisiens voient sur les murs une publicité qui fait scandale parce qu'elle montre

une croix gammée. Cela ne se fait plus d'en afficher dans l'espace public. Ce n'est que le début d'une série de surprises. L'hébdomadaire de Pierre Lazareff, *le Nouveau Candide*, annonce, d'une façon choquante, élaborée dans un but commercial, la sortie d'un livre. Sur la couverture,

il est écrit en lettres majuscules : «LES JUIFS: CE QU'ON N'A JAMAIS OSÉ DIRE.» Un homme, 28 ans seulement, Jean-François Steiner, publiait un «roman documentaire» intitulé *Treblinka*. Il y racontait l'insurrection des Juifs à Treblinka le 2 août 1943. A cette manifestation

d'héroïsme, fidèle au prix qu'accorde à la vie et à la survie le judaïsme selon Jean-François Steiner, a répondu, toujours selon lui, une «passivité-complicité» juive face au projet exterminateur, manifeste dans le ghetto de Varsovie.

Le livre, un succès en France et à l'étranger, fut à l'origine d'une des premières controverses liées à la Shoah après celle déclenchée par *le Dernier des Justes* d'André Schwarz-Bart, prix Goncourt en 1959. *Treblinka* eut des conséquences profondes. Il fut un tournant : il modifia l'analyse de la criminalité nazie, inaugura la distinction entre camps d'extermination et camps de concentration alors que, jusque-là, la référence à ces derniers incluait les deux catégories de camps ; le livre de David Rousset *l'Univers concentrationnaire*, paru dès 1946, faisant référence. Un antisémitisme persistant et le silence des rescapés incitaient à taire la spécificité des camps de la mort. Simone de Beauvoir (qui a préfacé *Treblinka*), Jacques Maritain, François Mauriac, le négationniste Paul Rassinier, Gilles Perrault, Emmanuel Lévinas sont quelques-uns des intellectuels qui réagirent à la publication de ce texte. Beaucoup d'entre eux en firent une lecture idéologique, certains corrigèrent leur interprétation, d'autres pas. *Treblinka* est un livre malsain, dérangeant, falsificateur, qui entretient une confusion entre réalité et fiction. Steiner a modifié ce qu'il avait recouvert auprès de neuf survivants du camp : ils en furent meurtris. Mais *Treblinka* eut des vertus. A partir du scandale qu'il provoqua, le génocide fut un objet d'étude (l'historien du monde grec, Pierre Vidal-Naquet après sa lecture est devenu un historien du génocide), l'identité juive se reconstruisait en regard de ce texte, et «la croyance inébranlable en la priorité à donner aux témoignages est devenue audible en France».

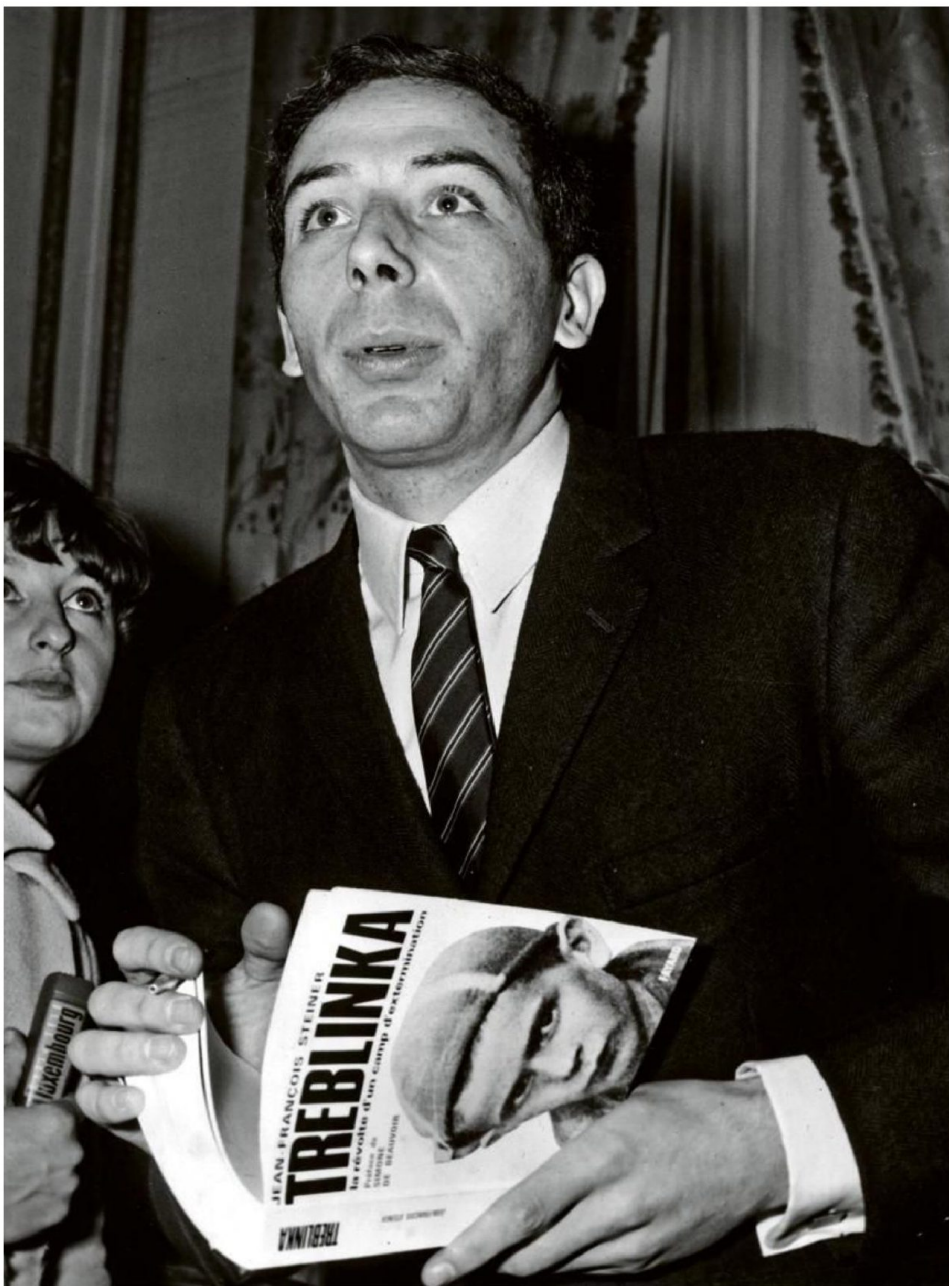
«Analyse d'incident»

L'historien américain Samuel Moyn, professeur de droit et d'histoire à Yale, a publié en 2005 une étude remarquable, comptant des documents inédits, de ce qu'il appelle *«l'affaire Treblinka»*. Jean-François Steiner, toujours vivant, lui a ouvert sa porte. *L'affaire Treblinka* est traduit en français à l'heure où, dans les prestigieuses universités américaines, les études sur la Shoah se raréfient. Le militantisme dans lequel sont engagés certains étudiants et certains professeurs rendrait-il possible, aujourd'hui, le travail d'élucidation mené par Moyn ? C'est en se penchant sur l'œuvre de Lévinas, sur lequel il préparait une thèse, que

Moyn a découvert *Treblinka*. Lévinas a consacré un livre, *Honneur sans drapau*, à celui de Steiner. Dans une introduction très claire, personnelle et scientifique, Moyn qualifie son travail à l'aide d'une expression de l'historien Robert Darnton. Il s'agit d'une «analyse d'incident», comme le *Grand Massacre des chats* (les Belles Lettres, 2011) de Darnton en était une. Moyn souligne que (il écrit cela en 2005) «les controverses sont devenues des objets d'intérêt historique relativement récemment [...]». L'objectif de beaucoup de ces travaux comme du nôtre est de saisir, par une analyse micro-historique, les données fondamentales d'une époque ou d'un problème. L'époque de *Treblinka* est également celle de la publication d'*Eichmann à Jérusalem* en France, chez Gallimard, sous l'impulsion de Pierre Nora. Arendt fit l'objet d'une polémique car son livre mettait en cause la responsabilité des dirigeants juifs français dans l'extermination des Juifs de France. Samuel Moyn met en miroir les deux réceptions et, d'une manière générale, souligne les articulations entre des idées et des événements contemporains de *Treblinka*. En 1966, le mythe de la France résistante s'effrite, le livre fondamental de Robert Paxton et *le Chagrin et la pitié* vont bientôt reconfigurer «le régime mémoriel» de la Shoah et Lanzmann s'apprête à se lancer dans l'aventure de son documentaire.

La version française de *L'affaire Treblinka* compte une postface du traducteur, Philippe Lesavre. Il explique à quel point le livre de Samuel Moyn fut pour lui salvateur tant l'avait remué *Treblinka* à sa publication. Il était étudiant en médecine. Il fut bouleversé en lisant, sous la plume de Steiner : «Flot, fleuve, lave, troupeau, les Juifs, esclaves, complices, parricides, fratricides, génocides, héros sublimes ou peuple maudit, [...] ils hurlent, courent et bondissent, ceux-là qui abandonnèrent les leurs, ceux-là qui leur arrachèrent les dents, qui les gazèrent, qui les brûlèrent et qui réduisirent leurs os en poudre.» Une réimpression du livre effaçait les qualificatifs «fratricides», «parricides», «génocides». «Mais le terme complices demeure. Pourquoi ?» Quand Philippe Lesavre a lu Samuel Moyn, «ce fut un éblouissement. Tout est là. Le livre éclaire tous les recoins de la controverse.» *L'affaire Treblinka* est frappant par le sens de la mesure qu'il dégage, y compris lorsqu'il décoiffe que les mensonges de Steiner.

Qui est Steiner ? Il est né en 1938, son père, Kadmi Cohen, était un Juif polonais, et sa mère une catholique française. Steiner est le nom de son beau-père, qui l'a adopté en 1952.



Jean-François Steiner en 1966, année de sortie de son *Treblinka*.

AGIP, BRIDGEMAN IMAGES

analysent la lecture par David Rousset de *Treblinka* sont passionnantes. Rousset ne voyait pas dans la «collaboration» des Juifs un trait ethnique mais un effet de «la fraternité de l'abjection» qu'entretient l'univers concentrationnaire. Les Juifs n'étaient pas les seuls à aller à la mort comme des moutons à l'abattoir.

«Unions bizarres»

Très intéressant aussi est le récit par Moyn de la manière dont Rassinier, ancien communiste, puis socialiste, résistant déporté à Buchenwald, ensuite engagé dans la négation de l'existence des chambres à gaz, fit son miel de *Treblinka*, dont il prit la défense: «*L'un des paradoxes de l'affaire Treblinka est la formation d'unions bizarres.*» Rassinier s'est aligné sur la position de Rousset à cette occasion. Unions, ou désunions: Vidal-Naquet a changé d'avis sur le livre au fil du temps et Romain Gary a réagi vivement dans *la Danse de Gengis Cohn*, roman génial publié en 1967, un an après *Treblinka*. Le héros, Gengis Cohn, est le fantôme d'un Juif polonais exterminé. Il hante la maison d'un ancien officier nazi devenu commissaire de police et lui pourrit l'existence. Gary, à travers son personnage, interpelle directement Steiner: «*D'ailleurs, tout le monde sait que les Juifs n'ont pas été assassinés. Ils sont morts volontairement. Je me tiens au courant de l'actualité, vous pensez, j'en ai que ça à faire, et je viens de trouver des choses tout à fait rassurantes là-dessus dans le livre d'un certain Jean-François Steiner, Treblinka: nous faisons la queue devant les chambres à gaz. Il y a eu à peine quelques révoltes, par-ci, par-là, in extremis, dans le ghetto de Varsovie, notamment, mais dans l'ensemble, il y a eu empressément, obéissance, volonté de disparaître. Il y a eu une volonté de mourir. Ce fut un suicide collectif, voilà.*» Philip Roth avait-il lu *Treblinka*? La mollesse attribuée aux Juifs est un poncif antisémite, comme l'est son contraire. Dans *la Contrevie* (1986), il imagine, privilège du roman, des personnages dont les idées diffèrent les uns des autres. L'un d'eux dit: «*C'est sans fin. [...] Au départ, ce qui était abject, c'était la passivité des Juifs, le Juif soumis, accommodant, le mouton à l'abattoir - maintenant, ce qu'on trouve pire, carrément mal-faisant, c'est notre force, notre combativité.*»

Quand Jean-François Steiner avait 5 ans, son père est mort dans un camp satellite d'Auschwitz. *Treblinka* lui est dédié. Kadmi Cohen, «figure tout aussi peu commune que celle de son fils, et d'une certaine manière presque aussi importante dans la genèse du scandale», était né à

Lodz et fut envoyé en 1910 en Palestine par ses parents pour y étudier. Proche du sioniste Vladimir Jabotinsky, il était favorable à la création d'un Etat binational et persuadé qu'en faisant sortir les Juifs d'Europe, l'antisémitisme s'éteindrait. Il est même allé proposer un plan au

gouvernement de Vichy et fut déporté depuis Drancy en mars 1944. Samuel Moyn veille, pour cerner la psyché de Jean-François Steiner, à ne pas «se fonder sur des spéculations psychologiques discutables». Est-ce la compulsion de répétition de la souffrance qui l'a conduit à accuser

les Juifs de complicité dans le génocide? Moyn ne tranche pas.

Préfacière enthousiaste de *Treblinka*, Simone de Beauvoir avait une autre grille de lecture. Sa compréhension de la soi-disant soumission des Juifs à leur déshumanisation était marxiste. Les pages qui

SAMUEL MOYN
L'AFFAIRE TREBLINKA. UNE CONTROVERSE SUR LA SHOAH
Traduit de l'anglais par Philippe Lesavre. CNRS Editions, 272 pp., 25 € (ebook: 18 €).



Libé week-end Chaque semaine, retrouvez huit pages consacrées à l'actualité littéraire. Samedi, redécouvrons l'écrivaine américaine Edith Wharton, conservatrice dans l'âme mais aussi pétroleuse de la première heure, à la faveur de la réunion par Gallimard de ses textes new-yorkais (*Chroniques de New York*, traduit par Marc Chénétier, Suzanne V. Mayoux, Sarah Fosse, Claire Malroux, «Quarto»), PHOTO GETTY IMAGES

LIVRES/



Seventh Month (1978), de Bea Nettles. BEA NETTLES. COURTESY THE GEORGE EASTMAN MUSEUM

L'écoféminisme contre la politique du père

La sociologue et militante australienne Ariel Salleh allie expérience du terrain, économie politique et philosophie pour dénoncer la vision patriarcale du monde et remettre les «outsideuses» en son centre.

«**L**es oppressions exercées par l'Homme sur l'Homme, par l'Homme sur la Femme et par l'Homme sur la Nature, forment un nœud borroméen et ce n'est qu'ensemble qu'elles seront démantelées», peut-on lire en introduction de *Pour une politique écoféministe*. Il a fallu trente ans pour que le livre le plus connu d'Ariel Salleh, sociologue

australienne et figure internationale de l'écoféminisme, soit enfin traduit et disponible en France. L'écoféminisme est un courant de pensée original qui étudie les corrélations entre le patriarcat, le capitalisme, et l'exploitation délégitime des ressources naturelles. Influent dans de nombreux pays, il a souvent été caricaturé ou simplement ignoré dans notre pays. Un comble quand on sait que c'est la romancière et philosophe française Françoise d'Eaubonne qui l'utilisa pour la première fois, dans son ouvrage *Le Féminisme ou la mort*, en 1974.

«**Main-d'œuvre altérée**». Activiste engagée dans de nombreuses luttes depuis les années 1970, Salleh appuie ses analyses sur son expérience du terrain, son implication dans une myriade d'initiatives locales menées

par des femmes partout sur le globe, et notamment dans le Sud global. Paysannes, couturières, autochtones luttant pour préserver leurs terres, mais aussi toutes les «*travailleuses engagées dans le care*» comme elle les nomme – mères et grands-mères sont autant de groupes disparates mais qui constituent selon elle une «*classe méta-industrielle marginalisée*». À l'échelle internationale, rappelle-t-elle, les femmes assument 65 % du travail mondial, pour moins de 10 % de sa rémunération. «*Elles sont donc effectivement le prolétariat, incroyablement bien placées pour provoquer les changements sociaux nécessaires à la révolution écologique*». Il s'agit dès lors de reconnaître l'importance historique de cette «*main-d'œuvre altérée*», cette «*classe anonyme de travailleuses manuelles*» qui «*ca-*

talysent les processus naturels et permettent ainsi à la vie sur Terre de s'épanouir».

La thèse de la sociologue allie la philosophie à l'économie politique, en passant par les études de genre. Au cœur de sa pensée on trouve une relecture vivifiante de Marx, ce qu'elle nomme un «*matérialisme incarné*» ou «*matérialisme corporel*». Preuves à l'appui, elle révèle d'abord le «*parti pris patriarcal*» qui prévaut non seulement dans l'écologie libérale mais aussi dans la pensée marxiste et même une grande partie de l'activisme écosocialiste contemporain. La théorie admise au sujet de la valeur d'usage et de la valeur d'échange, argue-t-elle, a toujours donné la primauté à l'exploitation du travail industriel «*productif*» des hommes. «*Le travail domestique "reproductif" des femmes n'est, quant à lui, pas pris en compte dans l'équation de la production*». Plus fondamentalement c'est toute une idéologie qu'elle déconstruit, un système de valeurs et une vision du monde reposant sur «*l'équation Homme/Femme=Nature*». Ce dualisme genré stéréotypé, à l'œuvre dans la plupart des cultures, fige la femme en «*complément naturel de l'homme*». Il s'est transformé en dispositif social extrêmement répressif.

«**Travail reproductif**», Salleh n'a peur de rien. Elle fustige les bien-pensances de tous bords et la doxa dominante, l'écologisme de façade ethnocentré autant que le «*féminisme libéral mainstream*» qui reproduit à sa façon la domination masculine. Certaines de ses idées sont audacieuses, voire problématiques. Sa définition du «*travail reproductif des femmes*» mériterait d'être étayée (dans quelle mesure avoir des enfants est-il un travail ?) de même que ses descriptions du travail domestique, de l'éducation et du soin des enfants comme «*valeurs féminines*». Reste que c'est une expérience vécue par «*l'écrasante majorité des femmes sur terre, 85 à 90 % d'entre elles selon les statistiques disponibles*», constate la romancière Jeanne Burgart Goutail en postface. On peut aussi regretter que l'auteur n'aborde pas les communautés LGBTQ+ et le *queer*, dépassément en acte du binarisme genré homme-femme. On aurait toutefois tort de réduire la thèse de cette universitaire respectée à une forme d'essentialisme. Celle-ci a la rigueur et l'honnêteté du travail scientifique, qui émet des hypothèses sans en tirer de conclusions hâtives, et assume la contradiction intrinsèque à toute recherche. Sa pensée repose en fait sur un système complexe, une ontologie inédite qui intègre les «*énergies thermodynamiques*», le «*flux amniotique du temps vécu*», ou encore le «*réalisme liquide de la non-identité*». Ce qu'elle propose *in fine* est une sorte de révolution copernicienne, qui permettrait d'appréhender le monde non plus du seul point de vue des hommes, mais aussi de celui des femmes, et notre économie non plus du point de vue des travailleurs mais de celui de ces «*outsideuses*», dont dépend la survie de la planète.

YANN PERREAU

ARIEL SALLEH
POUR UNE POLITIQUE ÉCOFÉMINISTE
Traduit de l'anglais (Australie)
par July Robert. Éditions Wildproject
et le Passager clandestin, 372 pp., 25 €.



Festival La Grèce est l'invitée d'honneur de la 41^e édition du Marché de la poésie, jusqu'à dimanche, place Saint-Sulpice (Paris VI^e). Jeudi à 14 heures, lecture d'*Anabase* de Saint-John Perse, publié en 1924. Samedi à 16 heures, rencontres avec les poètes grecs Thanassis Hatzopoulos, Katerina Iliopoulou et Lena Kalergi. marche-poesie.com. PHOTO DR

Joséphine Péncalet, des sardines à la politique

Histoire unique d'une femme ordinaire, ouvrière élue en Bretagne un peu malgré elle grâce à une faille du système.

Un suffrage qualifié, entre 1848 et 1944, d'universel quand il ne concerne que les hommes, des prétendues citoyennes privées du droit de vote, mais, pour trois d'entre elles, secrétaires d'Etat sous le Front populaire... Si ces incohérences de notre démocratie sont relevées depuis longtemps, une autre, négligée, a retenu l'attention de Fanny Bugnon, à la découverte de l'étonnant itinéraire d'une sardinière bretonne : inéligibles en raison de leur sexe, les Françaises pouvaient, faute d'interdit énoncé dans la loi, s'inscrire sur des listes électorales dont la validité n'était vérifiée qu'après l'élection ! Dès l'avènement de la II^e République, la féministe Jeanne Deroin avait mis à profit cette faille du système, sans parvenir à être élue ; des années plus tard, Joséphine Péncalet, *«ouvrière d'usines»*, devient au premier tour des élections municipales de 1925, à la majorité absolue, conseillère municipale de Douarnenez. Troisième sur la liste du Parti communiste, elle devient l'une des premières femmes investies à cette fonction, avec une dizaine de candidates de même obédience, tombées dans l'oubli. Le nom de la Bretonne est, lui, demeuré dans la mémoire locale, car avant de siéger en mairie, jusqu'à l'invalidation de son élection – ce qu'elle conteste, au nom du respect du corps électoral –, elle fut l'une des *Penn Sardin*, ces ouvrières entrées dans l'histoire des luttes sociales pour leur dure et victorieuse grève, de novembre 1924 à janvier 1925.

On s'attendait donc à faire connaissance, à grand renfort d'archives écrites et orales, avec une militante très investie, engagée dès sa jeunesse de fille de marin dans les combats des gens de la mer ; à suivre, grâce à cette recherche fouillée, le parcours d'une communiste internationaliste convaincue, dont la démarche électorale répondait à la demande de Clara Zetkin et du PC qui alors *«veut [...] faire élire des femmes pour poser nettement la question de principe»*, à un moment crucial où l'Assemblée nationale accorde à celles-ci la pleine citoyenneté et le Sénat la leur refuse. Passer des discours aux actes devait permettre de rallier les travailleuses, de les éloigner des propositions des féministes réformistes, taxées de bourgeoises. Or, le profil de Joséphine Péncalet n'évoque ni la figure radicale de la militante allemande ni celle, plus commune, de la syndicaliste Lucie Colliard, alors si active dans la cité sardinière. Fanny Bugnon en apporte la preuve : non seulement, l'élue n'est pas à l'initiative de sa candidature, mais elle ne s'est en rien distinguée des autres grévistes et manifestantes, n'a laissé aucune

marque dans le mouvement et son héroïsation. Le choix du PC s'est, en quelque sorte, fait par défaut : il se porte sur elle, non pour son militantisme, mais parce qu'elle est veuve – de guerre, prétend-il pour la valoriser, voire inviter à l'élire pour honorer, à travers elle, le défunt –, évitant ainsi le refus inébranlable de tout conjoint de voir son épouse entrer dans l'espace public, un pré carré masculin ! L'histoire politique de Joséphine Péncalet est celle de l'instrumentalisation d'une femme ordinaire, qui retourne, sans amertume à son banal quotidien, sans jamais renier ses valeurs de gauche, son moment passé. De fait, celui-ci n'occupe qu'un chapitre, passionnant, qui déconstruit les enjeux qui échappent probablement à l'intéressée. A celle-ci, Bugnon parvient à rendre sa véritable existence, réalisant la prouesse d'écrire, en quelque sorte, deux livres en un. Cette quête des traces infimes, la majeure partie de l'ouvrage, contraint à la modestie des *«peut-être»* et des *«sans doute»*. Elle inscrit cette biographie en pointillé dans la veine du beau *Mélancolie ouvrière* de Michelle Perrot (Grasset, 2012), si légitime préface. Comme elle, l'auteur offre, avec sensibilité et rigueur, le récit d'une vie minuscule au féminin, de ses joies et de peines, que l'amour éloigne de la mer pour l'anonymat d'un Argenteuil industriel, que le mort de l'aimé ramène au pays.

YANNICK RIPA



Joséphine Péncalet. DR

FANNY BUGNON
L'ÉLECTION INTERDITE.
ITINÉRAIRE DE
JOSÉPHINE PÉNCALÉ,
OUVRIÈRE BRETONNE
(1886-1972) Préface de Michelle Perrot. Editions du Seuil, 282 pp., 23 €.



LIRE À LIMOGES

21.22.23
Juin 2024

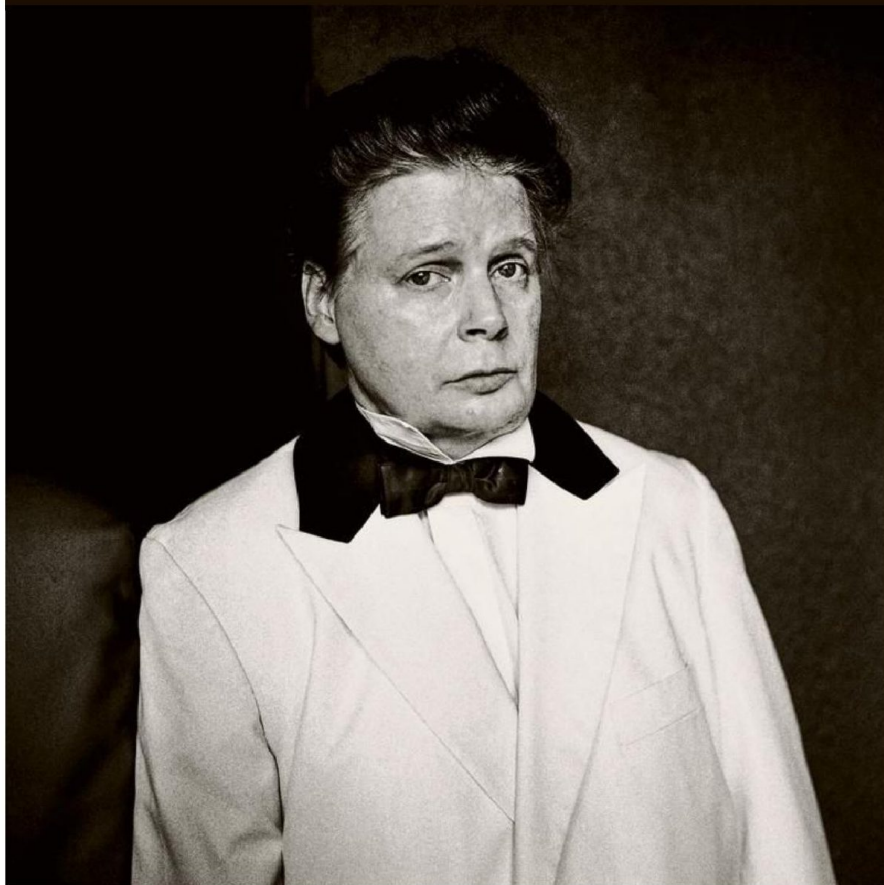
J'ai
vécu
mille
vies
Parce
que
je
lis.

lire.limoges.fr

@LireALimoges

/LireALimoges

CULTURE/



James Chance à Rennes, en 2011. PHOTO RICHARD DUMAS, VU

James Chance: saxo, chaos, dodo

Connu comme l'une des figures de la no wave dans les années 80, le saxophoniste strident avait traversé un maelstrom d'époques et de courants. Il est mort mardi à New York, à l'âge de 71 ans.

Quand soudain, alors que le monde s'effondre tout entier dans un grand fracas métallique désordonné, quatre cents alarmes de voitures se mettent simultanément à hurler. Telle est l'impression que donnait le saxophone de James Chance quand il entrait dans un de ses morceaux en déséquilibre constant, se frayant un chemin entre batteries primitives et guitares aux angles saillants, tel un ivrogne aux yeux rouges avançant titubant, chaussures dépareillées et cran d'arrêt à la main. «*Conçu pour tué*», annonçait le premier titre de son album *Buy* en 1979 – et comme tout bon assassin, il œuvrait sous de multiples identités. James Chance,

James White, et plus rarement James Siegfried, son nom de naissance. Originaire du Wisconsin, il débarque en 1975, à l'âge de 22 ans, à New York où il devient très vite une figure de la jeune scène free-jazz et du courant no wave – réaction bruitiste-avant-gardiste à la new wave et au punk, considérés comme trop complaisants. Repéré au sein du groupe Flaming Youth, c'est surtout avec Teenage Jesus and The Jerks, où joue également sa colocataire de l'époque Lydia Lunch, qu'il va vraiment se faire un nom – aussi changeant soit-il.

En 1977, il forme James Chance and The Contortions, un des groupes qui va synthétiser de la manière à la fois

la plus complète et la plus directe les tumultes qui agitent le Lower Manhattan. Collision anarchique de free-jazz, disco, punk, no wave et musique abstraite, qui se revendique à la fois de James Brown, d'Ornette Coleman et des Stooges et connaîtra, comme Teenage Jesus and The Jerks, une existence intense et éphémère – trois ans à peine, des concerts devenus légendaires où le groupe, habillé en costumes années 50, allait à la confrontation physique avec son public sous l'impulsion d'un James Chance vitupérant, ressemblant à un Chet Baker passé sous un tracteur. Et une poignée de disques pas négligeables, parmi lesquels l'album *Buy*, précité, ainsi qu'une participation à *No New York*, compilation emblématique du mouvement no wave, produite par Brian Eno.

Après un concert ayant viré à l'émeute à Paris – les tensions avaient démarré dès leur arrivée dans la salle, les organisateurs à la sensibilité plutôt anarchiste n'ayant pas particulièrement apprécié l'interview parue dans *Libération* la veille où le saxophoniste déclarait vouloir devenir riche à millions –, le groupe implose, mutant en une entité protéiforme à la Parliament-Funkadelic, jonglant avec les musiciens et les formations et rebaptisée James White and the Blacks. C'est sous ce nom qu'il sort en 1980 *Off White*, disque plus domestiqué, sur lequel figure une nouvelle version du titre *Contort Yourself*, remixée par August Darnell (le Kid Creole de Kid Creole and the Coconuts) qui deviendra pour beaucoup la porte d'entrée dans le maelstrom strident du saxophoniste new-yorkais.

Suivront trois autres albums, *Sax Maniac* (1982), le chaotique *Flaming Demos* (1983) et le décausé *Melt Yourself Down* (1986) avant une longue sortie des radars, où on le verra collaborer toutefois avec Debbie Harry, puis avec la reformation de Blondie à la fin des années 90. Redécouvert au début des années 2000 à la faveur d'un revival post-punk et de la sortie tardive du film *Downtown 81*, dans lequel il apparaît aux côtés de Jean-Michel Basquiat, Arto Lindsay et Fab Five Freddy, James Chance revient à la scène avec les Contortions, réunissant le line-up original, dans un premier temps, puis, à partir de 2006 avec de nouveaux musiciens français. Il jouera quasiment sans interruption jusqu'à sa dernière apparition en 2019, aux Pays-Bas. Très affaibli par le Covid en 2020, James Chance avait vu sa santé décliner ces dernières années. Son frère David Siegfried a annoncé mercredi sur les réseaux sociaux son décès, à New York, la veille. Il avait 71 ans.

LELO JIMMY BATISTA

Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr / 01 87 39 82 95 / 01 87 39 82 89

Disquaire achète au meilleur Prix

DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD
TOUS STYLES TOUTES QUANTITES

Jazz - Pop - Rock - Musique Classique - Métal - Punk - Soul - Funk
- House - World - (Afrique, Antilles, Maghreb) - Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi - Amplis - Cellules - DJ - Jeux Vidéo - Consoles

Déplacement en France
avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH

ANTIQUAIRE EXPERT
EN ARTS ASIATIQUES

Achète comptant

porcelaines, statues, vases, bouddhas,
mobiliers, laques, paravents...

Décorations asiatiques : corail, jade, etc.

MAISON ALEXANDRA

06 15 02 23 98

Déplacement Paris et Province GRATUIT sous 48 heures

Vous voulez passer
une annonce dans



Vous êtes accés à internet ?

Découvrez notre site à votre disposition en ligne
http://jeuxlibe.com/annonces-liberation.fr

Immobilier

immo-libe@teamedia.fr
01 87 39 80 20

VENTE

5 PIÈCES

FONTENAY SOUS BOIS

-94

Appartement à vendre

5 pièces - 87,14 m²

À deux pas, les lignes de bus 118, 122 et 501 facilitent vos déplacements pour rejoindre le RER A-E Val de Fontenay. À seulement 2 minutes à pied des écoles et entouré de commerces, restaurants et boulangeries.

Cet appartement plein de potentiel à FONTENAY SOUS BOIS, offrant une surface de 87m² pour créer votre espace idéal. Situé au 1er étage avec ascenseur, le bien comprend trois chambres, un salon/salle à manger de 32,18 m² pouvant facilement se transformer en quatrième chambre, une salle de bain et un wc séparé. De nombreux rangements et une cave complètent cet appartement.

PRIX : 284 900 EUROS

https://www.seloger.com/annonces/achat/appartement/fontenay-sous-bois-94/2510411.htm

tél. 0614081414 agence s'abstenir

MERCI

est habilité pour toutes

VOS ANNONCES LÉGALES

sur les départements

75-93-94

de 9h à 18h au 01 87 39 84 00

ou par mail : republique@liberation.fr

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00

01 87 39 84 00



www.liberation.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 87 47 98 80
contact@liberation.fr

Édité par la S.A.R.L.
Libération

SARL au capital
de 23 243 682 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382 028 199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants
Dov Alfon

Amandine Bascou-Romeu

Directeur de la publication
Dov Alfon

Directeur de la rédaction
Dov Alfon

Directeur délégué
de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes
de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Lauren Provost,
Alexandra Schwarzbord

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Becquembourg
(spécial), Frédéric
Béziaud (presse),
Laure Bretton (JO), Gilles
Diery (pilotes web),
Christian Lossou
(enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France),
Anne-Laure Barret
(environnement),
Lionel Charrier (photo),
Cécile Daumas (L),
Sonia Delesalle-Stolper
(monde), Fabrice Drouzy
(suppléments),
Yosann Duval (forums),
Mathieu Ecoffier (idées),
Quentin Girard
(modèles de vie),
Cédric Mathiot
(checknews),
Camille Faugarn (actu),
Didier Piron (culture)

ABONNEMENTS

Site : abo.liberation.fr

abonnement@liberation.fr

tarif abonnement 1 an

France métropolitaine : 384 €

tél. : 01 85 56 71 40

PUBLICITÉ

Libé plus

113, avenue de Choisy,

75013 Paris

publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES

& CARNET

10 bd de Grenelle

75015 Paris

tél. : 01 87 39 80 20

annonces@teamedia.fr

IMPRESSION

Midit Print (Gallargues),

POP (La Courneuve),

Nancy Print (Nancyville),

CLA (Reno)

Imprimé en France

ACPM

Le tri + facile

Membre de l'ACPM.

CPPAP : 1125 C 80064.

ISSN 0335-1793.

Origine du papier : France

Taux de fibres recyclées :

100 % Papier détenteur de

l'Eco-label européen

N° F13701

Indicateur

d'eutrophication :

PtO2 0,02 kg/t de papier

La responsabilité du

journal ne saurait être

engagée en cas de non-

restitution de documents.

Pour joindre un journaliste

par mail : initiale du

prénom.nom@liberation.fr

SUDOKU 5314 MOYEN

	9	8	7	1				
4	1	2		5	6			
7			1				5	
2	3				5	7		
8	9				3	6		
3	2			8	6		9	
9	8	5	2	1	6			
6		3	9	2				

SUDOKU 5314 DIFFICILE

		4	3				1	
			4	1	7	2		
8			2	7	4			
3				6				
2			9	3	5	8		
		1				7		
7		2	1				5	
6	3	8	4					
1			9					



Solutions des
grilles précédentes

MOYEN

9	7	8	2	1	3	4	5	6
1	2	4	5	6	9	7	8	3
3	5	6	4	7	8	1	9	2
6	8	2	7	3	4	5	9	1
7	9	1	5	6	8	2	4	3
4	1	5	8	9	2	6	3	7
8	5	7	9	2	1	3	4	5
5	4	1	3	8	7	2	6	9

DIFFICILE

2	7	3	4	1	8	5	9	6
8	4	5	3	6	9	7	2	1
6	9	1	5	2	7	8	3	4
7	1	8	5	2	9	4	3	6
3	2	4	8	9	1	5	7	6
5	6	9	7	4	3	1	8	2
9	5	2	1	7	4	3	6	8
1	8	6	2	8	5	4	7	9
4	1	7	3	6	2	1	5	9

Libération
La boutique

Retrouvez les derniers
numéros de «Libération»
et nos collectifs sur
notre boutique



BOUTIQUE.LIBERATION.FR

JEUDI 20

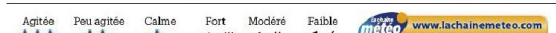
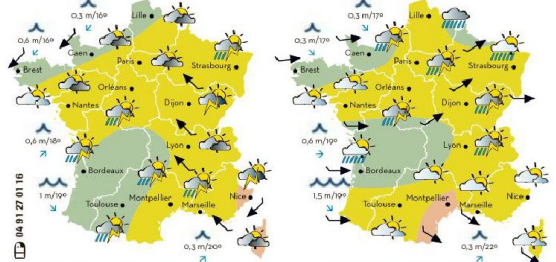
Temps orageux et lourd du Sud-Ouest au Nord-Est, ainsi qu'en Occitanie. Temps frais et variable près des côtes de la manche.

L'APRÈS-MIDI De nouveaux orages avec des chutes de grêle éclatent du Sud-Ouest vers les régions centrales. Au nord de la Loire, il fait moins chaud donc les averses sont moins orageuses. Le temps reste lourd et instable aussi sur l'arrière-pays méditerranéen.

VENDREDI 21

Moins d'orages que la veille et des températures en baisse partout. Une amélioration gagne l'ouest du pays en journée, tandis que les averses restent fortes sur le Grand Est et les Alpes.

EN SOIRÉE Nuit nuageuse avec moins d'averses, mais encore pas mal de nuages pour cette soirée et fête de la musique. Le vent est très frais partout.



FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	11	22	Lyon	20	22	Alger	19	25
Caen	13	20	Bordeaux	14	21	Berlin	11	22
Brest	14	19	Toulouse	18	22	Bruxelles	12	22
Nantes	14	22	Montpellier	20	27	Jérusalem	23	34
Paris	15	22	Marseille	21	30	Londres	9	20
Strasbourg	16	23	Nice	22	29	Madrid	13	20
Dijon	16	23	Ajaccio	27	33	New York	20	32

Une, deux, trois soleils

Léonor Graser Sociologue, la cadette de Maïwenn et Isild Le Besco a aidé cette dernière à rédiger son ouvrage sur l'emprise exercée par Benoît Jacquot.



La vie l'a vite privée de toute illusion. Elle sait bien que *Libé* s'intéresse à elle à cause de ses sœurs : Maïwenn et Isild Le Besco. Deux actrices singulières, happées à l'adolescence par des cinéastes bien plus âgés, des surdouées devenues réalisatrices, l'air drôlement émancipées, styles et féminismes opposés. « *Evidemment, vous voulez la troisième sœur...* » soupèse la cadette, née en 1984 de la même mère, Catherine Belkhodja, cette pétroleuse d'origine algérienne qui eut mille vies, surveillante, journaliste télé, architecte, comédienne... et cinq enfants de trois pères différents. Léonor Graser est la numéro 4 et sa voix, douce au téléphone, demande un temps de réflexion. Elle dit qu'elle est sociologue – pas par hasard – qu'elle a toujours préféré rester derrière le miroir, même si elle a co-signé *Dire vrai*, l'ouvrage dans lequel Isild Le Besco raconte l'emprise de Benoît Jacquot, subie il y a vingt-cinq ans, et les violents qu'il l'ont conduite à porter plainte. « *Ce livre est aussi le mien*, confie la sœur qui a ciselé les pages avec sa plume précise, ses souvenirs, ses analyses. *Je veux bien vous voir pour montrer qu'il y a, dans ces souffrances, de la résilience, des femmes qui cheminent et se libèrent en*

semble. Moi, ce qui m'intéresse, ce sont les parcours, les gens qui trébuchent et se relèvent. Sinon, c'est pas la peine. »

Rendez-vous un après-midi de frais soleil, dans un bistrot de Belleville, le quartier de son enfance, jamais quitté. L'année scolaire s'achève, la sociologue court un peu moins, entre ses cours, ses ateliers d'écriture, ses îlots préservés pour créer des contes et des chansons pour enfants, sa passion. Elle est tout en noir, lumineuse, comme un Soulages. Corps épanoui, boucles brunes, yeux ardents, peau soyeuse, Léonor Graser aurait pu, elle aussi, crever l'écran. Sa mère l'a d'ailleurs tôt mise devant la caméra, comme ses frères et sœurs. C'était le moyen de gagner des sous, de nourrir ses rêves à elle, qui aurait tant voulu être en haut de l'affiche. « *Léo* », comme l'appellent ses proches, a joué la fille d'une garagiste dans *le Mur aux fées*, premier petit rôle avant tant d'autres... « *C'était pas un choix*, glisse-t-elle. *Certains trafiquent ou devalent. Nous, on courait les castings.* »

Elle suivait, avec ses frères et sœurs tous soudés dans la débrouille, les rires, le bazar, les montagnes de linge et le frigo rarement plein, école à la carte mais conservatoire obligatoire.

La mère était « *trop belle et trop libre* », une guerrière débordée, éruptive, violente, seule à faire bouillir la marmite, rentrant tard le soir, à peine le temps de se changer, pour repartir danser. Maïwenn a raconté cette drôle d'enfance dans un spectacle, ses films. Isild aussi, dans son livre. Léonor n'a rien à ajouter. Elle a toujours été la plus diplomate, la plus douce, celle qui rangeait, chantait des berceuses. Les trois aînés, Maïwenn, Isild et Jowan, avaient le même père qui vivait tout près. Le sien était loin, un Allemand, dénommé « *Wolfram Graser* », un physicien, un musicien génial, avait dit la mère, qui envoyait souvent sa petite en vacances en Bavière. Les grands-parents étaient aux petits soins, lui, un militaire, ancien de la Wehrmacht, tout doux, sa femme, bonne cuisinière, la maison impeccable, les repas chauds, à heure fixe, des biscuits de Noël en forme de sapin. « *C'était Disneyland. Ce grand-père nazi était "le seul espace non autoritaire", celui qui avec sa femme, me mettait, à ma place d'enfant. Je les adorais.* » Puis, à l'adolescence, changement de décor, de version. L'Allemand eut des doutes sur sa paternité, à raison ; la mère en désigna alors un autre, écrivain, journaliste à *Elle*, fils d'un rescapé de Dachau. C'était fou, comme une farce de l'histoire.

Rencontre au café ; lui, père de trois enfants, sympa, proposant, après un test ADN, d'ouvrir les portes de sa famille. Léonor, 17 ans, troublée : « *Je me voyais dans son visage, je découvrais des gens qui me ressemblent.* » Depuis lors, elle dit « *mes deux pères* ». Et aussi qu'elle n'a jamais rien jugé, ni quémandé. Le sourire tremble : « *Il m'a fallu du temps pour en arriver là, des années de thérapie. J'ai enfoui mes émotions.* » A l'époque, la vie c'était ça, du grand cinéma. La mère, toujours à composer ses rôles. Les sœurs, avides de lui échapper, aimantées par les caméras. Maïwenn, à 15 ans, s'est enflammée pour le magicien du *Grand Bleu*, Luc Besson, vite enceinte, mariée, sans lâcher sa nichée de Belleville, souvent conviée dans son nouveau monde. Léonor, 7 ans alors, a d'abord tout adoré : le bel appartement près du Luxembourg, la villa en Provence, les virées à Los Angeles. Mirage :

1984 Naissance aux Lilas

1998 Rôle dans la Puce d'Emmanuelle Bercot

2012 Doctorat de sociologie

2024 Dire vrai (Denoël)

« *J'étais mal, le sentiment de n'être nulle part à ma place.* » Besson avait des largesses et des petites gens, moquant l'appétit de Léo, ses ronds, la dessinant devant le bac de vaisselle, à lécher les assiettes. Il abandonna vite Maïwenn, les petits derrière elle. Et Isild, à son tour, tombait dans les filets de Benoît Jacquot. « *Je voyais ma sœur de 16 ans répéter ses mots, ses idées comme si c'était la référence ultime. Moi, je le trouvais con. On ne se comprenait plus avec Isild, on s'est éloignées.* » Le cinéma lui a donné la nausée : « *Je n'ai aucune fascination pour ce milieu, le pouvoir créatif, ces soi-disant génies. Je les observais, leur ego, leur narcissisme, leur pouvoir...* »

A 14 ans, elle était déjà sociologue, avec ce « *cœur socialiste* », sensible aux injustices, qui votera bientôt Front populaire « *à fond, évidemment* ». Elle a désespérément couru après la normalité, et l'ordre. « *En première, Léonor a décrété vouloir être femme de ménage. Je lui ai dit : "Vas-y, prends une serpillière et je vais te montrer comment te traiteront les bourgeoises"*, raconte sa mère, rencontrée aussi à Belleville, toute pétaradante, robe fleurie, ongles bleus, lunettes de star. *J'ai tout donné à mes filles, même si elles m'en mettent aujourd'hui plein la gueule. J'ai ouvert la voie, cassé les barrières sociales, les codes avec les hommes...* Léonor, comme les autres, est une femme brillante, et libre. » Pas faux, sa vérité à elle.

Cette fille-là aussi a décampé vite, à 17 ans, petits boulots, toujours un peu de cinéma, et l'écriture, vitale, des chroniques, des collaborations à des scénarios, des ouvrages. Elle a suivi des études à la Sorbonne nouvelle, en médiation culturelle, jusqu'au doctorat de sociologie, thèse consacrée au processus créatif des écrivains du XX^e siècle. Elle a épousé un éducateur, issu d'une famille de chercheurs, enfin simple, saine, aimante. Leur fils, né en 2014, s'appelle Pacey, « *le chemin de la paix* ». Léonor Graser l'a enfin trouvé, à l'aube de la quarantaine. Elle s'est rapprochée d'Isild, quand toutes deux, divorcées, ont pu raconter leurs versions de l'enfance, leurs prisons, leurs souffrances. « *Avec ce livre, nous nous sommes ressoudées* », disent-elles. Avec Maïwenn, ça viendra, forcément. Chacune son chemin. La mère, à son tour, prépare un livre. Léonor, elle, n'écrit pas sur son passé. Tout est dit, désormais. Tout est clair. Le noir est devenu lumière. ♦

Par **SOPHIE DES DÉSERTS**
Photo **MARIE ROUGE**

LE PORTRAIT

Par
EMMANUEL VAILLANT
et EDOUARD ZAMBEAUX
Dessins
JAMES ALBON

Sur un terrain classique, sur les toits de Paris, à travers un écran voire dans un parking souterrain, il y a mille manières de mouiller le maillot. En solitaire, en équipe, dans les gradins, il y a cent façons de rentrer dans la mêlée. Pour le défi, pour la gagne, la tête dans le guidon, tout schuss, en danseuse ou... avec flemme, chacun sa manière de relever le gant. L'essentiel n'est-il pas de participer ? En amont des Jeux olympiques et paralympiques, l'aventure proposée par le média en ligne ZEP (Zone d'expression prioritaire) et la direction des affaires culturelles d'Ile-de-France à près de 250 jeunes de la région était simple : faire transpirer le stylo pour livrer un récit personnel et sportif. Une performance d'écriture pour passer le relais d'une histoire de sport à partager. Une course de fond de six mois d'ateliers s'est déroulée à travers l'ensemble des départements de la région capitale pour accompagner ces jeunes sur le chemin de l'écriture. *Libération*, fidèle partenaire de ces aventures éditoriales transforme l'essai et ouvre aujourd'hui ses pages à une sélection de ces textes dont l'intégralité peut être consultée sur le site zep.media. Ils nous éclairent sur ces sports du quotidien qui irriguent et structurent la vie des jeunes. Tactiles, sensibles et concrets, ils rendent au sport sa modestie, son universalité, sa ferveur et... sa banalité parfois tristement sexiste. Loin des paillettes, des records et de la course aux médailles qui ne manqueront pas de baigner les Jeux, ils nous emmènent eux aussi, à leur manière, plus loin, plus haut, plus fort dans l'intimité sportive d'une classe d'âge. Les textes sont là entre vos mains, le relais est passé. A vous de jouer, à vous de lire. ➤

Derrière les JO, le sport au quotidien

Six mois d'ateliers d'écriture avec près de 250 jeunes de la région Ile-de-France leur ont permis de livrer un récit personnel et sportif. «Libération» publie leurs témoignages.



Terrains de jeux

«Je joue aussi dans les parkings avec mes potes»



Foot, urbex, musculation... six jeunes racontent comment ils trouvent des terrains de jeux pour pratiquer un sport, voire pour éviter d'en faire.

BAKARY, 14 ANS, AULNAY-SOUS-BOIS
«LE FOOT, C'EST PARTOUT»

«Le foot, c'est partout. Je peux jouer en bas de mon bâtiment avec mon petit frère. Je peux construire le terrain avec des branches d'arbre, des cailloux que je ramasse par terre ou des habits pour faire les poteaux. Je fais ça souvent quand j'ai la flemme d'aller jusqu'au terrain. Je mets soit mon manteau soit mes chaussures (je joue pieds nus), et tout le monde fait pareil. Les gens qui ne veulent pas mettre leurs vêtements, je leur interdis de jouer. Comme on dit : "Tout le monde pose." J'ai abîmé beaucoup d'habits en faisant ça. Pour les dimensions du but, je compte cinq pas. Des fois, je triche, je rétrécis mes cages.

«Du foot, j'en fais aussi dans le couloir de ma maison. J'ouvre la porte de la chambre et je me mets à l'autre bout. J'essaie de tirer la balle pour qu'elle rentre dans la chambre. Ça, je le fais quand il fait trop froid dehors. Je l'ai fait aussi pendant le confinement, même si ma mère me criait dessus. Elle me disait que si j'étais cassé, c'était moi qui allais repayer ou qu'elle allait me taper. Mais c'était

juste des menaces. Bon, c'est vrai que j'ai cassé le grand miroir du couloir. Ma mère était tellement en colère qu'elle voulait me frapper, mais mon père m'a protégé. Du coup, j'ai enlevé ce terrain de mon programme.

«Je joue aussi dans les parkings avec mes potes, comme dans le dessin animé Foot2Rue, surtout les après-midi, avant de repartir à l'école, et parfois à la fin de la journée. Pour entrer, on attend qu'une voiture arrive et on la suit tout doucement. On passe derrière discrètement, sinon, si quelqu'un nous voit, il nous fait sortir. Au parking, on ne fait pas de match, juste des dribbles. Quand on joue, il n'y a pas de limite. Et ça se passe toujours mal, car on finit par casser des vitres ou des rétroviseurs. Souvent, on se fait sortir. Un jour, on a cassé une voiture. C'est un des mes potes qui a tiré sur la vitre. Après ça, on a tous couru. Je suis tombé et je me suis écorché le bras. Je joue aussi sur des terrains de foot. Juste en bas de chez moi, il y a le terrain bleu. A chaque fois que j'y suis, soit je vois des papas avec leurs enfants, soit des grands de la cité, soit mes potes qui y sont déjà. Quand je les rejoins, on fait des matchs, des vrais... ou alors on s'assoit et on parle.»

WALLISON, 17 ANS, LYCÉEN, DAMMARIE-LES-LYS (SEINE-ET-MARNE)
«UN CORPS À SCULPTER»

«Avant, j'étais mince et faible. Je n'avais pas mon corps. Pour moi, un beau corps, c'est un corps avec plus de définition et peu de graisse. Alors un jour, il y a deux ans, je suis allé à la salle de sport avec mon oncle. Lui est musclé car il va à la salle cinq fois par semaine. Je savais que ma génétique était bonne et que j'obtiendrais des résultats rapides. Mon oncle m'a payé l'abonnement et m'a donné des conseils. Il m'a appris à m'entraîner. J'en fais maintenant cinq fois par semaine. C'est beaucoup, mais nécessaire. Je préfère m'entraîner quand il n'y a pas

beaucoup de monde. Moins il y a de gens, moins il y a de bruit, et mieux c'est. J'entraîne ma poitrine, mes bras et mes jambes. J'ai fait beaucoup d'entraînements pectoraux. Ce sont mes préférés. Je fais aussi mes séances de musculation à la maison, en faisant des exercices pour les bras et la poitrine. Je m'allonge sur le sol, je ramasse les haltères et je fais du développé-couché.

«Mon alimentation a aussi changé. Mon menu : œufs, poulet, couscous, smoothie à la banane. Manger plus pour gagner plus de masse musculaire.

«Je bois aussi plus d'eau. C'est difficile au début mais, avec le temps, je me suis habitué. Certains de mes amis ont été inspirés par moi. Deux d'entre eux font de la musculation. Je leur ai appris quelques exercices notamment pour les biceps. Nous faisons des entraînements ensemble. Il y a de l'entraide entre nous. J'apprécie ces moments. C'est amusant, on rit beaucoup. Aujourd'hui, j'ai progressé en termes de prise de poids. J'ai pris 4kg et je fais 52kg. Je suis devenu plus fort. J'aime davantage mon corps, même s'il n'est toujours pas comme je le souhaite. Je veux toujours avoir plus de muscles et plus de définition. "N'arrête pas d'évoluer !" C'est le message que j'aimerais envoyer à mon corps.»

YASSER, 19 ANS, ÉTUDIANT, PARIS
«JE SUIS COMME UN MONTAGNARD DE PARIS»

«Un soir, en été, je me suis retrouvé en galère à Paris. Je cherchais une solution pour combler mon ennui et, d'un coup, un pote m'a proposé d'aller sur les toits. On est rentrés dans un immeuble, on est montés, on a activé une trappe d'accès pompiers et elle s'est ouverte. Arrivé là-haut, je suis resté bouche bée. Je voyais Paris du haut de mon promontoire, la nuit, pour la première fois. Ça me donnait des frissons. Je regardais le plus loin que je pouvais les bâtiments haussmanniens. Je regardais la rue, les lumières, et le ciel, bleu marine à la limite du rose clair. C'était tellement magnifique que j'ai versé une larme. Je suis resté jusqu'au lever du soleil. J'étais collé aux toits. Le début de ma passion pour l'urbex.

«L'urbex, c'est mon sport. C'est de l'exploration. C'est au jour le jour. À l'instinct. Je ne prends pas la peine de me préparer. C'est l'intuition qui me dit qu'il y a quelque chose à explorer. Je grimpe tout ce que je peux. Les petites maisons des enfants dans les parcs, les loges des gardiens, les grillages des parcs, les toits d'immeuble et le Lidl de mon

quartier... je fais des parcours dans la dalle des Olympiades, où j'habite. Le truc le plus dingue, c'est de monter sur le toit d'un immeuble de ma cité qui fait 27 étages. Je ne fais pas de repérages. Je me balade, je vois le quartier tellement beau que je me dis qu'en haut il doit être encore meilleur. Je rentre dans un bâtiment derrière une personne et je monte sur les toits. C'est un mélange d'excitation, d'adrénaline et de passion pour la beauté des paysages. Les toits de Paris, j'en ai une obsession. Chaque toit est différent. Tout le monde peut grimper, mais il y a des choses à apprendre. Il faut savoir se réceptionner avec les jambes, sur les doigts de pied, pas sur les talons, bien orienter ses mains, gérer sa force, analyser la distance. Ce sport me fait dépasser mes limites.

«Je me suis souvent fait peur. Aller dans l'interdit, ça fait partie de l'excitation. Plein de fois, on m'a pris pour un voleur. Je me suis déjà fait attraper par des gardiens. Mais pour l'instant j'ai réussi à esquiver la police. Le sport, c'est fait pour libérer d'un poids intérieur. Là, je vais à la recherche. Je vais chercher l'endroit qui me permettra de voir l'horizon. Je suis comme un montagnard de Paris. Mais les prises ne sont pas les mêmes qu'à la montagne. D'ailleurs, j'ai envie de monter les Alpes. Je n'ai jamais été à la montagne.»



JAMES ALBON

SAYEH, 22 ANS, ÉTUDIANT, VILLEPARISIS (SEINE-ET-MARNE)

«DE QUOI DE ME TENIR SUR UN PIED D'ÉGALITÉ»

«Lâcher le poignet, tirer et retenter. Ces gestes, je les ai répétés un nombre incalculable de fois. Mais, ce jour-là, c'était un match pas comme les autres. Dès la première période, j'ai rentré un trois points, un tir longue distance, ce que je ne fais pas d'habitude. Ça nous a donné l'avantage et ça m'a donné la confiance. J'ai aidé mes coéquipiers, j'ai fait quelques actions déterminantes avec des interceptions décisives, je me suis vraiment exprimé sur le terrain ! Je me souviens de ce premier match de basket avec mes potes, un après-midi d'été en 2017 sur le terrain de Sevrin. J'étais en sueur mais heureux. Pour la première fois, je me sentais bon à un sport avec des valides alors que je suis né avec un handicap à la jambe gauche qui me fait boiter. Le syndrome de Little. «Au départ, j'étais plutôt fan de foot. Mais ce sport me ramenait toujours à mon infériorité, car j'ai du mal à coordonner les mouvements de mes jam-

bes. Au foot, j'ai l'impression de jouer comme un pantin désarticulé. J'ai découvert le basket en EPS au collège. Au début, je n'étais pas très bon, mais j'étais déjà meilleur qu'en foot. J'ai commencé à jouer tout seul, à tirer sans utiliser mes jambes mais plutôt la force de mes bras. J'ai regardé beaucoup de vidéos de coaching. Au bout de cinq mois, j'ai joué en équipe.

«Maintenant, je joue deux à trois fois par semaine avec mes amis ou ma famille sur un terrain près de chez moi. Vu que je n'ai pas les mêmes qualités physiques, je mise sur la stratégie, c'est-à-dire que je joue avec ma tête. J'analyse le terrain sans le ballon. Je fais des écrans pour empêcher le joueur adverse de passer et créer des occasions pour mon équipe. En jouant avec les valides, je montre mes capacités défensives et je prouve à mon équipe que je peux être fiable au-delà de mon handicap. Ce sport m'a permis d'avoir un meilleur contrôle de mon corps et de mes mouvements. De quoi de me tenir sur un pied d'égalité. Ça a fait évoluer ma vision du sport collectif en prenant en compte les particularités de chacun de mes coéquipiers. Mon handicap n'est plus une faiblesse, je le vois comme une autre manière d'appréhender le sport. »

KHADIJA, 15 ANS, COLLÉGIENNE, AULNAY-SOUS-BOIS (SEINE-SAINT-DENIS)

«PLUTÔT MENTIR QUE COURIR»

«Comme tous les vendredis, je ne voulais pas aller au club de judo. J'étais fatiguée. J'avais travaillé toute la semaine. J'ai essayé de trouver un arrangement avec mes parents, mais ils n'ont rien voulu entendre.

«Alors, j'ai trouvé un accord avec ma sœur. Elle aussi avait la flemme d'y aller. Si j'avais menti toute seule, elle m'aurait balan-

cée. En plus, elle aime bien mentir et elle est douée pour ça. Elle a donc commencé à me proposer des mensonges. Je l'ai payée, évidemment. Seulement 2 euros (elle est facile à acheter). Et on a trouvé un joli mensonge : on a dit que le club était fermé.

«Ce n'était pas la première fois qu'on rusait ensemble. A la sé-

ance d'après, on a dit que le coach avait attrapé le Covid. Finalement, on n'y est pas allés pendant trois semaines. Grâce aux idées de ma sœur.

«Mes parents ne pouvaient pas vérifier car ils n'avaient pas le numéro du prof. Petit à petit, ils ont oublié que j'avais judo. Ils avaient aussi compris qu'on n'aimait pas y aller. Je n'irais pas jusqu'à dire que je déteste le sport... seulement que je m'en passe sans difficulté. »

ASSIATOU, 18 ANS, ÉTUDIANTE, NANTERRE (HAUTS-DE-SEINE)

«LE CITY STADE DE MON ENFANCE, C'EST L'ENDROIT OÙ J'AI PASSÉ LE PLUS DE TEMPS L'ÉTÉ»

«Le city stade de Nanterre, c'est le city de mon enfance. Quand j'y repense, plein de souvenirs remontent à la surface : l'odeur du béton et de la sueur, les cris des enfants, le bruit du ballon de basket, le contact du ballon de football et du crampon... C'est l'endroit où j'ai passé le plus de temps en été. J'ai commencé à y aller à 9 ans. Je m'éclatais autant avec les filles qu'avec les garçons. A cet âge, je me souciais moins du genre. Je voulais juste gagner. Je me souviens d'un vendredi où j'ai joué au football avec un groupe de jeunes garçons. Ils m'ont bien accueillie. Après que j'ai marqué un but, certains m'ont checkée. Un autre jour, j'ai rencontré un basketteur pro qui m'a enseigné des techniques de dribble. J'en étais tout excitée.

«A partir de 11 ans, les filles se sont faites rares. Mes copines ne voulaient plus y aller. Plus je jouais avec les garçons, plus je me blessais. Je rentrais avec des égratignures aux coudes et aux genoux, ou des bleus aux tibias. Parce que j'aimais jouer au city stade, je me demandais : est-ce que je suis un "garçon manqué" ? J'en arrivais à me dire que les city et le sport en général étaient pour les garçons.

«A 12 ans, mon attachement aux activités sportives m'a isolée des autres filles qui refusaient de jouer au ballon. Elles me tenaient à l'écart des discussions sur la féminité. Pourtant, ça m'intéressait. Pour elles, je ne pouvais pas aimer les deux. Comme je me sen-

tais écartée de mon groupe de copines, je suis de moins en moins allée au city. Peu à peu, j'ai perdu le goût de jouer là-bas. A la place, je me suis inscrite dans l'équipe féminine de basket de mon collège.

«Cette séparation d'avec les garçons et le city m'a rassurée. Je me disais que je trouverais peut-être ma place en tant qu'adolescente. D'un autre côté, je me sentais un peu étrangère face à la mentalité d'une grande partie des filles de mon âge. Elles comparaient leurs physiques, leurs attitudes... Je préférais la vraie compétitivité que j'avais connue sur le terrain !

«L'été de mes 16 ans, je suis sortie faire une balade à vélo avec mon frère de 9 ans et ma sœur de 11 ans. Nous sommes passés devant le fameux city. Plein d'enfants jouaient. Leurs parents étaient assis sur des blocs de pierre. Mon petit frère voulait absolument y aller. Cet épisode a marqué mon retour au city stade de Nanterre.

«Aujourd'hui, j'ai 18 ans. Je continue à y aller avec mon frère et ma sœur pour m'amuser et passer du bon temps. Quand je garde des petits, j'y vais même pour jouer au foot avec eux. Je les regarde s'amuser : les filles, elles, font plutôt de la corde à sauter à côté, il n'y a pas vraiment de mixité. J'ai l'impression qu'il y en a moins que quand j'étais petite. Ou alors ce sont mes souvenirs d'enfant qui sont erronés, car j'étais concentrée sur mon envie de jouer. »

Mental Plus haut, plus fort, plus vite

**CATRINE, 18 ANS, ÉTUDIANTE, PARIS
«COMME LES GARÇONS HYPER CONFIANTS»**

«Vous voyez ça ? C'est absolument pas ce genre de passe qu'il faut faire. Voilà ce qu'a dit ma professeure d'EPS devant tous mes camarades, en cinquième, quand j'ai montré comment faire une passe en volley. J'ai eu honte. J'ai rougi. Au collège, les cours d'EPS m'ont persuadée que le sport, ce n'était pas pour moi. Chaque séance se passait de la même manière. Les garçons étaient constamment nommés chef d'équipe. Même s'il ne fallait pas «que ce soit toujours les mêmes»... Ensuite, chaque capitaine choisissait les plus forts. Les autres soufflaient à leur chef des remarques comme : «Choisis lui, ça se voit qu'il est plus fort que l'autre». Puis, je voyais bien qu'ils ne choisissaient plus en fonction des critères sportifs, mais de l'appar-

rence. «Je préfère elle que les deux autres»... J'avais l'impression qu'on était dans une compétition de beauté malsaine.

«Lorsque les matchs démarraient, il fallait des remplaçants. Aucun garçon ne voulait être sur le banc. Ils demandaient aux filles : «T'es sûre que tu veux jouer, toi ?» On avait hâte d'être sur le terrain, mais on finissait sur le banc des doublures. Je me disais que je n'étais sûrement pas douée. Je n'attendais plus qu'on me pose la fameuse question : j'allais directement sur le côté. J'y retrouvais mes copines de banc. Elles me disaient souvent en plaisantant : «Ça va être l'heure de permanence». Jusqu'à la fin de mes années collège, je n'ai joué qu'un match sur quatre. Mes rares fois sur le terrain, si je faisais des mauvaises passes, c'était la fin du monde. Les garçons me prenaient de haut : «T'es sûre que tu connais les règles de ce sport ?», «Je vais te montrer ce qu'est une vraie passe». Lorsqu'un garçon ratait son coup, les mêmes

le rassuraient en affirmant que c'était une situation «qui pouvait arriver». Et l'enseignant n'intervenait presque jamais. Je me suis investie en maths et en français. Là, personne ne me disait que je n'avais pas ma place.

«En troisième, dès que les barrières sanitaires ont été assouplies après le Covid, j'ai eu envie de faire de la course. Je ne voulais pas de sport collectif. Je me suis tout de suite sentie plus libre. Personne ne m'imposait le nombre de kilomètres à réaliser ou d'aller plus vite. J'étais comme les garçons hyper confiants de ma classe de collège. Au fil des courses, j'étais capable de faire le tour du parc départemental. Ça m'a pris un peu plus d'un an et demi, mais j'étais assez fière de moi. En terminale, j'ai retrouvé le demi-fond parmi les différents menus proposés au baccalauréat d'EPS. Les courses en seconde m'avaient donné confiance en moi. J'ai fini par avoir 15 ans bac de sport. Je n'étais plus la remplaçante, plus la nulle du cours d'EPS.»

**RYAN, 26 ANS, ÉTUDIANT, ILE-DE-FRANCE
«LE FOOT EN CLUB, ÇA CLASSE»**

«T'es nul», «Arrête le foot», «Tu pue la merde»... ça commence doucement et ça finit en pires injures. Comme dans plein de clubs de quartier que je connais, les insultes, c'est commun. Surtout pendant les entraînements. La pression est tellement forte que les joueurs ont peur de rater une passe ou un contrôle au risque d'être pris pour cible. Un jour tu marques un but, tu es trop fort. Le lendemain tu l'as manqué et tu pue ta race. J'ai fait ma première licence à l'âge de 10 ans dans le club de foot de ma ville, un club de quartier, avec une très forte culture de la gagne, dans chaque catégorie et dès le plus jeune âge. Une fois sur le terrain de foot, il n'y a plus d'amitié. Ce sport d'équipe devient totalement individualiste. Les encouragements se transforment vite en reproches, en insultes et même en harcèlement. Le summum, c'est dans les vestiaires. Là, ça devient limite un abattoir où des joueurs n'hésitent pas à se liguer contre un autre qui est supposé avoir été «nul» ou «le plus nul». Les entraîneurs n'y font pas attention. Ils sont habitués. Eux-mêmes ont vécu ça quand ils étaient joueurs. «Pendant les matchs, c'est moins intense. Car les coaches, qui ont besoin d'unifier leur équipe, ne le tolèrent pas. Mais surtout parce que les «nuls» ne sont pas sélectionnés. J'ai eu la chance de ne pas trop subir, car j'étais plutôt bon et, surtout, parce qu'il y avait toujours plus «nul» que moi. Ce qui est triste, c'est que moi-même je me suis moqué d'un coéquipier. J'ai connu des joueurs qui ont fini par changer de club ou par arrêter le foot. C'est disproportionné. Je suis fan de sport, mais le foot n'est pas un jeu. C'est un ingrât. Même dans une équipe de niveau départemental. La seule chose qui compte, c'est la gagne. Ceux qui n'ont pas cette mentalité seront tout simplement exclus, parce que personne ne veut d'un joueur qui veut juste s'amuser. Et plus tu montes, plus il y a d'insultes car il y a plus à gagner et... à perdre.»

**QUENTIN, 15 ANS, LYCÉEN, TORCY (SEINE-ET-MARNE)
«APRÈS MA BLESSURE, J'AVAIS RENONCÉ À TOUT ESPOIR»**

«Quand je touche une balle, il m'arrive encore d'avoir mal. La douleur est éphémère, une demi-seconde, mais je continue quand même. La saison dernière, une blessure a failli me faire lâcher prise au volley. Je l'ai soignée avec du repos et sans médicament. Je suis dans un club de volley depuis trois ans. Celui de Torcy. C'est un assez gros club permettant de monter à de hauts niveaux, comme les compétitions nationales. Je m'y plais. Pendant un entraînement, je me suis blessé. J'étais loin d'être le meilleur de l'équipe. J'étais le remplaçant des réservistes. L'image que je me faisais de moi était celle d'un joueur médiocre avec peu de chances de réussir à quitter ce banc pour aller jouer sur le terrain. Pendant une attaque adverse, j'ai sauté et j'ai mis mes mains afin de bloquer cette balle. En retombant sur mes pieds, j'ai ressenti une douleur à la main. Le déni a duré une petite seconde. Celle d'après, la torture a commencé à régner sur mon doigt. Elle m'a arrêté net de jouer. J'ai quitté le terrain. J'ai téléphoné à ma mère et nous avons passé la soirée à l'hôpital. Résultat : une entorse et un arrêt

du volley jusqu'à la fin de saison. J'étais dépité. Me priver de mon échappatoire pendant des mois, c'était impossible !

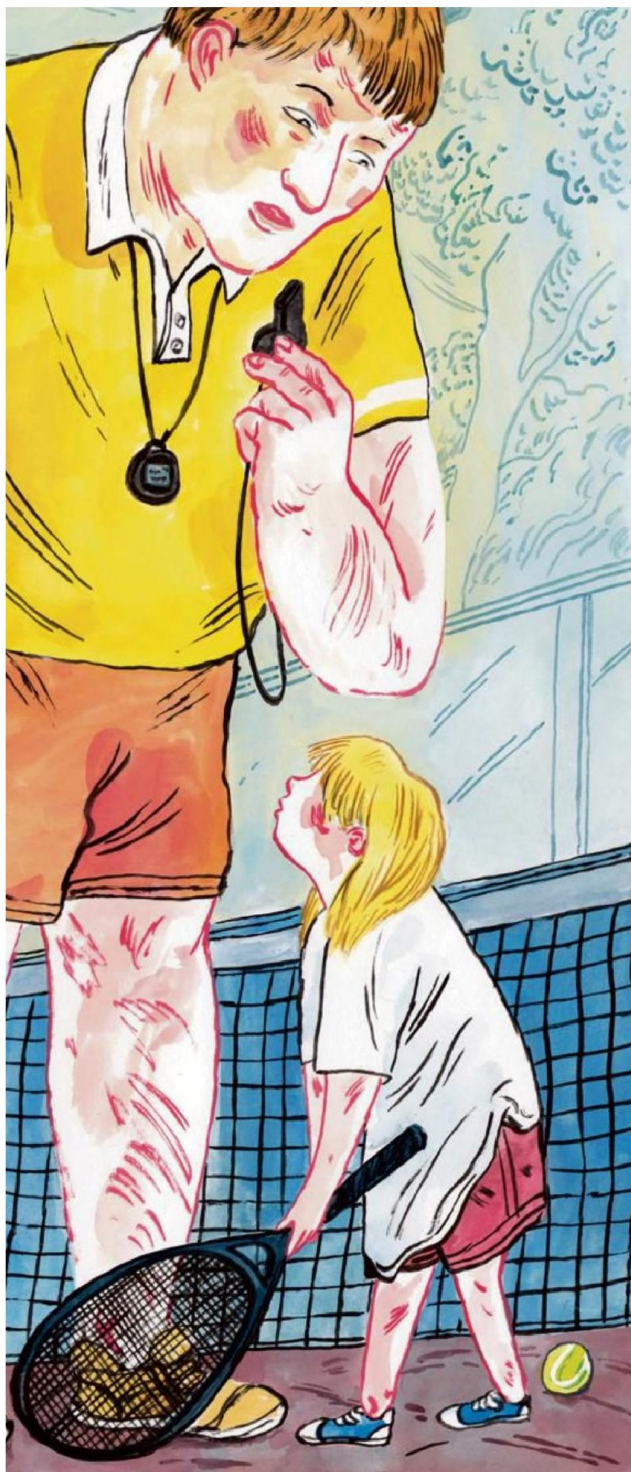
«Les vacances passent. Une nouvelle saison débute. J'ai une peur énorme de reprendre en ayant perdu tout mon niveau. La peur d'encore être mis de côté. J'avais renoncé à tout espoir de rejoindre les plus grands. J'hésite à renouveler ma licence. Je réfléchis des heures. Je m'imaginais devoir abandonner mes projets de futur joueur titulaire. Ma détermination prend le dessus. Je décide de faire une nouvelle saison. Nous sommes 30 dans ma catégorie, la M18. L'entraîneur, que je connais très bien, décide de faire deux équipes. La 1 est la meilleure. L'entraîneur

J'ai une peur énorme de reprendre en ayant perdu tout mon niveau. La peur d'être encore mis de côté.

connaît ma blessure. Il me met en équipe 2, avec comme objectif de monter en une. Un nouveau coach arrive dans le club. Le meilleur, selon moi. Je lui parle de mes problèmes. Je me souviendrai toujours de la phrase qu'il m'a dite ce jour-là : «Malgré ta blessure, je t'accompagnerai dans ton évolution.» Il fait de moi son «apprenti.» Il me change de poste, améliore mes mouvements. Il m'engueule, certes, mais ça me motive.

«Aujourd'hui, je suis capitaine d'une superbe équipe, un des meilleurs joueurs, le meilleur attaquant. Je suis fier de mes coéquipiers, et fier de porter le numéro 7. J'ai la meilleure détente, selon mon entraîneur. Je ne suis sûrement pas celui avec le plus de force, mais j'ai une vision de jeu que d'autres n'ont pas et qui me permet de viser aux endroits où personne n'est. La douleur est encore présente, malgré le strap autour de mon doigt pour éviter un nouvel impact. Quand je joue, en plus d'avoir peur de perdre, j'ai peur de la blessure. J'ai toujours cette peur de redevenir ce joueur médiocre. Je joue actuellement en niveau départemental. C'est loin d'être le niveau que j'attends. J'espère rejoindre les meilleurs, et pourquoi pas jouer en équipe de France. Mon adversaire principal est sur le bout de mes doigts.»





JAMES ALEON

JOYNA, 22 ANS, ÉTUDIANTE, PARIS «QUAND JE DANSE, JE RESPIRE»

«Fermer les yeux, sentir chaque partie de mon corps qui bouge, rapidement, puis lentement, sur une musique rythmée, saccadée. La danse est mon sport, mon adrénaline, ma vitamine, mon souffle. Quand je danse, je respire, je bouge et je me sens en lien avec tout ce qui m'entoure, l'eau quand je transpire, le vent qui danse avec mes mouvements, la terre qui ressent mes pas, le feu qui brûle dans mon cœur quand je m'essouffle et me fatigue sans m'arrêter de bouger. Quand je danse, je me sens voler, libre, je frissonne à chaque rythme, chaque mouvement, chaque impact sonore. Quand je danse, je me sens toucher le ciel, mais aussi m'enfoncer dans la terre. Quand je danse, je

me sens pleine et vide, je me sens vivre et mourir, ressentir l'espace autour de moi. Sans la danse, j'ai mal à l'âme.

«Depuis toute petite, j'ai grandi avec l'art de la musique. Quand mes parents se sont rencontrés, ils jouaient dans le métro, ma mère chantait, mon père jouait de la guitare. J'ai enchaîné les cours de danse: classique, modern jazz, contemporain, un peu de flamenco et du hip-hop. Plus je grandissais, plus les

**Petit à petit,
j'ai sombré.
Je ne dansais
plus, j'étais
comme
un zombie.**

cours devenaient chers. Je n'ai donc pas pu continuer. Petit à petit, j'ai sombré, mentalement et physiquement. Je ne dansais plus, je ne sentais plus aucune connexion avec la musique, j'étais comme un zombie.

«Pour mes 18 ans, une amie m'a invitée à un festival caribéen. C'est là que je me suis sentie revivre! Reconnectée à mes racines, à la musique, à la vibration du son dans mes membres. Pendant deux jours, je me suis enfin sentie MOI! Depuis, je danse dès que j'en ai l'occasion, le plus souvent possible. J'ai acheté une encoiffe et un casque. La musique me suit partout du matin au soir et de la tête aux pieds. Dehors, en boîte, chez des amis, seule ou à plusieurs, chez moi ou ailleurs, partout, sans contrainte, sans pression, sans condition, je danse! C'est la vie, c'est ma vie.»

FAYED, 21 ANS, ÉTUDIANT, ILE-DE-FRANCE «EN SPORT, JE SUIS VITE HORS DE MOI»

«Un jour, avec des amis, on fait un match (de foot) 3 vs 3. C'est assez tendu. Mon pote qui joue dans l'équipe adverse est agacé de perdre. Et moi je suis fatigué de me prendre des coups. A un moment, je reçois un coup au genou et je réclame une faute. Mon pote me la refuse, alors je le pousse. Il y a une bagarre et tout le monde se précipite pour nous séparer. Bien sûr, on s'est réconciliés plus tard mais, ce jour-là, j'ai compris qu'il fallait que je prenne sur moi pour éviter de blesser les autres. C'est dur.

«En sport, je suis vite hors de moi. Je suis à fond, je peux péter un câble. Je perds toute notion de calme et de respect et, comme je suis émotif, je donne tout. S'il y a un truc qui ne me plaît pas, ça va se savoir et se voir. Une partie de

moi part. Comme si j'étais une autre personne.

«Le rapport que j'ai à la compétition, c'est abusé. Mes coaches m'ont toujours dit qu'il fallait que je gère mes émotions. J'ai déjà été front contre front avec l'un d'eux. Si l'arbitre siffle une faute et qu'il n'y a pas faute, il y a toujours un coéquipier ou un pote qui me met la main sur la bouche pour que je la boucle. Pour m'éviter un avertissement ou une exclusion. Ma relation avec le sport est remplie d'amour et de colère, dans n'importe quel sport: foot, volley, hand, basket, rugby, même en athlétisme. Je sais qu'il faut que je me contrôle, mais c'est comme un combat contre ma propre personne. A mes yeux, le sport ce n'est pas qu'un loisir, c'est un truc sérieux.»

GAIA, 15 ANS, LYCÉENNE, SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (YVELINES) «JE N'ABANDONNE JAMAIS»

«Grâce au sport, je me suis forgé un mental. Souvent, j'ai continué l'effort même si cela paraissait impossible. Mes parents m'ont mise au tennis dès 4 ans. C'était important pour eux que j'apprenne à me donner à fond afin de découvrir mes capacités physiques et mentales. J'ai accroché et j'ai rejoint la compétition à 8 ans. La pression mêlée à l'idée de me retrouver seule m'angoissait. Je ne trouvais pas ma place là-bas, mais je continuais à y aller tous les mercredis, la boule au ventre. Je n'en ai jamais parlé à mes parents: ils m'auraient dit d'y aller quand même.

«Je n'abandonne jamais. Je vais au bout avec une idée en tête: à la fin, je serai contente de l'avoir fait. Je me le répète quand on doit courir le plus vite possible pendant au moins vingt minutes. Mes coaches me crient de ne rien lâcher. J'ai l'impression que mes jambes vont céder à tout moment, mais je ne lâche rien.

«Cet état d'esprit m'aide à persister dans mes efforts et à me connaître davantage. Lors des révisions pour le brevet l'année dernière, par exemple, j'ai passé des journées à travailler, même si ma seule envie était de sortir avec mes amis qui avaient

abandonné les révisions depuis longtemps.

«Aujourd'hui, je suis beaucoup plus ouverte aux activités pour lesquelles je n'aurais pas été très confiante, par peur de ne pas y arriver. La seule façon de savoir, c'est d'essayer. Et de tout faire pour y arriver. «Je suis fière d'avoir transmis cet état d'esprit à ma mère. Un jour, elle ne trouvait pas la motivation pour faire ses 60 km de VTT habituels avec son groupe de vélo du samedi. "C'est trop dur, c'est long, et je ne m'amuse même pas", me disait-elle. Je lui ai lancé: "Force-toi à rester jusqu'au bout et tu te remercieras de l'avoir fait quand ça sera fini." Elle est revenue le soir avec un grand sourire, en me disant: "Tu avais raison."»



**EMETH, 23 ANS, ÉTUDIANT, PARIS
«J'AI L'IMPRESSI
D'AVOIR EU UNE
CONSOLE AVANT MON
PREMIER BALLON»**

«Ce matin, je vais à la salle de sport. Je dois performer et être à l'aise avec mon corps. Je dois le façonner, le connaître dans ses moindres recoins. J'y vais à pied avec mon sac, mon cadenas, ma serviette, une bouteille d'eau et ma musique. Je travaille surtout mon renforcement musculaire, car j'ai besoin d'être léger, rapide mais solide. Pour le mental, la salle m'aide à rester zen et me donne le temps de réfléchir : comment gagner, quel style de jeu adopter, quels points travailler...

«Quand l'entraînement est fini, je rentre, je me fais un grand bol de pâtes pour reprendre un peu d'énergie, puis je lance une partie et je joue. Je joue pour la victoire, pour être en haut, tout en haut de mon sport... l'e-sport ! J'ai commencé par la Game Boy, puis la Nintendo DS, la GameCube. Ensuite, j'ai eu la Wii puis la Xbox 360, en passant par la PSP, jusqu'à acheter mon premier PC. Je ne suis pas le meilleur joueur au monde, mais j'en ai fait mon quotidien. Et je prends ça très au sérieux. C'est comparable à l'esprit des échecs ou du jeu de go. Avec en plus des aspects mécaniques de mouvement et de coordination, une dimension stratégique plus ou moins poussée, en solo ou en équipe.

«J'ai l'impression d'avoir eu une console avant mon premier ballon, même si c'est faux. Jusqu'à mes 12 ans, je faisais du sport, tous les sports, du foot surtout. Ça pouvait durer des heures. Je rivalisais avec les grands et j'étais rapide. Mais, un jour, on m'a diagnostiqué la maladie de Kawasaki, qui touche le système respiratoire, les artères du cœur et provoque de l'urticaire. J'ai arrêté le sport physique, mais je me suis mis à fond dans l'e-sport, qui se pratique à haut niveau.

«Une saison est rythmée par des événements majeurs en ligues amateur, semi-pro et pro à l'échelle d'un pays ou du monde. Ça demande d'énormes capacités de concentration. Il faut y passer beaucoup de temps pour développer des gestes techniques propres à chaque jeu, comme Rocket League, Valorant ou encore League Of Legends. Le mental et la tactique priment pour savoir innover et analyser les parties. Dans les jeux de tir, la précision est importante. Il y a aussi l'aspect tactique : comment rentrer sur un site, poser la bombe, choisir l'équipement, la composition du personnage, les systèmes de rotation au sein de l'équipe. Il faut savoir communiquer et imposer son rythme pour déstabiliser l'équipe adverse et garder son sang-froid. Ça peut être tendu. Je suis à 100%. Le moindre bruit m'empêche de performer. Il faut avoir les bons coéquipiers. «Il faut sans cesse contrôler tes émotions. La mécanique, c'est la coordination entre tes deux mains et le regard. C'est très mental. C'est aussi physique. Tu tiens ta souris. Il y a ta manière de t'asseoir. Tu mets tout ton corps au service de tes bras, de tes yeux et tes oreilles. Ce n'est pas la même dépense que le sport physique, mais c'est le même esprit de compétition.»

JAMES ALBON

A travers les écrans Dans les pompes de Thibo InShape

**ÉTIENNE, 16 ANS, LYCÉEN, ILE-DE-FRANCE
«CHAQUE JOUR, JE RETROUVE LES
YOUTUBEURS QUE J'AI LAISSÉS LA VEILLE»**

«Le CrossFit rythme mes journées et mes repas. Plus qu'un loisir, c'est devenu une façon de rester en forme, avec une fonction presque médicale de prévention. J'ai commencé en cinquième. Chaque jour, j'en fais pendant une heure. Des pompes, des mountain climbers, des planches spiderman. Je peux tenir en planche sept minutes ! J'effectue les parcours que le youtubeur Thibo InShape a élaboré sur sa chaîne.

J'ai aussi découvert d'autres youtubeurs français et étrangers, comme Chris Heria. Mes parcours incluent des haltères et un banc, mais les exercices à poids du corps restent les plus communs. Depuis la troisième, je fais aussi attention à ma nutrition. Ces mêmes youtubeurs soulignent l'importance de manger des protéines pour générer de la masse musculaire, d'intégrer plus de calories que d'en dépen-

ser, de manger certains aliments, comme le thon ou l'avocat. Leurs conseils quant au temps de sommeil m'ont aussi permis de prendre de bonnes habitudes. Plus de Nutella, de lait concentré, plus de bonbons, plus de Trésor, de Yop, de pain de mie...

«Ma mère s'inquiète pour ma croissance et mes articulations. Elle m'a demandé à plusieurs reprises de réduire ma pratique du CrossFit et de reprendre une fois plus grand. Mais les sensations d'épuisement et de bien-être en arrivant dans mon lit et la fierté d'appartenir à une nouvelle com-

munauté, celle du CrossFit, sont trop précieuses pour que je me résolve à les laisser de côté. Que je fasse partie d'une communauté alors que j'effectue ce sport seul chez moi peut paraître étonnant pour beaucoup. Mais, chaque jour, je retrouve les youtubeurs que j'ai laissés la veille. J'ai l'impression d'avoir rencontré des gens. Je retrouve leur bonne humeur et leur positivisme. Mon temps de sport, c'est presque de la méditation. C'est un moyen de m'échapper, l'espace d'une heure, des contraintes quotidiennes.»

Supporteurs

«Quand l'équipe va bien, je vais bien»

TIM, 24 ANS, ÉTUDIANT, ÎLE-DE-FRANCE
«COMME UN AMOUREUX TRANSI»

«A 5 ans, j'ai vécu ma "première fois". C'était au stade Chaban-Delmas à Bordeaux lors d'un match Bordeaux-Saint-Etienne. De voir un match autre part qu'à la télévision, c'était le rêve. Voir la

foule, les chants, les drapeaux, les couleurs, les joueurs en chair et en os. Un rêve et un coup de foudre ! C'est là que mon histoire d'amour avec les Girondins a commencé. Depuis ce jour,

il y a presque vingt ans, j'ai une relation passionnée avec ce club. Et ça affecte ma vie sous plusieurs aspects. A commencer par mon emploi du temps. Je planifie mes semaines en fonction des horaires des matchs. Impossible d'en rater un, quitte à le regarder sur le téléphone. Dans ces

moments-là, je rentre dans ma bulle. Interdit de me déranger ! Dès que je le peux, je me déplace pour suivre mon club. Mais ça me demande une organisation, car je suis en fauteuil roulant. Un aller-retour en train depuis Paris, une nuit d'hôtel voire deux, avec chambre spacieuse pour pouvoir circuler, donc plus chère, plus le prix de la place au stade, à chaque fois ça me coûte près de 250 euros tout compris. A ce prix, je choisis cinq à six matchs par an. Et je ne compte pas mon budget en produits dérivés : écharpes, sweats, mugs, couettes... toutes aux couleurs des Marine et Blanc. Dans ma chambre, j'ai du Girondin sur les murs avec des posters et dans les tiroirs où je range les maillots des différentes saisons, des serviettes...

«L'année dernière, un soir de défaite, j'ai posté un commentaire avec ma propre analyse du match sur le WebGirondins, le média en ligne dédié au club. Ils l'ont trouvé pertinent et ils m'ont contacté pour intégrer l'équipe qui anime les émissions. Depuis, je participe à des talk-shows. Ça peut être un débriefing avec de l'analyse et des statistiques à commenter : les kilomètres parcourus, le nombre de passes, de tirs, le plan de jeu... Je passe aussi beaucoup de temps sur Discord ou WhatsApp à collecter des infos et à débattre des compositions d'équipe. Je vais aussi souvent dans un bar de supporters bordelais en région parisienne.

«Quand l'équipe va bien, je vais bien, quand elle va mal, je suis renfrogné. Mon cœur

bat Marine et Blanc. En vingt ans, j'ai vécu un tourbillon d'émotions : pour le titre de champion de Ligue 1 en 2009, j'ai tellement crié devant ma télé que les voisins sont montés pour se plaindre du bruit. A l'inverse, lors de la descente du club en deuxième division en 2021, mes larmes ont beaucoup coulé.

«Parfois je me dis que je n'en peux plus de cette équipe, que je ne regarderai plus un match... Mais au suivant, je suis toujours là. Mes petites amies m'ont souvent reproché de faire passer le foot et les Girondins avant elles. Je suis comme un amoureux transi, prêt à tout par amour de mon club. Je serai un supporter des Girondins jusqu'à mon dernier souffle. Ça fait partie de mon identité.»



JAMES ALBION

TIAGO, 14 ANS, AULNAY-SOUS-BOIS (SEINE-SAINT-DENIS)
«LE MATIN, J'HÉSITE ENTRE MES NEUF MAILLOTS»

«Mes maillots de foot, je les kiffe trop. Pour mes 5 ans, ma mère m'a acheté mon premier, celui du Barça. On habitait au Brésil, je me vois encore, si fier, dans les rues de Piúma, notre ville. J'étais Neymar ! Ou presque. Je ne voulais jamais l'enlever. Un jour, il est devenu trop petit. Je l'avais depuis mille ans. Il était l'heure de lui dire au revoir.

«Maintenant je vis à Aulnay. Le matin, j'hésite entre mes neuf maillots. Ils sont rangés par ordre de préfé-

rence. Quand j'ouvre mon armoire, j'ai l'impression de voir un arc-en-ciel. Le maillot Barça, c'est celui de mon enfance. Le PSG, c'est celui de mon équipe d'adoption. Le Real, c'est celui de mon équipe de cœur...

«Je peux prêter mes maillots à mes frères, mais je déteste quand ils mangent avec et qu'ils les salissent. Ils me les piquent parfois sans me demander, alors il m'arrive de les cacher dans une petite valise

où je mets les trucs que je veux protéger. Et le jour où ma mère me les met à laver, je suis dégoûté. Je dois porter un truc moche !

«Il y a encore beaucoup de maillots que j'aimerais acheter. Le nouveau du Brésil en hommage à Neymar, celui de Manchester City, et les nouveaux du Real Madrid et de la Juventus. Il y a aussi celui de Vasco da Gama, l'équipe de Dimitri Payet. Ça fait une fortune, tout ça. Je rêve d'avoir un placard rempli de maillots. Je me sens déjà comme un grand collectionneur. Un collectionneur de maillots. Ça aussi, c'est du sport.»

IDRISSA, 21 ANS, ÉTUDIANT, ÎLE-DE-FRANCE
«MA SEULE RELATION AVEC MON PÈRE, C'ÉTAIT LE SPORT À LA TÉLÉ»

«Mon père nous a amenés très tôt à pratiquer et surtout à consommer du sport, à choisir nos équipes et nos joueurs, à supporter. La Coupe de monde de football de 2006 que j'ai regardée à la télé avec lui dans le salon est mon premier souvenir de compétition. J'avais 5 ans. On soutenait tous la France, en famille, unis devant le même écran ! Mon père m'a aussi fait connaître le tennis à la télé. Il m'a expliqué quelques règles. Je supportais Federer, comme ma mère. Mon petit frère supportait Nadal. C'était l'ennemi. Mon père ne supportait aucun des deux. Après, il a supporté Djokovic... Il m'a aussi fait découvrir la Formule 1. Il supportait Jensen Button, ma mère Lewis Hamilton et moi Fernando Alonso. Ça créait des affrontements. En foot, mon père supportait Marseille alors

que moi je suis parisien. Il l'a pris comme un affront.

«En grandissant, j'ai dû un peu me transformer en journaliste sportif pour mon père. A partir de mes 17 ans, il aimait bien me demander mon avis pour parier. C'était moi qui suivais l'actualité, moi qui donnais les infos. Au final, ma seule relation avec mon père, c'était le sport à la télé et toutes les émotions qu'on pouvait y ressentir : joie, colère, déception, retournement de situations critiques, discussions, analyses. Ce qui est sûr, c'est que je ne sais pas grand-chose de lui, mis à part les équipes qu'il supporte. Aujourd'hui, j'ai coupé toute relation avec lui. Il était très dur avec moi, mais il était comme mon meilleur pote quand on parlait de sport.»



JAMES ALERON

Des sports en rose et en bleu

«J'aurais tellement aimé être boxeuse»

AMY, 18 ANS, ÉTUDIANTE, MELUN (SEINE-ET-MARNE) VOUS SAVEZ, «LES SPORTS DE GARS»

«Mon rêve, à la base, c'est d'être une championne. Me surpasser pour me dire : «Tu l'as fait !» Le principal obstacle, ce sont mes parents. À chaque fois que l'on parle de sport, ils me disent que je n'ai pas le temps à cause des cours ou bien que je vais ressembler à un garçon. Ils ont une vision du sport tellement différente de la mienne ! Je viens de Côte-d'Ivoire où les femmes sont plutôt rondes, avec de belles formes. Chez nous, une femme «chargée» (grosses fesses et grosse poitrine) est synonyme de bonne alimentation et de bonne santé, et une femme maigre est une personne pauvre et mal nourrie. Je suis la seule de ma famille à ne pas avoir le physique adéquat : je suis toute maigre et toute petite. Je suis toujours été complexée par mon corps et par certains commentaires à son sujet.

«Les seuls sports que je peux pratiquer, ce sont ceux que mes parents qualifient de «sports de meufs» comme la danse ou la natation. Des sports dans lesquels je me sens mal à l'aise et moins douée que la plupart des autres filles. En terminale, quand on était en danse contemporaine, elles se débrouillaient

toutes bien et faisaient les mouvements. Moi, je me forçais. J'avais aussi basket au bac. C'était le contraire de la danse. Si on me faisait des remarques en danse, je me renfermais, alors qu'en basket ça me passait par-dessus la tête. Je me sentais bien. J'étais même trop dynamique ! En fait, le foot, le basket ou encore l'athlétisme, c'est vraiment moi. Vous savez, les «sports de gars».

«Quand j'étais enfant, mon père me laissait faire, parce qu'à ce moment-là on s'en foutait de mon apparence. On allait souvent jouer au foot avec des gars des HLM. Il me faisait des compliments et il m'encourageait. Etant donné que je cours très vite, j'ai voulu mettre mon talent en avant en faisant de l'athlétisme. Mais mes parents m'ont dit : «C'est un sport de garçon, tu seras trop musclée.» J'ai évidemment respecté leur choix.

«Cette année, j'ai eu 18 ans et je suis allée à la salle sans le dire à ma mère. Le soir en rentrant, je lui ai avoué. Je m'attendais à ce qu'elle me crie dessus. Et en fait, elle m'a proposé d'y aller avec elle. J'ai été surprise et soulagée. Ça aurait été compliqué d'y aller en cachette. Dans quel temps, je sens que je vais commencer à avoir le physique que je veux. Celui dans lequel je me sens à l'aise. Parce que j'ai décidé d'être autonome, libre de mes propres choix. »

MANON, 17 ANS, LYCÉENNE, FRANCONVILLE (VAL-D'OISE) «J'AIMERAIS ALLER À LA PISCINE SANS LES GARÇONS.»

«T'es bonne, t'as des grosses fesses et des gros seins.» Je suis choquée quand j'entends ces mots. Je viens à la piscine pour nager et, à 16 ans, on me dit ça. C'est pourtant cool, la piscine. On est entre potes, mais la présence des garçons nous gêne. Leurs regards surtout sur nos formes, leur esprit mal placé. J'ai juste envie de leur dire d'arrêter. Ils se permettent

aussi des réflexions comme : «Elle est bonne, faut la gérer», «Elle est plate comme un mur.» Ils me font détester la piscine alors que j'aime y aller avec mes copines. Dès que les mecs discutent entre potes, t'as l'impression que ça parle de toi. Je n'ai pas envie d'entendre ce genre de choses. Mais même les regards sont suffisants pour savoir ce qu'ils pensent. Alors, je trouve des excuses pour ne pas y aller. Je dis que je suis malade ou que j'ai mes règles. C'est moi qui fais le mot à la place de mes parents. Et ça passe. Faut juste imiter la signature. Dans mon monde idéal, j'aimerais aller à la piscine sans les garçons. Je serais plus à l'aise et je ne douterais pas de moi. »

NYOTA, 20 ANS, ÉTUDIANTE, NOISIEL (SEINE-ET-MARNE) «MON FRÈRE A ÉTÉ FORCÉ DE S'INSCRIRE EN CLUB DE FOOT»

«Papa, Maman, je veux faire du judo !

— Non ma fille, c'est trop physique pour toi.

Papa, maman, je veux faire du judo !

— Vas-y mon garçon, Teddy Riner est en toi !

— Papa, maman, je veux faire de la boxe !

— Non ma petite, fais de la gymnastique, c'est plus gracieux.

Papa, maman, je veux faire de la boxe !

— Très bonne initiative, fiston.

— Papa, maman, vous connaissez Clarisse Agbegnenou, Myriam Lamare ou Eugénie Le Sommer ?

— Oui ma fille, ce sont de grandes sportives !

— Alors pourquoi pas moi ?

«Je suis l'aînée d'une fratrie de trois enfants. Mon petit frère de 11 ans, c'était le «sportif» de la famille. Pourtant, il n'a jamais été fan d'aucun sport. Sa «carrière», comme mon père dit, a débuté assez tard. À ses 10 ans, il a été forcé de s'inscrire en club de foot. Malgré ses cris et ses pleurs, il a fini par s'y résoudre. Moi, depuis que je suis toute petite, mon agilité, ma rapidité, ma force, mon énergie sont prépondérantes. En boxe, foot ou judo, je ne loupais pas une occasion de foncer ! Mais lorsque mon frère jouait au city stade en bas avec ses potes, moi je travaillais. Je devais rester réviser mes cours. J'étais destinée à être

une femme de bureau. Dans ma famille, c'est un flex [une compétence très valorisée, ndlr]. Le métier d'excellence pour une fille comme moi qui était bonne à l'école. L'image même de la stabilité financière. Comme dit mon père : «Avec ce taf, tu trouveras un mari facilement !» Alors une carrière de boxeuse ou de judoka, c'était mort dans le game ! J'aurais tellement aimé être boxeuse...

«Aujourd'hui, j'ai 20 ans et mon frère, 18 ans. Je suis une jeune femme ronde et fière de l'être. Mon frère étudie pour devenir comptable. Il joue encore en club de foot, mais sa carrière sportive n'a pas décollé. Et le discours de mes parents est bien différent. Il y a peu, mon père m'a regardé et m'a dit : «Ma fille, tu manges trop. Tu dois faire du sport. Inscris-toi à un club, sinon tu ne trouveras jamais un mari !» »